

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

L'affaire de Madagascar

**UN PROCÈS ? NON !
UNE MONSTRUEUSE OPÉRATION POLITIQUE**

par un témoin

L'INSTITUT SUPÉRIEUR OUVRIER

par Georges Vidalencq

DITES A L'OCCIDENT...

Un témoignage de JERZY GLIKSMAN sur **L'ESCLAVAGE COLLECTIVISÉ**

La réforme de l'Enseignement

par R. Guilloché

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 170 fr.
Un an 300 fr.

EXTERIEUR

Six mois 200 fr.
Un an 380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-F. FINDERL, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-92 Paris

Sommaire du N° 19 - Octobre 1948

L'affaire de Madagascar : Un procès ? Non ! Une monstrueuse opération politique	UN TEMOIN
Le scandale de l'Impex.	
Effort d'hier, effort d'aujourd'hui : l'Institut supérieur ouvrier	G. VIDALENCQ
Le sens du mot « grève »	M. ANTIER
Dites à l'Occident : Un nouveau témoignage sur l'esclavage collectivisé	B. D.
Femmes au camp	Jersy GLIKSMAN
La Réforme de l'Enseignement	R. GUILLORE
Carnet du Sauvage. — Grabuge ou ouragan ? — A propos du manifeste des autonomes — Le discours de Spaak et « le Popu- laire ». (P. MONATTE).	
Notes d'économie et de politique. — Les grenouilles demandent un roi — Les responsabilités de la Troisième force. — Un fait caractéristique. — Racisme juif et humanisme musulman. (R. LOUZON)	
Dans l'Internationale. — Le 80 ^e congrès des Trade Unions. — En Italie : après la scission. — Derrière le rideau. — Citoyens soviétiques. (A. ROSMER)	
Renaissance du syndicalisme. — Rassemblement des autono- mes. (J. ISSERT et G. LACARCE). — La grève des mineurs.	
Carnet du civilisé. — Dirigisme et action syndicale. — Plus d'illusions sur la F.S.M. — Un piège égypte. (R. LAPEYRE)	
Livres, revues, journaux. — Le destin du monde, de William G. Bullitt (P. M.). — Histoire de la guerre, de J. Gattier-Bolissière et Ch. Alexandre (R. H.). — Recherche communautaire (R. GUIL- LORE). — Petite histoire du mouvement ouvrier, de Joseph Hours (P. M.). — Premières clartés sur la Titoslavie, par J. Koruza (P. M.).	
Faits et documents. — Les faits du mois. — Le discours de Spaak. — Vavilov mort dans un camp sibérien. — Un second « Munich ». — Ces messieurs de la hausse.	
Parmi nos lettres. — Une lettre d'un camarade allemand. Entre nous.	

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déserte jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

UN PROCÈS ? NON ! UNE MONSTRUEUSE OPÉRATION POLITIQUE

La Cour criminelle de Tananarive a rendu son verdict :

6 condamnations à la peine de mort, 12 aux travaux forcés ou à la réclusion.

Enfin, les « bonnes âmes » ont commencé de s'émouvoir. Tel qui vota la levée de l'immunité parlementaire, en vue de poursuites qui ne pouvaient comporter que la réclusion comme sanction maximum, s'indigne de ce que son vote ait, par un tour de passe-passe, servi à rendre des sentences de mort.

M. Maurice Schumann est envahi par le doute et il s'écrie avec Péguy : « La vie d'un seul homme peut engager l'honneur de tout un peuple. » Que voilà de nobles paroles et qu'elles en disent long sur « l'inconscience » de leur auteur !

Depuis des mois se déroule à Madagascar un drame à l'échelle d'un peuple. Sans parler de la misère et de la terreur qui règnent dans l'île ; plus de 80.000 hommes et femmes malgaches ont été massacrés ; près de 20.000 détenus politiques sont encore dans les prisons et attendent d'être jugés. Il s'agit bien de la vie d'un seul homme !

Le procès de Tananarive n'est qu'une des manifestations du régime d'oppression que subissent quatre millions de Malgaches. Il n'est qu'un simple épiphénomène dont le sens ne peut être compris que dans le cadre des circonstances d'ensemble qui sont à l'origine de la « rébellion ».

L'INSURRECTION :

SES CAUSES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

On se souvient que dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, et dans les journées qui suivirent, des actes insurrectionnels se produisaient en divers points de l'île, faisant une centaine de victimes parmi les Européens et s'étendaient rapidement à une partie importante de la région située entre les hauts plateaux et la côte est. Pour quelles raisons un peuple doux et pacifique s'est-il subitement soulevé ? L'explication de ces événements se trouve dans les conditions économiques, sociales et politiques qui les ont entourés.

Déjà, en 1904, plusieurs villages s'étaient révoltés dans le sud de l'île et les troubles s'étaient propagés dans les provinces de Diégo-Suarez et de Farafangana. Les autorités avaient immédiatement imputé le soulèvement à la barbarie des habitants et l'avaient mis sur le compte de l'âme malgache.

Dans un ouvrage intitulé : « Erreurs et Brutalités coloniales », un ancien gouverneur de Madagascar, Augagneur, a fait justice de ces sottises. Après avoir analysé minutieusement la genèse des événements de 1904, il en souligne et en dénonce les causes : impôts excessifs, abus du travail forcé, misère des habitants

aggravée par les exactions des militaires et des colons.

Des facteurs analogues expliquent les événements de mars 1947. La condition déjà lamentable des travailleurs s'est trouvée aggravée à la suite de la dernière guerre. En 1947, un manoeuvre touchait à Tananarive un salaire journalier de 35 francs. Par rapport à 1939, l'indice moyen des salaires pour l'ensemble de l'île ressortait à 655. Pour la même période, l'indice des prix de gros passait de 100,4 en décembre 1939 à 800 en juillet 1947 et l'indice des prix de détail de 100,5 à 1090 aux mêmes dates. Le pouvoir d'achat des travailleurs se trouvait réduit de près de moitié par rapport à l'avant-guerre.

Cette situation eut une double conséquence ; les travailleurs insuffisamment rémunérés désertaient les entreprises et se réfugiaient à la campagne où ils s'efforçaient de cultiver un lopin de terre ; mais pour parer à cet état de choses, les autorités n'hésitèrent pas à recourir de plus en plus aux réquisitions de main-d'œuvre. Les travailleurs furent employés de force dans les entreprises. Mal nourris, entassés dans des locaux insalubres, séparés de leurs familles, ils ne recevaient en compensation qu'un salaire misérable.

Mais la condition des paysans n'était guère plus enviable. D'une part, ils subirent également les réquisitions de main-d'œuvre et des biens. D'autre part, l'institution de l'office du riz les obligea à livrer à l'administration, au prix taxé, un produit qui est à la base de leur alimentation et qu'ils durent se procurer au marché noir.

Enfin, les articles d'utilité courante, et notamment les cotonnades, étaient devenus de plus en plus rares sur le marché, si bien, que la masse des habitants de l'île vivaient dans un complet dénuement.

LE CLIMAT POLITIQUE

Ce sont ces conditions économiques et sociales qui ont formé un terrain tout préparé pour le développement d'une insurrection. Mais les facteurs politiques ont également joué un rôle important. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date le mouvement national malgache. En 1916, déjà, de jeunes intellectuels étaient condamnés à des peines de travaux forcés pour un prétendu complot, qui aurait été préparé par une société connue sous le nom de V.V.S., sans que ce complot ait jamais reçu, d'ailleurs, le moindre commencement d'exécution. Depuis la fin de la première guerre mondiale, des militants tels que Rialaimongo, Dussac, puis Ravohangy et Raseta, tous deux condamnés à mort par la Cour de Tananarive, n'ont cessé de dénoncer les abus du colonialisme. Au fur et à mesure des persécutions multiples dont ils ont souffert, ils ont acquis une profonde popularité.

Quant à l'administration, elle laissa le champ entièrement libre au P. D. M. C'est Rabemamananjara qui nous rapporte le propos savoureux d'un administrateur. Comme le député M.D.R.M. exprimait son étonnement au chef de district de Fort-Dauphin, devant cette différence de traitement, celui-ci lui répondit :

« — Un homme de votre intelligence devrait comprendre. Vos adversaires politiques, les tenants de l'indépendance intégrale demandent la lune ! Ils peuvent hurler tant qu'ils veulent, ils n'auront rien du tout. Rien à craindre de ce côté tandis que votre revendication est susceptible de réalisation, par conséquent dangereuse. — Mais c'est du cynisme ! — Non, c'est tout simplement de la politique et de la bonne franchise. »

Mais pas plus que le chef de district, le peuple malgache ne s'y est trompé. Malgré la démagogie des partis concurrents, le M.D.R.M. a conservé toute sa confiance. Pour l'abattre, il faut employer contre lui d'autres armes. S'opposer au M.D.R.M. par tous les moyens, telles sont les instructions officielles.

C'est encore Rabemamananjara qui raconte la manière dont la liberté et le secret du vote étaient assurés dans certaines localités.

Le jour même de l'élection des assemblées provinciales, Rabemamananjara arrive à Vangaindrano vers quatre heures de l'après-midi. Le vote aurait dû battre son plein mais les électeurs, au lieu de se diriger vers la salle de vote, s'étaient rassemblés au bord de la rivière. Il s'informe et constate bientôt que sur toutes les pistes qui menaient à la salle de vote étaient postés des gardes indigènes. Ces derniers demandaient aux électeurs pour qui ils votaient. Si c'était en faveur du M.D.R.M., on déchirait leur bulletin et on leur mettait dans la main un bulletin du P.A.D. E.S.M. Aussi les électeurs préféraient-ils faire la grève du vote.

On sait que cette méthode a depuis été employée sur une échelle beaucoup plus vaste et avec un cynisme incroyable en Algérie. Cependant, elle eut beaucoup moins de succès à Madagascar.

L'élection des assemblées provinciales et celle des conseillers de la République, postérieure d'un jour à l'éclatement de la rébellion, furent un succès pour le M.D.R.M.

Ainsi, ni l'iniquité des lois électorales, ni les pressions, ni les provocations administratives n'étaient parvenues à entamer le parti des masses malgaches. Mais l'emploi de tels procédés avait contribué à créer une situation extrêmement tendue. De plus, à la périphérie du M.D.R.M., commençaient à s'agiter certains éléments plus radicaux qui critiquaient vivement la politique de ses dirigeants. Par une fâcheuse coïncidence, l'offensive de l'administration s'était accusée dans la période même où le programme du M.D.R.M. s'était assoupli. Quelques-uns accusèrent les députés de trahison.

Il est probable que les éléments les plus extrémistes de l'opinion malgache songèrent à s'organiser dans des associations secrètes. D'après les rapports même de la police, la « Jina » n'aurait été créée qu'en fin 1946. Le « Panama » était plus ancien mais il ne s'était donné, du moins à l'origine, aucun objectif insurrectionnel.

Quel fut le rôle exact de ces associations dans la préparation de la rébellion, il est difficile

de le préciser ? Dans toute l'île, le « Panama » ne devait guère compter plus de 400 membres ; encore, ces groupes étaient-ils truffés d'indicateurs de police. Baron, le directeur tortionnaire de la Sûreté, s'est vanté d'être renseigné, au fur et à mesure, sur tout ce qui s'y passait.

LE PROCES : MONTAGE POLICIER

Il est impossible, dans ces conditions, que la Sûreté générale n'ait pas été au courant des troubles qui allaient éclater. Ces troubles étaient-ils nécessaires pour exécuter une opération d'envergure contre le M.D.R.M., il est permis de le penser.

Le seul fait qui ait pu surprendre la Sûreté, c'est l'extension, sur un terrain tout préparé par la misère et l'oppression, qu'a prise la rébellion. Des profanes pourraient de bonne foi supposer que les dirigeants du M.D.R.M., las ou excédés par suite des persécutions, n'aient pas été étrangers à sa préparation et qu'ils aient pu envisager une épreuve de force. Les faits démentent formellement cette supposition.

Non seulement Raseta, qui sera accusé, contre toute vraisemblance, d'être le chef des sociétés secrètes, se trouvait en France le 29 mars 1947, mais celles-ci critiquaient âprement l'action des députés malgaches.

De plus, la rébellion a éclaté dans des conditions telles qu'elle était vouée nécessairement à l'échec. Les révoltés ne disposaient pratiquement pas d'armes à feu. C'eût été une folie de la part des parlementaires de déclencher une insurrection écrasée d'avance. Mais cette pensée ne les a pas effleurés. Loin de fomenter une révolte, ils préparaient leur premier congrès, qui devait se tenir le 7 avril suivant. Par contre, ils étaient clairement conscients du danger que les moindres troubles pourraient constituer pour leur parti et pour le peuple malgache.

C'est ainsi qu'à la veille de l'élection des conseillers de la République, le bureau politique du M.D.R.M., informé de l'éventualité de troubles, adressait à toutes ses sections un télégramme d'appel au calme, mettant en garde ses adhérents contre les provocations. Or c'est ce télégramme du 27 mars que la Sûreté a interprété comme un appel à la révolte.

C'est sous ce prétexte, qu'une répression impitoyable commença à s'abattre sur le M.D.R.M. dès les premiers jours d'avril 1947. Dans toutes les villes, dans tous les villages, même les plus éloignés de la rébellion, là où le calme n'avait jamais cessé de régner, les dirigeants et les membres du parti furent arrêtés.

La représentation malgache à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République fut entièrement éliminée.

Le procès de Tananarive n'a pas d'autre but que de justifier cette gigantesque opération. Mais pour monter un tel procès, il a fallu recourir, sur une grande échelle, à des méthodes analogues à celles de la Gestapo. Arrestations en masse, maintien des prévenus pendant des semaines dans les locaux de la Sûreté, privation de nourriture, simulacre de jugements sommaires, menaces contre les proches, scènes répétées de violence, supplices raffinés allant jusqu'à l'évanouissement ; ces faits sont démontrés tant par les déclarations des accusés et des témoins que par les cahiers de l'infirmerie pénitentiaire. Ce qui n'a pas

Mais la dernière guerre a donné une énorme impulsion au mouvement qui, en 1939, était à peine ébauché. Les revers essayés par de grandes puissances impériales, les promesses contenues dans la Charte de l'Atlantique, l'enjeu représenté par la possession de bases stratégiques et le concours des peuples coloniaux ont engendré, parmi ceux-ci, un développement accéléré de la conscience nationale.

D'autre part, la Constitution de la IV^e République, en créant le mythe de l'Union française, a dissimulé l'arrière-pensée de conserver à la France son empire colonial. Toutefois, elle a permis aux mouvements d'émancipation d'avoir pour un temps une existence légale et même d'avoir leurs représentants dans les assemblées.

C'est dans ces conditions que Ravohangy et Raseta furent envoyés par la grande majorité des électeurs malgaches aux deux Assemblées Constituantes. Mais un changement profond conforme à l'évolution générale des mouvements coloniaux, s'est opéré dans leur esprit. Avant guerre, ils avaient fait campagne pour un programme d'assimilation totale, de naturalisations en masse, et pour la création à Madagascar de départements français. En 1945, ils mettent en avant un programme d'indépendance. Cependant, pour des raisons à la fois sentimentales et politiques, ils sont à la recherche d'une formulation moins tranchée de leurs revendications ?

Avec plusieurs compatriotes résidant en France, dont le poète Rabemananjara, futur troisième élu de Madagascar, condamné aux travaux forcés à perpétuité par la Cour de Tananarive, ils créent à Paris, en février 1946, le Mouvement Démocratique de Renovation Malgache. Ils emploient, pour la première fois, la formule : « Madagascar, Etat libre associé à la France. »

A cette époque, le mouvement populaire dans la métropole était puissant. Le gouvernement dut concéder aux peuples coloniaux quelques réformes importantes, telles l'extension des droits politiques et l'abolition du travail forcé (celle-ci étant d'ailleurs, à Madagascar, plus théorique que réelle). Mais cette période fut de courte durée. L'on en revint très vite aux méthodes traditionnelles en ce domaine. L'existence d'un parti répondant aux aspirations des masses opprimées était incompatible avec le maintien dans l'île du système colonial d'exploitation. Il fallait soit que ce système, soit que ce parti disparût.

LES PROVOCATIONS

En fait, dans les mois qui ont précédé la rébellion, les provocations se multiplient contre le M.D.R.M. Les dirigeants locaux et même les simples membres du parti sont l'objet d'incessantes tracasseries, brimades, arrestations. Les autorités locales s'efforcent d'entraver les réunions de propagande des parlementaires. Par exemple, les ponts se trouvaient souvent coupés avant leur passage. Puis, des incidents plus graves surviennent. Deux Malgaches sont tués par un gendarme à Saboutse-Nehme. L'enterrement a lieu à Tananarive. Les corps sont transportés à dos d'homme à travers la ville. Un cortège se forme. La police arrête 27 personnes et 3 chefs du M.D.R.M. qui sont condamnés à des peines de 3 à 5 années de prison.

A Mananapatrana, un nommé Radoarson est arrêté. Etant malade, sans doute n'avait-il pas obéi à un ordre de réquisition. Il est emmené

par les gendarmes qui, en cours de route, arrêtent de nombreuses autres personnes. Mais, lorsqu'ils traversent Andronagavola, un rassemblement se forme et tente de libérer les prisonniers. Rabemananjara a décrit l'aspect de ce village et de ceux d'alentour qu'il a visités plusieurs jours après. A son arrivée, le village, partiellement en ruine, était silencieux et désert. Les habitants, craignant le retour des gendarmes, avaient fui dès qu'ils avaient aperçu sa « filanjana ». Cependant, au bout d'un certain temps, un homme, se disant catéchiste, se présenta et raconta comment les gendarmes et les miliciens avaient semé la terreur dans le village. Puis, il montra d'un geste le reste d'un temple qui avait été incendié. Tout autour, les cases des indigènes avaient été rasées et brûlées. On imagine sur quelle échelle de tels faits ont pu se produire après la rébellion.

Tandis que se multipliaient les incidents, intervenaient une série de mesures politiques destinées à supplanter le M.D.R.M. Les députés malgaches avaient réclamé la création d'une assemblée de gestion locale élue au suffrage universel. La commission parlementaire compétente avait approuvé ce projet. Le gouvernement décida de créer cinq assemblées provinciales en vue de ressusciter, si possible, d'anciennes divisions entre populations de régions différentes. Mais il fit mieux.

Pour l'élection de ces assemblées, le système du double collège fut institué. 20.000 Européens eurent droit à une représentation presque égale à celle de quatre millions de Malgaches. Cela ne suffisait pas encore. On décida de créer une assemblée représentative qui serait élue au suffrage indirect par un collège unique composé de tous les membres des assemblées provinciales. On envisageait même d'en faire autant pour l'élection des conseillers de la République.

L'intervention active de l'administration dans la vie politique de la colonie permettra d'apprécier la portée de ces mesures. En même temps que, par un barrage de textes, le gouvernement s'efforce d'endiguer la poussée populaire représentée par le M.D.R.M., les autorités locales s'efforcent de lui faire échec par tous les moyens.

C'est l'administration qui a créé de toutes pièces un parti concurrent: le P.A.D.E.S.M. Son but — ô ironie ! — est de l'implanter parmi les populations déshéritées, autrefois asservies par la monarchie Hova. Les colonialistes ont oublié qu'ils ont de leurs propres mains forgé l'unité politique des populations de l'île, qui connaissent la même misère. Habitants des quartiers populeux de Tananarive, habitants des hauts plateaux ou des villages côtiers ont les mêmes aspirations. Le M.D.R.M. est le parti qui porte leur espoir.

Il est vrai que le M.D.R.M. a un autre concurrent: le Parti Démocratique Malgache, dont le programme a varié en même temps que celui du M.D.R.M. Au moment où ce dernier semblait préconiser l'indépendance pure et simple, le P.D.M. n'envisageait que son obtention progressive. Puis, quand les députés malgache lancèrent la formule d'« Etat libre associé à la France », les dirigeants du P.D.M. se mirent à réclamer l'indépendance et accusèrent les députés d'avoir trahi leurs électeurs. Cela ne les empêchait d'ailleurs pas de constituer, avec les représentants d'autres partis européens, une Troisième Force franco-malgache.

empêché un procureur général, qui n'a pu nier l'emploi de tels procédés, d'accorder au directeur de la Sûreté, directement responsable, de larges circonstances atténuantes.

Information entièrement viciée par les tortures infligées aux accusés, par les nombreuses irrégularités de l'instruction conduite au début sans défenseurs, close sans qu'il ait été procédé aux confrontations nécessaires, cela ne suffisait pas. A la veille même du procès était exécuté Rakotondrabé Samuel, l'un des principaux coaccusés des parlementaires, qui n'avait d'ailleurs rien de commun avec ces derniers, mais qui aurait pu faire à l'audience des révélations importantes.

La physionomie du procès se caractérise encore par l'emploi d'un procédé bien connu. Alors que l'on a fractionné les poursuites dirigées dans toute l'île contre les membres du M.D.R.M., on a amalgamé ces derniers avec les membres des associations secrètes qui ont pu effectivement être mêlés à la préparation de la rébellion.

D'ailleurs, le procès des parlementaires était à peine commencé que l'on apprenait l'arrestation des leaders du P.D.M., accusés, eux aussi, seize mois après les événements d'avoir été les instigateurs de la rébellion.

On pourrait multiplier les faits qui font de ce procès une véritable imposture. Mais que dire de l'atmosphère qui l'a entouré. Déjà, l'année dernière, l'un des avocats venus de Paris fut l'objet d'un attentat à la grenade; un autre fut assommé à Diégo-Suarez par trois individus masqués, jeté dans une voiture et abandonné évanoui dans la brousse. Cette année, on s'est contenté de menaces de mort.

La presse de Madagascar est entièrement au service de l'administration et des colons. Tous les journaux locaux ayant la moindre velléité d'indépendance ont été suspendus. Seuls deux quotidiens métropolitains étaient représentés au procès: «le Monde» et «le Figaro». Leurs correspondants furent invités par la Résidence, transportés et logés par ses soins.

Les accusés et leurs défenseurs ayant acquis la conviction que le verdict était fait d'avance décidèrent de ne plus prendre part aux débats.

Le procès n'en a pas moins continué. Six condamnations à la peine capitale ont été prononcées sans aucune espèce de preuve. Presque tous les témoins de l'accusation ont rétréci leurs déclarations extorquées par la torture.

Le directeur de la Sûreté, Baron, n'a pas été arrêté mais presque félicité par le procureur général. Baron a déclaré que l'un des accusés, le pasteur Tata Max, qui ne méritait certainement pas cette injure, était un de ses indicateurs et qu'il était au service de la Sûreté. Pour prouver son indépendance à l'égard de la police, la Cour l'a tout de même condamné à mort. Mais elle prononçait la même sentence contre cinq de ses coaccusés uniquement sur la base de rapports policiers.

Tel a été le procès de Tananarive qui a été précédé et sera suivi dans toute l'île de nombreux autres procès qui n'ont rien à voir avec la «Justice». Ils procèdent seulement de la raison d'Etat. Pour rétablir le système colonial, il fallait à Madagascar supprimer le M.D.R.M. Pour parvenir à cette fin, on a utilisé l'appareil judiciaire; comme ailleurs on a utilisé l'armée ou commis de vastes escroqueries électorales.

UN TEMOIN.

Le scandale de l'«IMPEX»

S'il était besoin d'une nouvelle preuve que l'Etat, à vouloir effectuer des besognes pour lesquelles il n'est manifestement pas qualifié, n'aboutit souvent qu'au désordre, on la trouverait dans le scandale de l'«IMPEX».

Qu'est-ce que l'«IMPEX»? Un organisme d'Etat qui a le monopole des importations. Par l'entremise des fameuses missions d'achat, il achète des marchandises à l'étranger et les revend aux entreprises privées françaises, à charge pour lui de recouvrer auprès des acheteurs le montant des ventes qu'il effectue.

Apparemment rien de plus simple.

Les missions d'achat envoient leurs pièces comptables, l'«IMPEX» établit les factures correspondantes et les envoie aux acheteurs. Ces derniers passent à la caisse et c'est fini.

Or ce circuit si simple, cet abécédaire de l'épicer du coin, l'Etat n'a pu l'accomplir correctement. Les facturations n'ont pas été faites, l'argent n'est pas revenu dans les caisses de l'Etat et il a bien fallu s'apercevoir au mois de mars dernier que l'«IMPEX» était en déficit de 120 milliards!

Allez chercher les responsables!

Le plus surprenant — mais est-ce tellement surprenant? — c'est que ce scandale est connu depuis fort longtemps; exactement depuis fin 1945.

Les résultats sont là. Et une fois de plus, ce sont les contribuables, qui feront les frais de l'opération. Car vous pensez bien que certaines factures, du fait des retards, sont devenues irrecevables, les acheteurs s'étant évanouis ou ayant fait de mauvaises affaires!

Récemment, un parlementaire a demandé au ministre des Finances où en était le recouvrement de ces créances. De la réponse ministérielle, il résulte qu'au 1^{er} avril dernier le montant des créances dont l'«IMPEX» n'avait pu encore obtenir le recouvrement s'élevait à 139 milliards. Une bagatelle!

Et sur ce montant, on avait que 117 milliards — autre bagatelle! — n'avaient pu encore être facturés «faute d'éléments comptables ou de personnel». Ce qui donne une fière idée de la pagaille...

Un peu de baume toutefois: dans ce montant non facturé, les services publics figurent pour 60 milliards. C'est autant qu'ils n'ont pas décaissé. Donc, autant de perte en moins, c'est-à-dire autant que nous n'aurons pas à verser au titre d'une subvention quelconque...

Il n'en reste pas moins que tous ces faits révèlent une fois de plus l'incompétence de l'Etat en matière commerciale. Où il fallait de l'initiative et de la responsabilité, l'Etat a voulu «diriger» à fond et même exécuter; n'eût-il pas mieux valu laisser purement et simplement les bénéficiaires de ces achats à l'étranger, régler directement leurs marchandises aux vendeurs, quitte à contrôler intelligemment leurs opérations? La collectivité en aurait indiscutablement tiré un plus grand bénéfice.

Car la centaine de milliards qui manquent dans les caisses de l'Etat par suite de la carence de l'«IMPEX», il faut la remplacer: heureusement qu'il y a encore des timbres-poste et des paquets de gris.

Le Carnet du Sauvage

Grabuge ou ouragan ?

2^e scène du 2^e acte (Celle scène se déroule dans les bassins miniers, les grands ports et les chemins de fer.)

— Si l'Angleterre et la France s'avisent de réaliser le plan Marshall, elles connaîtront le grabuge et même l'ouragan.

C'est à peu près en ces termes que Molotov prévint charitablement Bevin l'an dernier.

Ainsi se trouvaient expliquées les grèves insurrectionnelles d'octobre, novembre et décembre 1947. Plus tard, les grèves de Clermont-Ferrand de juin 48. Ainsi, aujourd'hui, le mouvement des mineurs où les revendications corporatives ne réussissent pas à masquer la revendication politique véritable : un gouvernement à participation stalinienne, c'est-à-dire le retour de Maurice Thorez au pouvoir.

Si la pression des mineurs n'est pas suffisante, on jettera dans la chaudière d'autres corporations, les dockers des différents ports, les cheminots ; d'autres encore s'il le faut. Le congrès confédéral qui va se tenir cette semaine ne manquera pas d'assurer la pression nécessaire. Pour ce que des incidents éclatent ici ou là, fortuits ou provoqués, une décision de grève générale de solidarité sera prise d'enthousiasme par le congrès même.

Un secrétaire de la C.G.T. disait déjà fin septembre que le seul moyen d'empêcher la grève générale était l'entrée de deux ou trois staliniens au ministère. Pour lui, au moment où il parlait, donc avant la déclaration de grève des mineurs, puisque celle-ci date du 4 octobre, la participation stalinienne au gouvernement ne faisait pas de doute ; il la regardait comme acquise.

Acquise sous quelle forme ? Par un remaniement du cabinet Queuille ? Par la constitution d'un cabinet Herriot ? Ce n'était pas précisé. Les deux hypothèses étaient d'ailleurs vraisemblables. Herriot pouvait avoir convaincu son ami Queuille. S'il ne l'avait pu, pour qui le fameux président radical des Jeunesses stalinienne, ce dindon dindonnant, n'aurait-il pas opéré en personne ?

Mais de Gaulle intervenait avec quelque violence le 1^{er} octobre. Dans une conférence de presse, il déclarait sans ambages que l'entrée des « séparatistes » au gouvernement signifierait que « ce qu'il est encore convenu d'appeler le gouvernement de la France serait tout à fait sorti de la légitimité », et même de la légalité.

La vaisselle de la participation stalinienne volait en morceaux. Du coup la grève générale, non seulement n'était plus empêchée, mais elle s'imposait.

Elle s'ébranlait avec les mineurs, le 4 octobre ; elle essayait d'entraîner les cheminots des anciens réseaux de l'Est et du Nord ; aussi les marins et les dockers. Ce dimanche où j'écris, il semble bien que la phase de la mise en train soit près de s'achever. Nous allons bientôt connaître la grande opération elle-même. Quelque chose qui fasse pendant en fin 48 à l'opération de fin 47. En mieux.

Les syndicaux voient petit. Les staliniens voient grand. Nous en sommes encore à rechercher les moyens pratiques de rapprocher les salaires et les prix. Eux pensent à tout renverser. Et par les grands moyens. Henri Reynaud, un autre secrétaire de la C.G.T., disait tout récemment, dans un petit cercle de syndiqués, que l'an dernier la C.G.T. avait échoué parce qu'elle avait lancé d'en haut des mots d'ordre. Cette année, elle procéderait autrement. Elle ramasserait à la base tous les points de mécontentement ;

elle soufflerait dessus, les attiserait, les ferait flamber. Ainsi d'en bas, de proche en proche, de long en large, de haut en bas, le mécontentement grimperait, les flammes monteraient, la révolte embraserait toutes les corporations et tout le pays. Cette fois, on pourrait aller jusqu'au bout. On balaierait ces gouvernants infirmes, incapables. On instituerait la République populaire de France. Pas la République des soviets de 1918, bien sûr, mais la République tchécoslovaque des Comités d'action de 1948.

Pour Reynaud, et ses amis sans doute, la classe ouvrière se laisserait mener là sans regimber. Les obstacles ne sortiraient pas d'elle-même. Du moment qu'un troupeau s'ébranle il va d'ensemble là où ses bergers le conduisent.

Un obstacle ? Celui du gouvernement Queuille ne pèserait pas lourd. Les gardes républicains et les policiers de Jules Moch et de l'ancien stalinien Boursicot s'évaporeront dans la nature. L'obstacle du général de Gaulle ne pèsera guère plus. Le général s' imagine-t-il qu'il pourra faire marcher la troupe contre le peuple ? Il peut compter peut-être sur le corps des officiers ; les soldats, c'est une autre chanson.

S'il y a un conflit avec les hommes triés sur le volet par de Gaulle, eh bien, on verra qui aura le dessus ! Reynaud et ses amis, et ses patrons, n'en sont pas à quelques milliers de vies humaines près. Leur stratégie ne s'embarrasse pas d'aussi misérables contingences. Possible que de Gaulle gagne la première manche. Il ne gagnera pas les suivantes. On reprend les grands plans d'Allemagne en 1933. Hitler pouvait monter au pouvoir, il y monterait pour trois semaines ou trois mois. Que de Gaulle monte au pouvoir en novembre ou décembre 48, il en sera balayé au printemps 49. Staline s'est mis le doigt dans l'œil en 1933. Ça ne lui arrivera pas deux fois ; il a pris ses précautions ; la préparation, cette fois, est soignée. De Gaulle sera liquidé, au deuxième ou au dixième round.

Que la préparation stalinienne soit soignée, il n'en faut pas douter. Que l'impréparation mochiennne ou boursicotière, en face, soit aussi soignée, il n'en faut pas davantage douter. De même pour les troupes de de Gaulle, elles peuvent astiquer leurs armes tant qu'elles voudront, ce n'est pas elles non plus qui dénoueront le drame présent. Tout dépend de ce que staliniens, gouvernants et gaullistes regardent comme le troupeau. La classe ouvrière, ce troupeau à leurs yeux, se brêtera-t-elle indéfiniment au jeu de ces différents stratèges ? Ne refusera-t-elle pas de foncer aveuglément ?

— Quoi ? Elle rechignerait à la Révolution ?

— La Révolution, c'est autre chose. La classe ouvrière a bien le droit de ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Elle ne peut pas confondre le totalitarisme à la russe avec l'émancipation des travailleurs. Elle met dans le même sac le fascisme rouge de Thorez et le fascisme blanc de de Gaulle. La Révolution, avouez que c'est tout autre chose que ce qu'on lui offre des deux côtés.

— Alors, continuer à piétiner dans le borbier qui s'épaissit depuis la libération ?

— On ne sortira pas du borbier avec un gouvernement de soi-disant union démocratique. Ni avec une république populaire sauce russe, ni avec une république autoritaire sauce militaire. Nous sommes seulement au deuxième acte du drame. Y en aura-t-il trois ? Y en aura-t-il cinq comme dans tout vieux drame qui se respecte ?

— Avouez que ça la fiche mal aux yeux de ces

délégués de tous les pays venus pour l'assemblée générale de l'O.N.U.

— Ne vous en faites pas trop pour ces délégués. Ils savent que le monde entier n'est guère tranquille. Quelques-uns d'entre eux étaient à Bogota en avril dernier. Tant que la France ne leur aura pas servi une insurrection du même goût que celle de la Colombie ils trouveront que Paris après tout est une ville paisible, en dépit des grèves diverses que Fra-chon est tenu d'offrir en spectacle à Vychinski et à Manouïlski.

A propos du manifeste des autonomes

Les éléments qui sortent de la C.G.T. ne vont pas tous obligatoirement du même côté. Ils s'éparpillent dans beaucoup de directions. Les uns vont à Force ouvrière ; d'autres à la C.F.T.C. ; d'autres, je suppose, à la C.N.T. ; pas mal forment des syndicats autonomes ; un plus grand nombre sans doute partent pêcher à la ligne.

Nous avons publié le mois dernier un manifeste du Comité de coordination des syndicats autonomes. Deux camarades, Locarce et Issert, qui ont participé à ce travail de coordination, exposent plus loin comment s'est formé ce comité et ce qu'il veut faire. Je crois que ce manifeste mérite qu'on lui prête attention. Venant après la déclaration d'Angers faite par une partie de la gauche de F.O., il montre qu'un autre milieu syndical se pose les mêmes questions, qu'il les examine presque sous le même angle. Même affirmation gestionnaire et révolutionnaire. Même préoccupation de rassemblement autour d'un programme minimum et de préparer la voie à l'unité ouvrière.

Les sept points du plan syndical esquissé dans le manifeste des autonomes ne me paraissent pas tous heureux. Comprendre le statut de la fonction publique parmi les conquêtes sociales à maintenir en tout premier rang me paraît très discutable. Beaucoup de points sont vagues. On peut trouver aussi que les sujets brûlants sont évités depuis les nationalisations jusqu'au danger de guerre et au danger gaulliste. Il ne sert à rien de faire comme l'autruche. Il faut regarder en face les problèmes qui se posent à la classe ouvrière et les principaux dangers qui la menacent.

Le manifeste commence par évoquer la grande illusion que représenta la libération. On aurait pu, dit-il, mieux utiliser l'enthousiasme d'alors et réaliser un régime de démocratie réelle. Qui aurait pu ? Où était la force syndicale capable de faire ce qui n'a pas été fait ? Il ne faut pas penser dans l'abstrait. On est obligé de tenir compte de ce qui existe ; or ce qui existait alors, c'était une C.G.T. qui attendait tout du gouvernement, c'étaient des syndicats qui espéraient les alouettes toutes rôties. Déçues, les diverses C.G.T. d'aujourd'hui n'ont pas tellement changé de pensée ; elles continuent à escompter les profits à tirer d'un gouvernement selon leur cœur.

Les syndicats autonomes entendent faire mieux le travail corporatif attendu par leurs corporants. Dans une certaine limite, ils y parviendront peut-être. Mais pour la plupart d'entre eux l'autonomie sera le refuge du corporatisme le plus étroit. D'où une volonté d'isolement que le Comité de coordination aura du mal à surmonter.

Une lacune au départ. Il aurait fallu des signatures au bas de ce manifeste. Des signatures de syndicats autonomes, au moins des signatures de militants.

L'initiative est partie du syndicat autonome des métaux parisiens, dont Racine est le secrétaire. On sait que ce syndicat n'a pas réussi à entrer à Force ouvrière. Refusa-t-on de l'admettre ? Ou refusa-t-il d'entrer ? J'ai cru longtemps qu'on l'avait repoussé en multipliant les conditions à sa fusion avec le syndicat parisien F.O. des métaux. On m'assure qu'il

n'était pas très chaud pour entrer. Au début, Racine était partisan de l'entrée, mais dans les usines beaucoup de ses camarades s'étaient entendu dire : « Rien à faire pour aller chez Jouhaux ». Si bien que Racine et la plupart des militants de ce syndicat en vinrent à préférer l'autonomie. Eurent-ils tort, eurent-ils raison ? Ils eurent raison s'ils ont pu constituer un syndicat plus fort. Mais l'ont-ils constitué ? Pour certains, invoquer Jouhaux était un bon prétexte pour n'aller nulle part. La question ne pouvait d'ailleurs se poser ainsi. C'est à un syndicat des métaux, maître chez lui, qu'il s'agissait d'aller. Non pas, aller chez Jouhaux. Il s'agissait de dresser face au patronat métallurgiste, à côté du syndicat stalinisé, un véritable syndicat des métaux. L'a-t-on dressé ? J'en doute.

Le Comité de coordination des syndicats autonomes se regarde-t-il comme l'embryon d'une nouvelle C.G.T. ? Cela donnerait la quatrième ou la cinquième. Cela fait beaucoup de C.G.T. Cela en fait évidemment trop.

Nous allons à une véritable désagrégation syndicale. Une désagrégation servant admirablement les stalinien. L'unité sous leur houlette est impossible, c'est un fait. Mais la dispersion à l'infini engendre une faiblesse que la classe ouvrière paiera cher. C'est un autre fait.

Comment y remédier ? C'est ce que devraient se demander les militants syndicalistes révolutionnaires dispersés dans les centrales existantes et dans celles qui sont en formation. Une conférence comme celle qui est prévue pour novembre peut donner d'utiles résultats. A une condition, c'est qu'elle ne soit pas exploitée pour attirer du monde à telle ou telle organisation.

Que de temps perdu depuis deux ans !

Le discours de Spaak et « le Populaire »

Avez-vous lu dans **le Populaire** du 29 septembre le compte rendu de l'assemblée des Nations Unies où Spaak prononça un discours remarqué et remarquable ?

Si vous l'avez lu, vous aurez sûrement admiré la façon dont Louis Lévy a analysé ce discours.

Tandis que le discours faïot de Robert Schuman était donné presque in extenso, celui de Spaak, quoique assez court, était encore réduit ; une analyse en supprimait l'essentiel et tout ce qu'il apportait de vigoureux et d'utile. **Le Populaire** peut se vanter d'être le journal parisien qui, avec **l'Humanité**, a le mieux escamoté ce discours.

L'organe central du parti socialiste français se devait de donner en entier un discours de cette importance émanant d'un ministre socialiste d'un autre pays. C'était un strict devoir d'information ; il ne l'a pas rempli.

Il a fait mieux ; il a permis à Louis Lévy d'escamoter l'essentiel. C'était pourtant un devoir non moins strict pour un journal socialiste de dire avec Spaak que la Russie était le seul pays qui soit sorti de cette guerre avec des conquêtes territoriales, qu'elle engendrait la peur dans le monde avec son impérialisme plus dangereux que celui des tsars, qu'elle organisait une cinquième colonne en comparaison de laquelle la cinquième colonne de Hitler ressemblait plutôt à une organisation de boys-scouts.

Louis Lévy n'a pas trouvé cela de son goût vraisemblablement. C'est son droit d'être pro-stalinien. C'est même son droit, à lui correspondant du **Populaire** à Londres, de ne rien comprendre à ce qui se passe en Angleterre et de n'en rien dire.

Mais les socialistes qui s'étonnent que leur quotidien perde ses lecteurs et leur parti son influence pourraient peut-être se demander si ce n'est pas le résultat de quelques Louis Lévy.

P. MONATTE.

Effort d'hier, effort d'aujourd'hui

L'Institut Supérieur Ouvrier

Quand en 1932 la C.G.T. créa son Centre Confédéral d'Education Ouvrière, elle donnait vie à un projet formulé dès 1919 au lendemain de la première guerre mondiale et dont la scission syndicale avait retardé la réalisation. Elle reprenait alors la tradition de quelques-uns de ses meilleurs militants, d'Eugène Varlin, de Fernand Pelloutier, d'Albert Thierry, d'Alphonse Merrheim. A maintes reprises, ceux-ci avaient en effet déclaré que le syndicalisme, ayant à déterminer lui-même sa doctrine et ses méthodes d'action, se devait de travailler aussi à l'information de ses militants et qu'il devait à ses adhérents l'éducation comme la solidarité.

Il était d'ailleurs de pratique traditionnelle dans les Congrès confédéraux, de reconnaître la nécessité de cette éducation ouvrière et de formuler, à l'unanimité, des vœux en sa faveur. Mais les nécessités de l'action quotidienne, les difficultés de la vie syndicale avaient empêché, jusqu'à cette date, toute réalisation pratique de quelque ampleur.

Que se proposait le C.C.E.O. ? Qu'allait-il faire ? L'équipe qui présida à ses débuts comprit très vite qu'elle aurait à faire un très gros effort de propagande pour secouer l'apathie de nombreux travailleurs, pour détruire chez certains le mépris du livre et de l'imprimé, la défiance à l'égard de la vie intellectuelle, la confiance naïve en la seule formation « sur le tas », pour faire disparaître un ouvriérisme primitif qui se manifestait parfois, pour dissiper les inquiétudes de quelques autodidactes qui se refusaient à toute formation autre que la stricte recherche personnelle.

Très vite aussi elle comprit qu'elle aurait, parmi les camarades qui viendraient au Centre, des différences considérables de formation préalable, de capacité de travail, de possibilités intellectuelles comme aussi de loisirs et elle organisa simultanément deux séries de cours qui lui semblaient également nécessaires :

I. — Cours de base destinés à ceux qui, sous la pression de nécessités économiques, avaient dû quitter trop tôt l'école pour l'usine ou le chantier, le bureau ou le magasin :

Français essentiellement, mathématiques appliquées aux métiers, comptabilité.

II. — Cours de formation à l'usage des travailleurs ayant déjà une certaine instruction, acquise à l'école ou dans la vie, par les leçons de maîtres, la lecture ou la réflexion personnelle, camarades qui avaient déjà le goût de la lecture sérieuse et une certaine habitude du maniement des idées abstraites, qui s'intéressaient aux idées générales. A ceux-ci on devait offrir des enseignements d'un niveau plus élevé et centrés sur les problèmes qui intéressent particulièrement le monde du travail : Economie politique, Droit ouvrier, Vie économique du monde, Histoire du syndicalisme, Organisation du travail et aussi, suivant les désirs qu'ils exprimaient eux-mêmes, des cours de philosophie, de littérature ou d'histoire de l'art.

Il va sans dire que ceux qui auraient tiré profit des cours de base et qui le voudraient, passeraient aux cours de formation. Il va sans dire également qu'aucun examen en forme ne détermi-

nait cette répartition qui se faisait à l'amiable par l'accord des élèves et des enseignants.

Il était bien entendu, et on y insista à maintes reprises, que le C.C.E.O. avait pour but de former de véritables syndicalistes, des militants de qualité, mais pas nécessairement des fonctionnaires syndicaux. Les camarades qui suivaient ses enseignements avec le plus de profit, parce qu'ils avaient le plus de moyens et de ténacité pourraient certes faire des secrétaires de syndicats compétents et bien informés, mais le Centre ne délivrait aucun diplôme et ne disposait d'aucun poste à attribuer. La démocratie, qui était encore la règle dans la vie syndicale, attribuait l'élection des bureaux de l'assemblée générale ; c'était donc à la masse de se déterminer, à choisir avec intelligence les plus qualifiés et les plus sûrs, à préférer la compétence et le courage à la seule éloquence. Reconnaissons d'ailleurs que les choix ne furent pas toujours et partout particulièrement heureux.

Il n'entre pas dans notre dessein de faire ici toute l'histoire du C.C.E.O. et nous nous bornons à mettre en lumière quelques aspects de la vie de l'Institut supérieur ouvrier qui constituait en somme le degré supérieur de l'enseignement donné à la C.G.T. Il s'adressait à des camarades déjà instruits, n'ignorant pas les problèmes économiques et sociaux de notre époque, d'âge déjà mûr (l'âge moyen des inscrits au C.C.E.O. étant de 25 à 30 ans), ayant une certaine expérience de la vie et de la production. On y recevait indifféremment ceux qui avaient suivi avec profit les cours de base et ceux qui y venaient directement.

Le but était de donner à tous un véritable enseignement supérieur prolétarien, dégagé de tout conformisme bourgeois comme de toute appartenance politique étroite. Ce fut le mérite de ceux qui y enseignèrent, quelles qu'aient pu être par la suite leur destinée et l'évolution de leurs idées, d'avoir travaillé à développer chez leurs auditeurs le goût de la réflexion personnelle, le sens critique, l'esprit de libre examen. Il n'était pas question d'imposer une manière de voir, une solution unique, de formuler un dogme ou de rédiger un catéchisme, mais seulement d'étudier les éléments du problème, de recourir aux sources, aux faits, d'apprendre à se décider en toute loyauté.

Il ne s'agissait nullement, et ce fut un des thèmes essentiels de toutes les séances de rentrée, de sortir les camarades de leur métier ou de leur milieu, de provoquer ou faciliter un certain embourgeoisement et le « refus de parvenir » que préconisait Albert Thierry, restera la règle de conduite de beaucoup d'entre eux. L'I.S.O. se proposait seulement de former des militants syndicalistes mieux informés, plus réfléchis, mieux préparés à mener la lutte dans les conditions difficiles et complexes de la vie moderne. Si beaucoup des plus assidus parmi les auditeurs n'occupèrent pas une place de premier plan dans nos groupements et n'y jouèrent pas un grand rôle, ils furent du moins à la base, des syndiqués de qualité et peut-être les circonstances ne leur permirent-elles pas de donner toute leur mesure. N'oublions pas que les premiers formés ne le furent guère avant les années 1934-35 et que bientôt, avec la réunion des deux centrales C.G.T. et C.G.T.U. les problèmes d'appartenance

politique allaient malheureusement jouer un très grand rôle dans la vie syndicale et fausser bien souvent le libre jeu de la désignation démocratique des responsables.

Témoin direct des efforts du C.C.E.O., en contact avec de nombreux travailleurs qui y venaient le soir après leur journée au bureau ou à l'usine, nous pouvons dire que beaucoup de travail a été fourni, que les problèmes importants de l'heure y étaient étudiés sérieusement et sans préjugés, que la bibliothèque bien constituée et ouverte aux diverses tendances était amplement et intelligemment utilisée. La preuve est faite, et bien faite, qu'il y a dans les masses populaires des ressources intellectuelles considérables dont on n'a pas toujours su tirer parti, des possibilités qu'on pourrait développer. Beaucoup de ces employés et ouvriers qui acceptaient la fatigue d'un travail supplémentaire, ont témoigné d'une ardeur à l'étude et d'une faculté de compréhension et de réflexion qu'on aurait tort de croire réservées aux seuls étudiants de nos facultés.

Des cours d'Economie politique ou de Droit ouvrier, d'Histoire du syndicalisme, ont été poussés assez loin pour que ceux qui les avaient suivis puissent faire bonne figure quand ils se rencontreraient avec des étudiants venus d'ailleurs, des techniciens ou des délégués du patronat ayant reçu une formation secondaire ou supérieure. Et certains d'entre eux, formés dans un cours spécial de moniteurs, pouvaient enseigner, non sans succès, dans les Collèges du Travail qui commençaient à s'ouvrir dans la banlieue.

Nous devons cependant nous garder de toute généralisation excessive et nous ne voulons pas rédiger un panégyrique. Tout d'abord, reconnaissons que malgré la réussite incontestable du C.C.E.O. et de l'I.S.O., cela restait bien peu de chose en face des immenses besoins de la classe ouvrière en matière d'éducation. Les quelques centaines ou milliers d'inscrits à leurs cours, même si l'on y ajoute l'effort parallèle des Collèges du Travail en province, ne représentaient qu'une infime minorité parmi les 5 millions de syndiqués que comptait la C.G.T. réunifiée. Beaucoup d'ailleurs ne poursuivaient pas longtemps la tâche entreprise : difficultés matérielles et de travail, soucis de famille étaient sans doute des raisons suffisantes pour justifier cet abandon, mais reconnaissons aussi que beaucoup répugnaient à l'effort suivi et se décourageaient aux premières difficultés.

Si nous reconnaissons les immenses possibilités du monde du travail, nous ne sommes pas de ceux qui, par flagornerie, parent la classe ouvrière de toutes les vertus. La condition de prolétaire n'entraîne pas nécessairement toutes les qualités et quand nous essayons de faire le point et d'évaluer les résultats nous ne pouvons pas le faire avec une satisfaction sans mélange.

Que certains des élèves de l'I.O.S. aient peu ou mal profité des enseignements et des échanges d'idées qu'ils y trouvaient, c'est possible ; que beaucoup aient préféré accueillir passivement l'enseignement qui leur était donné plutôt que de s'informer et de se décider par eux-mêmes, cela n'est pas niable ; que d'autres encore aient seulement trouvé dans leurs études la satisfaction personnelle d'échapper un moment aux contraintes du métier, de réaliser une sorte d'évasion, il fallait l'accepter comme un des risques de l'entreprise ; que d'autres aussi se soient égoïstement refusés à l'action et n'aient pas eu le souci de mettre au service de leurs camarades et de leur classe les notions qu'ils avaient pu acquérir, cela non plus n'est pas contestable ; que d'autres enfin n'aient pas eu, dans des temps difficiles, la claire vision de leur devoir et le primordial souci de rester fidèles à une con-

ception de la vie et à des idées qui pouvaient comporter quelques risques, c'est un des aspects de l'imperfection et de la faiblesse humaines qui ne sont pas particulières au monde du travail. Il faut savoir que beaucoup n'ont pas perdu le contact et dès la libération sont revenus poursuivre cette œuvre d'éducation et d'affranchissement dont la classe ouvrière a besoin si elle veut se garder des mauvais bergers.

Pouvait-on attendre davantage ? Certes, on peut dire que les efforts auraient pu être plus considérables, mais compte tenu des moyens limités et du peu de temps pendant lequel se déroula l'expérience, le résultat n'est pas absolument négligeable. Et la désillusion provoquée chez quelques-uns d'entre nous n'est-elle pas due à des espérances excessives ? L'Education, même ouvrière, n'est pas une panacée et ne peut, à elle seule, changer le monde, elle est seulement un des facteurs de l'évolution.

Modestement et en tenant compte des circonstances, notamment du grand effort de propagande dogmatique qui se faisait dans d'autres cercles, on peut dire que l'expérience n'a pas été vaine, que des syndiqués de bonne volonté y ont appris à devenir de véritables syndicalistes et même des militants de qualité bien armés pour résister aux sollicitations des propagandes totalitaires, capables d'influencer autour d'eux leurs camarades de travail. Que la plupart n'aient pas occupé des postes en vue, n'aient pas été appelés à de hautes responsabilités syndicales à partir de 1936, cela s'explique assez par l'envahissement de la politique dans nos groupements et nos assemblées, mais il y a parmi eux une réserve de militants sur lesquels il n'est pas interdit de compter pour les luttes d'aujourd'hui et de demain.

Georges VIDALENCQ.

Une lettre d'un camarade allemand

Notre camarade Franc nous communique quelques extraits d'une lettre reçue d'un jeune camarade allemand qu'il connut au temps où lui-même était prisonnier. Cette lettre montre qu'un homme est un homme, ici ou là, à droite comme à gauche du Rhin, et qu'il n'est pas de pays maudit ni de race maudite. Il y a les régimes, assez semblables quant au fond même, et puis les individus qui tentent de se libérer de ces régimes :

Ta lettre m'a fait plaisir car elle montre que ta pensée suit le même chemin que la mienne. Les problèmes qui l'occupent, en dehors du travail assomant de tous les jours, sont ceux qui m'occupent aussi... Vois-tu, les hommes sont envoûtés par les doctrines politiques et par ceux qui les prêchent. L'esprit de groupe, cet instinct grégaire dont on disait que nous Pavions, nous, Allemands, exacerbé et que nous étions arrivés à pousser à l'extrême pour certaines raisons importantes, cet instinct grégaire fait ses ravages dans le monde tout entier. L'ouvrage de Gustave Le Bon « De la psychologie des foules » n'a jamais eu plus d'actualité que de nos jours... Toutes les réalisations techniques modernes ne servent qu'à propager des idées toutes faites, des idéologies sur mesure. C'est un peu les repas préparés des Américains. La ménagère n'a plus qu'à ouvrir une boîte et à la réchauffer. Il n'y a plus rien à faire de son intelligence.

Si jamais éclate une nouvelle guerre, je filerai. Plus jamais je ne remettrai un uniforme, ni pour l'un ni pour l'autre, ni volontairement ni de force. Je n'ai jamais tué. Je ne tuerai point dans une prochaine guerre. Je n'ai pas haï dans le passé, je ne haïrai point dans l'avenir. Je n'ai pas de haine pour nos occupants. Ils exécutent, que sont-ils ? Des gens qui n'ont point de volonté à eux, des outils dans les mains des précheurs...

Le plus grand mal est que les hommes se connaissent trop peu. Regarde ces frontières, ces rideaux de fer, ces obstacles artificiels. Si cela n'était, le bonhomme russe et le bonhomme américain saurient bien vite que l'un n'en veut pas à l'autre.

Notes d'Economie et de Politique

LES GRENOUILLES DEMANDENT UN ROI : SI ELLES L'ONT, CE SERA LE DÉSASTRE

De Gaulle étant venu dans la région où je demeure, j'ai vu les deux meetings de Nice. Celui des gaullistes et celui des stalinien. Le premier, place Masséna, centre du Nice bourgeois, le second, à 800 mètres, place Garibaldi, centre du Nice ouvrier. Tous deux, à 6 heures du soir, par un dimanche gris, durant toute la matinée duquel il avait plu.

Deux choses étaient frappantes.

La première c'était le manque d'enthousiasme, chez de Gaulle tout comme chez Staline. Chez l'un et chez l'autre il y avait du monde, beaucoup plus, naturellement, pour voir de Gaulle que pour entendre les orateurs stalinien du cru, mais, ni chez l'un ni chez l'autre, ce n'était la foule des grands jours. La place Masséna n'était pas pleine ; là même où elle se trouvait garnie, la foule n'y était pas telle qu'on ne pût circuler facilement. Mais l'essentiel était que tout ce monde était terne, atone, presque craintif. A part la brigade des acclamations massée au pied d'une tribune d'au moins dix mètres de haut, et qui, selon un scénario bien réglé, scandait, au moment voulu, le slogan qui devait permettre à l'orateur d'enchaîner son discours, l'assistance n'acclamait point. Une partie — pas la majorité — applaudissait de temps en temps, les autres se contentaient d'épier leurs voisins pour savoir si leur présence à ce meeting ne risquait point de les compromettre. Des curieux, résignés, telle était l'impression que donnaient la plupart.

Place Garibaldi, l'atmosphère était encore moins tonique. Le parti czariste, qui savait pourtant autrefois bien faire les choses, ne s'était pas, ce jour-là, mis en frais. A peu près pas de tribune. Tout juste une estrade, surplombant le trottoir peut-être de 50 centimètres, de telle sorte qu'à moins d'être grand, ou d'avoir une place dans les premiers rangs, on n'apercevait même point la tête des orateurs. D'ailleurs, ceux-ci étaient tout à fait de dernière zone ; non seulement aucun ténor n'était venu de l'extérieur, mais même les leaders communistes locaux s'étaient abstenus : ni les Barel, ni les Andrieu, ni les Madeleine Faraut, ne prirent la parole. Ne vinrent réciter leur leçon que des représentants d'organisations para-communistes, telles que les veuves des Déportés, les jeunes de la résistance, etc... Or là aussi, bien que l'aspect du public fût en contraste saisissant avec celui de la place Masséna, car il était aussi typiquement ouvrier que l'autre était typiquement petit-bourgeois — « la blouse » contre le veston, aurait dit Vallès — on était atone. Au pied de cette statue de Garibaldi, la blouse était aussi morose, aussi dépourvue d'enthousiasme et de combativité que l'était le veston devant les portes du Casino municipal.

Le second fait non moins frappant, c'était l'absence totale de la prétendue « Troisième force ». Socialistes et M.R.P. furent comme s'ils n'existaient pas. Non seulement pas de contre-manifestation, pas de meeting, mais pas une affiche, pas même un tract ! Bien plus, ceux-là même qui auraient dû prendre la tête des protestataires, n'eurent que des paroles élogieuses pour le candidat dictateur. En dehors du journal czariste et d'un nouveau journal, qui est nettement gaulliste, il existe à Nice deux quotidiens, qui sont de beaucoup les plus lus : **Nice-Matin**, journal du matin, et **l'Espoir**, journal du soir. Ces deux journaux sont de « gauche ». Né

de la résistance, **Nice-Matin** a pour directeur un socialiste, son conseil d'administration comprend Claude Bourdet, de **Combat**, et toute une série de socialistes et de francs-maçons du département ; quant à **l'Espoir** qui fut fondé comme l'organe officiel du parti socialiste, il s'intitule encore « socialiste et républicain ». Eh bien ! non seulement aucun de ces deux journaux ne contient la moindre critique, ni ne fit la moindre réserve sur le contenu du discours de de Gaulle ou sur son activité politique, mais, en outre, tous deux consacrèrent la plus grande partie de leurs colonnes à des comptes rendus extrêmement détaillés et fort sympathiques de toutes les allées et venues et des moindres paroles du « général ».

La conclusion à tirer de ces deux faits, le manque d'enthousiasme des sympathisants et la carence des opposants, c'est que, si de Gaulle parvient au pouvoir ce ne sera pas qu'il y aura été porté, mais que tout le monde, devant lui, se sera effacé. Personne, au fond, ne veut de Gaulle — même les plus bornés se rendant bien compte de la nullité du personnage — mais tout le monde est résigné à l'accepter.

Car ce qui, depuis longtemps, était manifeste, et qui éclate aujourd'hui en pleine lumière, c'est qu'en France il n'y a plus de républicains. Notre grand La Fontaine l'a bien dit. Les grenouilles sont fatiguées de vivre en république, elles ne veulent plus faire l'effort qu'exige de chacun un tel régime ; il leur faut donc un maître, un maître qui leur évitera la fatigue de penser et d'agir autrement que pour ce qui concerne leurs petites affaires personnelles ; pour cela, elles sont prêtes à accepter n'importe qui, même un de Gaulle !

Si les grenouilles avaient tant soit peu de mémoire, elles se rappelleraient pourtant ce qui leur est arrivé chaque fois qu'elles ont fait un « roi ». Durant ces cent cinquante dernières années, elles ont essayé trois fois de la dictature. Les deux premières se sont terminées par des désastres, la première par les traités de 1815, après Waterloo, la seconde par le traité de Francfort, après Sedan ; quant à la troisième, celle de Pétain, elle n'a été, du début à la fin, qu'une abjection. Je ne parle que pour mémoire de ce qui est arrivé à nos voisins, quand ils se sont livrés à Mussolini et à Hitler !

Bonaparte était un génie, militaire et administratif (1) ; son neveu n'était, lui, certes, pas un génie, mais il ne manquait pas d'intelligence, et même ce vieillard vaniteux de Pétain, si exagéré soit le rôle qu'on lui attribue dans la défense de Verdun, pouvait tout de même prétendre avoir au moins quelque expérience militaire ; le général Radio, lui, n'a comme seul titre au pouvoir que son effrénée mégalomanie (2).

Aussi, le désastre ne revêtira point cette fois les mêmes formes que les précédents. Il ne sera point le tragique épilogue d'une épopée militaire, ni le déroulement d'une psychologie shakespearienne ; il n'en sera pas moins grave.

Le 10 septembre, à Washington, comme de Gaulle commençait sa tournée du Sud-Est, Hoffman, l'ad-

(1) Dans l'un de ses discours pendant sa tournée dans le Sud-Est, de Gaulle a éprouvé le besoin de prévenir qu'il n'était pas le général Bonaparte ! On s'en doutait un peu !

(2) Mégalomane qui est doublé, comme il se doit, d'un mystique. Dans l'un de ses discours de Corse il s'est présenté comme l'homme du « Destin » ! Rien que ça !

ministrateur général du plan Marshall, éprouva le besoin de tenir une conférence de presse pour faire savoir que l'aide américaine serait immédiatement coupée à tout pays qui deviendrait « fasciste ». Tout le monde comprit, mais comme Hoffman est un homme qui est au courant des usages, lorsque les journalistes lui demandèrent si c'était bien à l'activité du général de Gaulle qu'il faisait allusion, l'administrateur du Plan répondit poliment qu'il ne considérait pas de Gaulle comme un fasciste, et que la question de savoir si la France deviendrait fasciste ne présentait qu'un intérêt « académique ». Personne, cependant, pas même de Gaulle, n'a pu être dupe de ce langage diplomatique. L'administrateur du plan Marshall ne convoque pas les journalistes pour les entretenir de questions purement « académiques », et lorsqu'un seul pays européen, la France, est menacé de la dictature, ce ne peut être que d'elle que l'on parle lorsqu'on envisage le cas d'un pays qui deviendrait fasciste.

D'ailleurs, quelles que soient les intentions de l'Amérique en ce qui concerne l'attitude qu'elle prendrait à l'égard d'un régime gaulliste, il est bien certain que de Gaulle ne peut faire autrement que dresser contre lui l'Amérique, dès les premiers jours de son pouvoir. De Gaulle, répétons-le, est un mégalomane; le type du mégalomane. Il croit que la France est encore une grande puissance, qu'elle doit être l'arbitre du monde, tout au moins de l'Europe, et il entend, en conséquence, qu'Angleterre et Amérique s'inclinent devant ses décisions en politique extérieure. Or il va de soi que l'Angleterre et l'Amérique ne s'inclineront pas; qu'elles accueilleront ses rodomontades comme Roosevelt les accueillit lorsque de Gaulle refusa d'aller le voir: par un grand éclat de rire. — ou, comme Churchill, lorsque de Gaulle prétendit demeurer en Syrie: par un ultimatum.

Si cependant il insiste — et il insistera — rien ne sera plus facile que de le mettre à la raison en lui coupant les vivres, c'est-à-dire, en coupant les vivres au peuple français, par la suppression de l'aide américaine. Des milliards de dollars en moins, avec tout ce que ça représente comme marchandises, tel sera le premier résultat de la nouvelle « expérience » que nos incorrigibles grenouilles veulent tenter, par le moyen, cette fois, d'un dictateur!

Il y en aura un autre, qui complètera celui-ci. A la diminution des recettes s'ajoutera un accroissement des dépenses. Pas de « politique de la grandeur » possible, sans une importante armée! Loin de réduire les dépenses militaires, de Gaulle les forcera à plein. Au lieu de 100.000 hommes en Indochine, 200.000, 300.000... En même temps, augmentation générale des effectifs, construction intensive d'armements, etc... Que de milliards en perspective!

Bien entendu, les ébauches d'union occidentale qui se forment actuellement, et la simple alliance avec l'Angleterre et le Benelux, iront à vau-l'eau, et ainsi s'évanouira le seul espoir que ce pays pouvait avoir d'une renaissance.

Nos grenouilles se seront conduites comme Gribouille. Pour éviter la pluie, Gribouille se jetait à l'eau; pour éviter l'inflation, nos grenouilles se jettent au devant du pire désastre politique, financier et économique que la France ait jamais connu.

Désastre qui ne prendrait fin que le jour où les Américains se décideraient à intervenir. Malheureusement! les Américains n'interviennent jamais qu'après (voyez 14 et 39), et pas avant!

LES RESPONSABILITES DE LA TROISIEME FORCE

Les responsabilités de la Troisième Force dans la poussée de de Gaulle vers le pouvoir ne proviennent pas seulement de sa carence, elles viennent aussi de sa complicité active, consciente ou inconsciente.

Il y a au moins une chose que de Gaulle connaît, ce sont les roueries de la politique — il l'a bien montré à Alger dans la façon dont il a liquidé Giraud — aussi a-t-il soigneusement préparé son attaque contre le régime en le minant de l'intérieur.

Son coup de maître fut de faire attribuer le portefeuille des Finances à un gaulliste à peu près avoué, René Mayer, l'ancien agent des Rotschild. René Mayer prépara savamment la banqueroute de l'Etat. Par le paiement anticipé des impôts il parvint à récolter à peu près assez d'argent pour faire face aux dépenses courantes durant le premier semestre de cette année, mais, pour le second semestre, les caisses de l'Etat sont vides et ce qui reste à percevoir comme impôts directs étant peu de chose, le déficit dans ces derniers mois va être considérable, d'où une inflation massive qui permettra à de Gaulle de jouer de la panique financière. Son coup fait, Mayer s'empressa, naturellement, de torpiller le ministère Schuman, afin de pouvoir quitter tranquillement le ministère des Finances, sans avoir à faire face, lui, à la situation catastrophique qu'il avait créée.

Cependant, il pouvait encore, dans un autre ministère, rendre des services, aussi lui fit-on attribuer, dans le cabinet Marie, le portefeuille de la Défense nationale, afin qu'il puisse mettre la dernière main aux préparatifs du coup de force gaulliste, au sein de ce qui est indispensable à ce coup de force: l'armée.

Pour que le gaullisme puisse réussir, il fallait aussi dresser contre la IV^e République toutes les catégories sociales. René Mayer s'y appliqua également de son mieux: par le vol des billets de 5.000, il mit à cran les paysans, cependant que, par le « prélèvement exceptionnel » qui ne frappait qu'une catégorie de contribuables, commerçants et professions libérales, il soulevait l'indignation de la petite bourgeoisie des villes.

Il ne restait qu'une grande catégorie populaire à toucher: le prolétariat. Ici Mayer fut remarquablement aidé par tous les gens de la Troisième Force, socialistes et M.R.P.: en maintenant, avec leur appui enthousiaste, le blocage des salaires malgré la hausse des prix, il refit à sa manière les journées de Juin 48. La classe ouvrière devint aussi dégoûtée de la IV^e qu'elle l'avait été de la II^e; l'idée de défendre la République ne pouvait même plus lui venir à l'esprit; elle devait être prête à accepter le 2 décembre de de Gaulle, aussi placidement qu'elle avait accepté celui de Louis-Napoléon.

Le machiavélisme de la réaction prend des formes diverses selon les moments, mais il reste toujours égal à lui-même.

UN FAIT CARACTERISTIQUE

Rien de plus révélateur que certains détails.

Etes-vous assuré contre l'incendie? Et avez-vous payé votre prime cette année?

Si oui, vous n'avez pas été sans vous étonner de la formidable augmentation de ce que vous avez eu à payer. Autre que 10 ou 50 p. 100 d'augmentation; si votre mobilier n'est pas bien gros, l'augmentation a atteint plus de 200 p. 100! Je dis bien: deux cents pour cent.

En effet, au mépris de tout droit, les compagnies d'assurances nationalisées et les autres aussi, je suppose, puisqu'elles sont liées aux nationalisées par un cartel obligatoire, ont ajouté à la prime annuelle, telle que celle-ci est fixée par la police, une somme fixe de 300 francs, à titre de frais de gestion.

On a beaucoup protesté contre le scandale de l'augmentation rétroactive des tarifs de l'électricité, et l'on a eu raison, mais c'est ici un scandale bien plus grand encore!

Scandale à double titre.

En premier lieu, parce que c'est une violation for-

melle, par la seule volonté de l'une des parties, d'un contrat conclu et signé. D'après les termes du contrat les polices d'assurances sont faites pour toute la durée de la compagnie, avec le droit pour chacune des deux parties de les résilier tous les dix ans seulement. Donc, jusqu'à l'expiration des dix ans, la compagnie est obligée de vous assurer, aux conditions de la police, et moyennant le prix qui y est fixé. Dans les conditions générales il est bien indiqué que l'assuré doit payer, en plus de la prime proprement dite, une somme fixe pour les frais de gestion, mais, étant donné que cette somme est indiquée dans la police (généralement 25 francs), il est bien évident que la compagnie n'a absolument pas le droit de changer cette somme sans votre consentement. Eh bien ! ce n'en est pas moins cette somme qu'elle vient de porter, de sa seule volonté, sans que vous ayez le droit de vous y soustraire en résiliant votre police, de 25 à 300 francs !

Second scandale :

Dès que votre prime atteint cent francs, qu'elle soit de 100 francs, de 10.000 ou de 100.000 francs, c'est de cette même somme de 300 francs qu'elle est majorée ! Un petit assuré qui a assuré son mobilier pour une cinquantaine de milliers de francs et qui avait, de ce fait, à payer annuellement à la compagnie (en tenant compte des autres assurances qui vont généralement avec celle du mobilier) une somme de 125 francs (100 francs de prime et 25 francs de frais de gestion) a maintenant à lui payer la somme de 400 francs, soit une augmentation de 220 p. 100, alors que le gros assuré, dont la police pour un quelconque mobilier de luxe ou pour un immeuble devait jusqu'à ce jour payer 10.000 francs annuellement, payera cette année 10.300 francs, soit une majoration de seulement 3 p. 100 ! 3 p. 100 pour le gros, 220 p. 100 pour le petit !

Celui qui a 50.000 francs d'assurés se trouve ainsi payer pour les 50.000 francs qu'il touchera en cas de sinistre, une somme quadruple de celle que paye l'assuré de 5 millions pour chaque 50.000 francs qu'il touchera s'il est sinistré.

In vraisemblable. Mais vrai.

Et cela est fait par des compagnies « nationalisées », c'est-à-dire par l'Etat. C'est une véritable impôt progressif à rebours, et quelle progressivité !

Inutile de dire — dussé-je passer pour un défenseur du capitalisme — qu'un tel scandale eût été impossible de la part des compagnies privées. Elles n'auraient trouvé aucun tribunal pour leur reconnaître le droit de violer ainsi leurs propres contrats, et une discrimination aussi flagrante entre les pauvres et les riches aurait soulevé un tel tollé parmi les défenseurs des « pauvres » qu'elles auraient immédiatement reculé. Mais, comme les soi-disant défenseurs des « pauvres » ne les défendent que dans la mesure où ils peuvent utiliser les haines légitimes que ceux-ci nourrissent, afin d'accroître les pouvoirs de l'Etat, les compagnies nationalisées peuvent faire payer aux pauvres quatre fois plus qu'aux riches, elles sont assurées, par avance, du silence complice des défenseurs attirés des pauvres.

Ces 300 francs projettent une lumière crue sur le vice fondamental, le vice réhébitor, des entreprises d'Etat, qu'elles soient russes, anglaises ou françaises. L'Etat, c'est le prince. Pour ce qui le concerne, il ne connaît point d'autre droit que le fait du prince ; son « bon plaisir » est la seule règle. Il n'est point, pour lui, question de respect des contrats, comme il n'est point pour lui de valeur des choses. Les contrats, tout comme les traités ne sont, en ce qui le concerne, que des « chiffons de papier », car il est au-dessus du Droit, puisque c'est lui-même qui dit le Droit ; tout ce qu'il fait est bien fait ; il est la sainteté même ; comme les saints et comme Dieu, le seul Droit qu'il s'impose, c'est le droit de tout se permettre !

Dès lors, plus il pénètre dans la vie économique, plus il intervient dans tout ce qui touche à la vie quotidienne des citoyens, et plus les hommes sont livrés à son arbitraire. Toute sécurité leur est interdite.

C'est parce que l'expérience leur avait enseigné que l'Etat c'est l'arbitraire, que nos arrière-grands-pères, avides de se protéger contre l'arbitraire, ont renversé l'ancien régime. La Révolution française a été essentiellement une révolte contre l'arbitraire de l'Etat. La déclaration des Droits de l'Homme n'est pas autre chose. Mais, mieux que par des barrières de principes, on peut se préserver au maximum de l'arbitraire de l'Etat en réduisant au minimum le domaine de ses interventions ; d'où l'économie libérale, suite de la Déclaration des Droits.

Comme, aujourd'hui, toutes les « réalisations » de nos « novateurs » ne font que de nous ramener économiquement à l'ancien régime, manufactures d'Etat et corporations, nous nous trouvons tout naturellement soumis de plus en plus à l'arbitraire de l'Etat.

Un arbitraire qui frappe toujours surtout les « petits » — voyez l'ancien régime et voyez la Russie — car ce sont les petits qui ont le moins de moyens de défense.

RACISME JUIF ET HUMANISME MUSULMAN (1)

Alors, c'est bien vrai ! il y a des musulmans qui tuent d'autres musulmans, individuellement et collectivement, et l'Arabe du Yémen se sent différent de l'« Arabe » d'Algérie, et tous les musulmans n'agissent pas comme des frères à l'égard des autres musulmans ! Voilà ce que Péra nous apprend, à vrai dire... on s'en doutait un peu.

Mais ce n'est certainement pas cela qui empêche l'Islam d'être une religion « humaine », et non une religion nationale ou raciale. Pas plus qu'on ne saurait prétendre que le christianisme est une religion nationale ou raciale, du fait qu'au lieu de se conduire comme des frères à l'égard de tous les autres hommes, ainsi que le leur enseigne leur religion, les chrétiens s'entrégorgent les uns les autres et massacrent les non-chrétiens à qui mieux mieux, depuis près de deux-millénaires !

Rappelons à Péra qu'il y a deux grandes catégories de religions, ce qui est, dit Renan, « l'a b c de la science des religions ». Il y a les religions « nationales ou locales » et les « religions universelles ». Autrement dit, il y a les religions qui sont particulières à un peuple et qui entendent rester confinées à ce peuple, et celles qui, faisant fi des peuples et des races, veulent réunir les hommes dans une même croyance par delà les frontières. Les premières ne font que doubler et renforcer le sentiment national, ce sont des religions racistes ; les autres s'opposent, de par leur existence même, à ce sentiment, ce sont les religions humaines. Le judaïsme est le type des premières (2) ; l'islamisme, comme le christianisme, appartient aux secondes.

Mais il va de soi que si universelles que puissent s'affirmer ces dernières religions, quelle que soit même la vigueur avec laquelle elles réagissent contre les particularismes nationaux, et quel que soit l'enthousiasme avec lequel elles prêchent la fraternité des hommes ou celle des hommes d'une même foi, leur triomphe n'est jamais complet ; malgré elles et en

(1) Voir R.P. de septembre, page 16.

(2) Sauf, en partie, pendant une brève période de son histoire, durant les quelques siècles qui avoisinent le début de l'ère chrétienne, au cours desquels le judaïsme fut travaillé par des courants intérieurs tendant à l'universaliser, courants qui explosèrent, précisément, par le christianisme.

contradiction formelle avec elles, leurs fidèles n'arrivent point à extirper de leur cœur les préjugés de race, de nationalité ou de couleur. L'enseignement de Mahomét n'a pas réussi plus complètement, à cet égard, que celui des Evangiles.

Il a cependant réussi dans une plus large mesure. Je crois que personne ne me démentira si je dis qu'à l'inverse du chrétien le musulman attache beaucoup plus d'importance à la croyance qu'à la nationalité. Devant un homme qu'il ne connaît pas, le musulman s'enquerra d'abord de sa religion, ce n'est qu'ensuite qu'il demandera de quel pays il est ; la première chose, au contraire, que fait un chrétien, c'est de demander s'il s'agit d'un Français, d'un Boche, d'un Angliche ou d'un Macaroni ; ce n'est qu'après qu'il se souciera de savoir si l'homme est chrétien ou non, si même il s'en soucie.

Voilà pourquoi j'ai dit que l'Islam, et tout particulièrement quand on le compare au judaïsme, est une religion humaniste. Dans leur superbe de chrétiens et de Français, les Français — surtout ceux des colonies — posent en principe que rien ne doit être porté à l'actif des peuples autres que le leur et des croyances qui ne sont pas les leurs. Tout doit être mauvais chez le vaincu ; c'est le seul moyen de légitimer la domination à laquelle on le soumet. Pour notre part, nous continuerons, au contraire, à faire tous nos efforts pour ne pas nous laisser gagner par cette vanité collective, qui porte des défis continuels à la vérité et à l'histoire.

Robert LOUZON.

Le sens du mot « grève »

Depuis plusieurs mois déjà il semble que plane une équivoque autour du sens à donner au mot de « grève ». On a assisté à des grèves de toutes sortes qui étaient d'ailleurs, sans doute inconsciemment, un hommage rendu par la bourgeoisie à cet ultime moyen de défense des travailleurs. C'est ainsi que nous avons vu la « grève » des médecins refusant de délivrer à leurs malades les certificats qu'ils demandaient pour protester contre je ne sais plus quelle décision de l'Etat. Puis est venue, plus curieuse encore, la « grève » administrative des municipalités réactionnaires de l'Ouest désirant obtenir l'autorisation préfectorale pour leurs subventions déguisées aux écoles catholiques. Dans le même ordre d'idées, certains contribuables des mêmes régions et pour des raisons analogues ont décidé de faire la « grève » de l'impôt en refusant de s'acquitter d'un dixième des sommes que leur réclamait l'Etat. L'une des plus belles réussites du genre a été récemment dans la ville où j'habite la « grève » des charcutiers estimant qu'ils ne pouvaient vendre leur marchandise aux prix taxés, vu le prix auquel ils étaient eux-mêmes contraints d'acheter.

On peut se demander dans ces conditions si la notion même de grève ne s'est pas dévoyée, si elle n'a pas perdu tout son sens. Lorsqu'il y a conflit entre le capital et le travail, le dernier et le seul recours du prolétaire qui n'a à vendre que la force de ses bras ou de son cerveau ne peut être que le refus de vendre sa marchandise, c'est-à-dire son travail. C'est alors une question de force entre les deux parties, un compromis n'intervenant que lorsque l'une ou les deux sont à bout de souffle. Mais ces rapports simples entre capital et travail n'existent plus au stade actuel du capitalisme étant donné le rôle prépondérant joué par l'Etat dans l'économie. Les journalistes d'une certaine presse l'ont bien compris lorsque, au cours des grèves de fonctionnaires de ces dernières années ou celles intervenant dans des entreprises nationalisées, ils mettaient en cause (comme d'ailleurs la bourgeoisie l'avait toujours fait) le droit des serviteurs de l'Etat de se mettre en grève.

Le fait nouveau qui est intervenu récemment c'est que des ouvriers ont paru découvrir que la grève, telle du moins qu'elle se pratiquait autrefois, était devenue, on peut le dire, un anachronisme, et même dans certains cas une absurdité. C'est ainsi qu'on a vu apparaître la grève sur le tas, prise de conscience par la classe ouvrière du droit de propriété qu'elle a acquis avec ses mains sur ses instruments de production. Puis la déclaration d'Angers publiée par la R.P. a préconisé la grève gestionnaire déjà amorcée précédemment par le personnel des tramways de Marseille.

Il semblerait que la classe ouvrière a été sensible au reproche qu'on lui a fait d'entraver la production lorsqu'elle cesse le travail et par là de se nuire à elle-même autant et plus qu'à ceux qui l'emploient. J'ai parlé tout à l'heure d'absurdité : je crois que c'est le cas lorsqu'il s'agit d'une grève du personnel enseignant qui fait immanquablement la joie des élèves et qui plonge les parents des petits dans un cruel embarras. Il en est de même lorsque les fonctionnaires des finances font grève et par là tendent à priver l'Etat de l'argent dont il a besoin pour les payer tout en laissant les pensionnés et les autres fonctionnaires également sans le sou.

Et pourtant si l'on ne veut pas aboutir au régime de travail forcé pour tous tel qu'il existe en Russie, il est impossible de tolérer la moindre atteinte au droit de grève, même et surtout des fonctionnaires et en général du personnel qui dépend directement ou indirectement de l'Etat. Il faut donc, si l'on veut échapper au reproche d'anachronisme ou d'absurdité repenser l'idée même de grève.

Pour cela il faudra sans doute bien des tâtonnements, bien des erreurs, bien des échecs. Mais la classe ouvrière a la mémoire longue et elle sait que sa tâche d'émancipation n'est pas encore à son terme, loin de là. Le problème se complique du fait que ceux-là mêmes qui sur le plan politique, font profession de défendre ses intérêts, sont, par une pente insensible, devenus ceux qui les trahissent. Comment se mettre en grève lorsque c'est le secrétaire de votre Fédération qui, devenu ministre, vous maintient dans une condition économique où il vous est pratiquement impossible de vivre ? N'y a-t-il pas là encore une absurdité ?

Les théoriciens bourgeois ont, il est vrai, une réponse toute prête. Puisque, disent-ils, c'est maintenant l'Etat qui est le grand patron et que l'Etat, c'est non seulement les ministres, pouvoir *exécutif*, mais aussi les travailleurs eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, il suffit aux salariés d'envoyer au Parlement des députés ayant mandat de soutenir leurs intérêts pour que le problème soit résolu. On voit comment on s'acheminerait ainsi vers la suppression des grèves des fonctionnaires et en dernière analyse de toute grève. Il est trop facile de souligner ce qu'un pareil raisonnement contient d'hypocrisie. Car il est évident que la démocratie politique demeure trop éloignée du travailleur pour satisfaire aux besoins de la démocratie sociale. Et d'autre part, le danger couru est toujours celui de voir la raison d'Etat désormais personnifiée par les soi-disant représentants des travailleurs leur imposer, au nom des « nécessités économiques » ou « historiques » une intolérable tyrannie contre laquelle ils seraient paralysés, étant privés de leur principal moyen de défense.

Cette contradiction fondamentale n'est pas une des moindres parmi celles qui désolent notre époque. La vie seule, avec ses impérieuses obligations, se chargera de nous en sortir. La formule de l'occupation gestionnaire a été critiquée déjà dans ces colonnes, elle est pourtant une tentative de résoudre le problème. Elle ne paraît guère applicable en tout cas aux fonctionnaires dont précisément on discute le droit de grève. La question est au fond de savoir comment ils pourront se rebeller contre l'Etat sans nuire pour autant à eux-mêmes ni aux autres salariés ? Le problème ne sera pas résolu sur le papier mais il serait bon que les intéressés y songent et envisagent ses solutions possibles. Il se pourrait que le besoin s'en fasse sentir bientôt, le droit de grève récemment enlevé à la police en est la preuve.

M. ANTIER

(du Syndicat autonome de l'Enseignement secondaire)

Un nouveau témoignage sur "l'esclavage collectivisé"

DITES A L'OCCIDENT...

Un livre sur la Russie vient de paraître en Amérique qui fera peut-être plus impression encore que celui de Kravchenko. Il est intitulé Dites à l'Occident. L'auteur en est Jerzy Glikzman, demi-frère de Victor Alter, ce militant de renommée internationale, délégué du Bund, parti socialiste juif, qui fut fusillé par les troupes stalinienne lorsque celles-ci, en 1939, d'accord avec Hitler, dépecèrent le territoire polonais. Glikzman, qui fit ses études de droit à Paris, fut bien connu dans les milieux d'étudiants libertaires et socialistes de l'époque.

Aucun compte rendu ne pouvait donner une meilleure idée de cet ouvrage (1) que celui publié par le Courrier Socialiste (30-VII-48), l'organe social-démocrate de langue russe paraissant à New-York ; aussi croyons-nous devoir le reproduire.

Nous donnons en outre le chapitre de Dites à l'Occident où Glikzman dépeignait l'existence des prisonnières dans un camp de concentration russe.

Souhaitons que bientôt paraisse une édition française de cette œuvre ; ainsi le prolétariat en France aura été averti une fois de plus du destin que lui réserverait le triomphe du parti stalinien.

Au sujet du livre de Dostoïevski, « Souvenirs de la maison des morts », le critique russe Pissarev avait pu dire que pareilles œuvres « sont écrites avec du sang ». L'ouvrage de Jerzy Glikzman a été certainement écrit avec du sang, non seulement avec celui de son auteur, mais avec celui de toute la Russie qui imprègne toutes les pages de ce livre si simple, si ingénu, et si terrible dans sa simplicité.

Glikzman, socialiste juif polonais, avocat à Varsovie, n'avait jamais vécu auparavant en Russie ; une seule fois il l'avait visitée, en qualité de touriste, pour voir l'aspect que présentait cette « expérience » lorsqu'on l'examinait de près. Ressentant un vif intérêt, il demanda même au guide soviétique de bien vouloir lui montrer un camp de concentration.

« Avec plaisir », lui répondit-on, et l'on emmena les touristes à Bolchevo, près de Moscou, où s'effectuait le « reforgeant » des jeunes criminels. L'idylle était si touchante qu'une Anglaise qui se tenait à côté de l'auteur ne put s'empêcher de verser des larmes d'attendrissement ; voilà donc comment le pouvoir « socialiste » combattait la criminalité !...

Seulement, plus tard, Glikzman dut connaître de plus près cette « idylle » et c'est cette expérience de sa vie qu'il nous relate dans son livre. Glikzman s'évada de Varsovie en septembre 1939. Il échappa à Hitler et échoua chez Staline ; il avait tenté de passer en Lituanie et fut capturé sur la frontière. C'est alors qu'il entra dans la voie que suivent habituellement les millions massés en U.R.S.S. ; une fois pris dans la toile d'araignée du N.K.V.D. ils ne peuvent plus s'en dégager et ils ne retrouvent plus la liberté avant que le pouvoir dictatorial, cette araignée, ait sucé jusqu'à la dernière goutte de leur sève. Glikzman tomba dans ces rets ; emporté comme par une « chaîne » de montage, il fut entraîné à travers tous les ateliers de cette usine fabriquant des esclaves. Lui-même ne se vit présenter aucune accusation précise et il lui fut proposé de choisir librement ce qu'il devait « avouer » : être un espion, un saboteur, etc. Mais Glikzman refusa ; il ne restait alors plus qu'un « crime » : ce citoyen polonais avait tenté de quitter la Pologne pour se rendre en Lituanie.

(1) Jerzy GLIKSMAN : *Tell the West*. Gresham Press New York 1948. 3 dollars 75 cents.

Il est douteux que même dans le code soviétique il existe une sanction prévue pour un tel crime. Mais cela n'est pas nécessaire : suivant la maxime soviétique « il suffit qu'il y ait un homme, quant à l'article pénal, il s'en trouvera toujours un ». Dès le début, l'ambiance des prisons, les conditions de la détention montrent clairement que l'homme est déjà condamné par quelqu'un d'invisible. Ceci apparaît avec évidence : seuls les derniers des criminels, condamnés à l'extermination, peuvent être mis par un pouvoir cruel dans de pareilles conditions matérielles et morales d'anéantissement : chambrées pleines de poux, avec trois étages de châlits bourrés jusqu'à l'extrême limite de détenus valides mêlés à des malades et à des fous, des politiques et des détenus de droit commun ; ces prisonniers ne peuvent communiquer d'aucune façon avec le monde libre ; ils ne peuvent pas écrire à leur famille ; ils sont toujours à moitié affamés et sont immédiatement privés de tous droits ; ce sont des réprouvés. Ici, dans le plus bref délai, l'homme est « reforge » et transformé en une sorte de créature inférieure pensant uniquement à la ration de pain et au sommeil.

« Déjà après quelques mois de détention, constate l'auteur, nous n'étions plus en état de discuter à propos de questions générales. Nous ne pensions qu'à une chose : le pain. »

Enfin vint le jour où l'on amena l'auteur au bureau de la prison pour lui communiquer le verdict des « dieux » de l'O.S.S.O. (Conférence spéciale du N.K.V.D., actuellement ministère de la Sécurité d'Etat) : « Cinq ans d'I.T.L. ; Ispravitelny Troudovoi Laguer (Camp correctionnel de travail) précisa l'agent du N.K.V.D. : correction par le travail. Vous comprenez ? » Cet agent fut très offensé quand l'auteur traduisit sur place dans sa langue : « camp de concentration ».

« Mais non, s'exclama-t-il, c'est seulement dans les pays capitalistes qu'il existe des camps de concentration. »

Et alors on bourra de détenus des wagons de bestiaux et on les emmena quelque part. On ne savait pas où ils allaient. Les conditions de ce voyage de trois semaines étaient telles que l'auteur constata avec étonnement que quelques hommes seulement moururent en cours de route ; il était convaincu que personne ne résisterait à cette torture. On manquait de nourriture, d'eau et d'air. Mais de nouveau les prisonniers de nationalité soviétique tranquillisaient les autres avec philosophie : « Plus tard ce sera pire encore ». Enfin on arriva au bout du voyage, on débarqua dans le centre de transfert : à Kollas.

Kollas n'est que l'antichambre de l'enfer ; ce n'est pas du tout le cercle le plus bas ; mais pour le régime, Kollas peut rivaliser avec ce cercle. Le fleau principal de cet énorme camp peuplé par des milliers de personnes, c'est la famine. Une famine consciemment organisée. C'est là que les déportés doivent perdre les débris de leurs piteuses « propriétés » en cherchant à se procurer du pain ; c'est là qu'ils abandonneront aussi les restes de toute aptitude de rébellion, de protestation ; ils cesseront de rêver à la liberté et de bâtir des projets. Ici l'homme est préparé pour sa dernière étape, comme on prépare les condamnés à mort. Ici la famine organisée amène les humains à ce qu'ils se mettent en fin de compte à aspirer après le jour où on les enverra au camp de correction par le travail ; là au moins on sera nourri.

Et en effet, à Kotlas, camp de transit, il n'y a pas de travaux. Alors à quoi bon nourrir ces détenus ? En fin de compte le « plan » ne dépend pas de cela. Aussi dans ce camp, c'est le règne du vol en grand, d'une corruption effrayante, grâce à quoi les agents du N.K.V.D. et les « ourki » (condamnés de droit commun) qui apparaissent comme étant « plus proches du régime soviétique de par leur origine sociale » agissent peu à peu en pillant les « contriks » (contre-révolutionnaires) et les détenus « dangereux du point de vue social ». Graduellement, par l'achat, le troc ou le vol, les détenus politiques sont dépouillés le plus possible, jusqu'à rester nus. Alors il ne leur reste plus qu'un espoir : survivre jusqu'au moment de l'expédition au camp de correction par le travail.

Enfin tous les cercles conduisant à l'enfer de Dante se trouvent franchis : l'homme prend sa place définitive dans le camp proprement dit, à « Oukhtyja » ainsi baptisé suivant les noms des deux cours d'eau qui se rejoignent ici. C'est la « République des Komi », la « taïga », les bois vieux de plusieurs siècles, les charbonnages. Et voilà que s'allongent les uns derrière les autres les jours de la vie des « lagueurs » ; existence quotidienne dans les camps avec sa cruauté absurde et terne.

Le camp d'Oukhtyja constitue une énorme entreprise industrielle qui forme une des composantes du « plan quinquennal ». Il faut donc qu'il y ait sur place une quantité de « main-d'œuvre » bien définie, prévue par le plan qui doit fournir une production déterminée pour l'exécution de ce plan. Aussi tout sera prévu d'avance, y compris le nombre des détenus qui pourront être malades au même moment ; le médecin n'aura pas le droit de reconnaître plus de malades que le nombre fixé. Si la « norme » du nombre des malades se trouve atteinte, il est ordonné au médecin — qui est lui-même un bagnard — de relever la « qualité » ; par exemple, si jusque-là, il suffisait à un détenu d'avoir 38° de température pour être reconnu comme malade, alors dorénavant la limite sera 39° ; les malades ayant 38° sont considérés comme étant valides et sont chassés comme du bétail pour aller travailler dans la forêt. Si l'aspect moral de cette absence d'humanité sied très bien au « léninisme-stalinisme », par contre on ne peut qu'être étonné du caractère absurde au point de vue économique de pareil procédé : que peut bien produire un homme dont le corps est enflé par suite de la sous-alimentation et du scorbut, ce malade tenant à peine sur ses jambes, secoué par une forte fièvre ? Si à cela on ajoute que cet homme est un écrivain, un avocat, un musicien, un professeur qui même se trouvant valide ne conviendrait pas très bien pour être bûcheron dans la « taïga », alors peut-on imaginer une forme de « production » entraînant plus de gaspillage ? C'est seulement dans un pays, où le capital fondamental, la population, est considérée par le pouvoir, comme une espèce de masse de sauterelles nuisibles, destinée à être détruite, que l'on peut créer de pareils « organismes économiques ».

Naturellement, ce sont les « ourki » ayant acquis une longue expérience qui s'adaptent le mieux à une telle vie ; là-bas ils font les chefs comme surveillants et contremaîtres qui par le pillage et le vol parviennent à se procurer les « calories » qui leur manquent. Aussi sont-ils enregistrés comme des éléments humains « proches du régime au point de vue social ». Par contre les détenus politiques « dangereux au point de vue social », comme en général tous les intellectuels, périssent écrasés par le fardeau insupportable du travail dépassant leurs forces, les humiliations morales et la sous-alimentation chronique. L'attrait principal, le stimulant au travail, c'est le pain. Le pain, c'est tout. La vie est réduite à un degré absolument primitif. Si l'on accomplit entièrement sa « tâche » on peut obtenir 1.000 grammes de pain ; si l'on devient un « travailleur de choc », un « oudarnik », on reçoit encore en plus de la soupe, un morceau de poisson et un gâteau farci de pois, « le gâteau Stakhanov ». Mais presque personne n'y parvient, à l'exception de quelques « ourki » particulièrement débrouillards. Par contre, la ration moyenne quotidienne est de 400 à 700 grammes de pain et de gruau. Avec pareille nourriture, il faut travailler dans les bois, par les froids les plus cruels de 5 heures du matin à très tard dans la soirée.

Dans ses « Souvenirs de la maison des morts », Dostoïevski dit : « L'homme est une créature s'habituant à tout et je crois que c'est la meilleure définition que l'on puisse en donner. »

Cela avait trait au bagne de l'époque de Nicolas I^{er}, il y a un siècle. On pouvait encore s'adapter en quelque sorte à ce bagne. Mais les travaux forcés du temps de Joseph Staline sont tout autres ; on ne peut absolument pas s'y « habituer », car la mort se produit avant que « l'habitude » soit acquise. Il ne reste plus qu'à devenir un « samoroub » (un homme se hachant soi-même, un mutilé volontaire) : au lieu d'abattre la forêt séculaire les détenus se coupaient les doigts ou les orteils. C'est ce que fit par exemple le professeur Lidine, un physicien, qu'on ne voulait sous aucun prétexte au laboratoire du camp, où il aurait pu être utile ; on voulait à tout prix le « reforger » pour en faire un bûcheron stakhanoviste.

A Oukhtyja, il n'y a pas que des « ourki » et des intellectuels russes, des ouvriers et des paysans, des épouses et des filles de dignitaires soviétiques « liquidés » ; l'auteur y rencontra la veuve d'Adolphe Joffé, qui s'était suicidé après avoir été plénipotentiaire du gouvernement des Soviets, lors des pourparlers de Brest-Litovsk, et premier ambassadeur de Lénine en Allemagne. Il y avait là aussi des enfants, anciens sans-famille, auxquels leurs longues péripéties dans les prisons et les camps avaient fait perdre toute apparence humaine, les transformant en petites brutes (combien cela était différent du « reforagement » de Bolchevo !) Pourtant il y avait parmi eux des exemplaires remarquables. Par exemple Kolia le poète. Il avait envoyé ses poésies à Gorki lui-même et en avait reçu une lettre de louanges. Kolia assura même que Gorki avait pu obtenir pour lui qu'il fût libéré avant l'expiration de sa peine, à condition de bien travailler et bien se conduire durant deux ans. Mais on savait que cela est impossible ; bien travailler et ne pas voler, équivaut à mourir d'inanition. En fin de compte Kolia se résigna à son destin : « A quoi bon ? Je suis ici depuis mon enfance. Je me suis habitué au camp. »

Jerzy Gliksman put partir du camp grâce à Hitler. Lorsque celui-ci, qui avait été jusque-là un ami de Staline, attaqua la Russie, le gouvernement polonais du général Sikorsky, en concluant un traité avec Staline, avait pu obtenir la libération de tous les citoyens polonais destinés à former une armée indépendante. Et tous les citoyens polonais furent libérés au grand étonnement des autorités du camp, « à la grande envie des citoyens soviétiques qui continuèrent à pourrir au camp. »

Les réactions en face de la guerre furent complètement différentes chez les citoyens de Pologne et d'U.R.S.S. : les premiers reprirent courage espérant libérer la Pologne ; les seconds étaient apathiques et exprimaient le vœu que l'Union Soviétique fût défaite pour qu'ainsi s'écroulât en même temps le régime. Les racines du défaitisme russe furent ainsi divulguées telles qu'elles étaient dans leur germe même...

Le jour où il fallait quitter le camp approchait ; et enfin vint le jour des adieux. La vieille révolutionnaire Sarah dit à l'auteur : « Mon ami, un grand miracle s'est produit pour vous, mais sans lui votre avenir aurait été sans issue. Pour nous, vous ne pouvez faire qu'une seule chose, si vous parvenez à vous rendre à l'étranger, racontez là-bas tout ce que vous savez sur nous. Dites tout à l'Occident... » Gliksman promit de le faire. Un professeur de Leningrad, Strovsky dit qu'il doutait que l'Occident crût ce récit, mais il se hâta d'ajouter : « Si vraiment vous relatez tout ce que vous avez vu ici, n'oubliez pas d'ajouter que dans son fond le peuple russe martyr est bon. »

Et même le « camarade Serge » resta fidèle à la ligne générale du parti ne manqua pas d'ajouter lors des adieux : « Ne juge pas notre pays d'après ce que tu as vu ici au camp... »

Gliksman a dit à l'Occident, avec calme, sans passion, ce qu'il a vu et appris au « pays des Soviets » avec ses étendues infinies l'abîme des douleurs de son peuple, son pouvoir inhumain, ses millions d'esclaves et sa soif de liberté. — B. D.

Femmes au camp

La cantine destinée aux mille détenus de notre zone était installée dans une petite baraque. Le vendeur était lui-même un prisonnier, un condamné de droit commun habillé d'une grosse « fougayka » et portant un haut bonnet fourré. Il se tenait derrière un comptoir souillé et vermoulu. Les rayons presque vides de la cantine n'abritaient que quelques bouteilles aux étiquettes bariolées. Une longue file attendait devant la hutte.

— Il vient justement d'arriver de nouvelles marchandises, disaient certains prisonniers.

Je fus abasourdi en apprenant que l'on pouvait acheter une bouteille de parfum bon marché et quelques bâtons de rouge à lèvres. Je fus peut-être plus surpris encore en remarquant que chaque prisonnier, après avoir quitté la cantine avec la bouteille qu'il avait achetée, s'arrêtait à côté de la route et en buvait le contenu d'un trait. L'alcool que contenait le parfum servait de succédané aux spiritueux qu'il était très difficile d'obtenir.

Des femmes aussi faisaient queue en face de la cantine. Elles achetaient des bâtons de rouge en même temps que les parfums. Je ne puis dire si quelques-unes d'entre elles buvaient aussi le parfum, mais j'en vis certaines s'en asperger tout de suite après l'avoir acheté.

La première fois que j'aperçus ces femmes, elles produisirent sur moi une forte impression. Je n'avais pas vu depuis longtemps d'être humain du sexe féminin, depuis très très longtemps, mais je n'ai jamais rencontré au cours de ma vie de créatures comme j'en vis. Elles étaient captives comme nous. Leurs mouvements, leurs voix rauques et leur lourde démarche ressemblaient plutôt à ceux d'un labeur fatigué, ayant durement peiné qu'à ceux d'une femme. Presque toutes elles étaient échevelées et couvertes de poux. Quelques-unes étaient vieilles, d'autres jeunes, certaines étaient même jolies. Mais à ce moment-là, dans leurs « fougaykas » et leurs lourds pantalons rembourrés, leurs têtes et leurs pieds enveloppés de loques pour résister à la morsure du froid, elles paraissaient toutes comme des paquets informes.

Il était étrange de les voir bleuies par le froid, flétries avant l'âge, vieillies par les durs travaux, le vent, la pluie, les gelées, et pourtant toutes fardées. Pas lavées, avec leurs lourdes chevelures non peignées, ces femmes se couvraient le visage d'une épaisse couche de rouge et peignaient leurs lèvres en incarnat éclatant. Elles ressemblaient à d'horribles masques tragiques. Il ne leur restait de leur féminité que le maquillage. Elles parlaient l'infâme argot des « ourki » (1); bien que je fusse déjà accoutumé à pareilles conversations, ces paroles prononcées par des femmes résonnaient d'une façon étrange à mes oreilles, comme si je ne les eusse jamais entendues auparavant.

Avec un sourire cynique, provocant et en même temps amer, gravé sur leurs visages, et aussi avec autant d'arrogance que de haine pour le monde entier dans leur regard, ces femmes prisonnières se mêlaient aux hommes devant la cantine du camp.

Une fois, lors d'un jour de repos, je sortis du baraquement comme d'habitude pour me rendre au bain de vapeur. Cela se passait fin avril, et malgré

(1) Condamnés de droit commun.

la neige épaisse qui recouvrait tout autour de nous, il y avait déjà une espèce de présage de printemps dans l'air et dans la coloration du ciel.

Je remarquai de loin qu'une grande foule était rassemblée près du local réservé au bain. Lorsque j'approchai, un des détenus me dit que nous ne pourrions pas nous laver parce qu'un convoi de femmes prisonnières faisait son entrée au camp. Je me frayai une voie à travers la cohue; en effet, j'aperçus un groupe d'environ deux cents femmes massées près du portail.

Elles se serraient fortement l'une contre l'autre, comme si elles avaient voulu s'écartier le plus loin possible de la foule des mâles qui se rassemblaient autour d'elles. Elles semblaient pourtant impénétrables aux moqueries et aux farces vulgaires; mais elles paraissaient effrayées et perdues.

Je vis immédiatement qu'il y avait là des habitantes des villes. A en juger suivant nos conceptions soviétiques, elles étaient bien habillées, même avec un certain goût. Quelques-unes d'entre elles portaient de jolis manteaux de fourrure. La plupart enveloppaient leur tête dans des châles de laine multicolores, tandis que certaines portaient même de belles toques fourrées russes. Presque toutes portaient des gants chauds ou des mitaines et des souliers d'apparence décente, ainsi que des caoutchoucs ou des chaussures en feutre. Bien que leurs vêtements fussent déjà légèrement usés et fripés, on pouvait néanmoins se rendre compte qu'ils étaient faits en bon tissu. Ces femmes avaient dû vivre autrefois dans l'aisance, en état de soigner leur mise et de choisir leurs costumes.

Leurs bagages s'étaient à côté d'elles: c'étaient des boîtes paraissant lourdes, fabriquées en bois ou en cuir et destinées à contenir des habits. Nulle part je n'aperçus les sacs grossiers dont disposaient habituellement les détenus.

Bien qu'elles fussent toutes fatiguées et abattues, on pouvait distinguer parmi elles quelques très jolies femmes dont les traits étaient délicats et attrayants. Aucune d'elles n'était grossièrement fardée comme c'était le cas habituellement des prisonnières de notre camp; pourtant les jeunes filles avaient du rouge aux lèvres et le visage fardé.

Il y avait un aspect d'élégance dans ces figures féminines. Leurs gestes — quand elles arrangeaient leurs cheveux ou leurs châles, par exemple — étaient légers, vraiment féminins. Je pensais avoir même découvert en eux une allure de coquetterie. J'avais presque tout à fait oublié que de pareilles créatures existaient au monde.

Je fus particulièrement intrigué par une de ces femmes. Elle se dressait là seule, se tenant quelque peu à l'écart des autres. Ses cheveux étaient entièrement blancs, mais son visage était celui d'une personne relativement jeune. Elle était de grande taille et ses traits saillants, d'un teint d'ivoire, portaient des traces certaines d'une beauté passée. Il y avait une tristesse désespérée dans ses grands yeux noirs et elle regardait fixement au loin, comme inconsciente de tout ce qui l'entourait.

Ce groupe de femmes avait un aspect étrange et peu commun même dans notre camp, cette vision éveillait la curiosité de tous.

J'entendis dire à quelqu'un dans la foule: « Jenlagueria ».

Strovsky m'avait parlé de ces camps en me donnant des détails. En plus de condamnées de droit commun et de politiques, on y enfermait des femmes parce que leurs plus proches parents avaient été arrêtés par les autorités soviétiques à la suite de fautes politiques. Des milliers d'épouses, de mères

res ou de filles d'emprisonnés qui ne pouvaient elles-mêmes être inculpées pour aucun motif étaient ainsi emprisonnées pour ne pas avoir divulgué en temps voulu les activités « traîtresses » des membres de leur famille.

Tous les citoyens soviétiques sont légalement tenus de dénoncer toute personne qu'ils savent être contre-révolutionnaire. Toute contravention à cette loi peut entraîner une peine sévère. D'ailleurs les autorités n'ont même pas à prouver que les parents proches d'une personne arrêtée, qui partageaient sa chambre ou étaient à la charge de celle-ci, étaient réellement renseignés sur ces activités ou ses convictions politiques interdites : il est automatiquement admis que ses parents étaient informés jusqu'à un certain point. Aussi quand quelqu'un est épuré ou liquidé, sa femme et ses enfants sont aussi automatiquement arrêtés. (Divers paragraphes du fameux article 58 du code pénal soviétique forment la base juridique de cette procédure.)

Je m'approchai de la femme à l'apparence mélancoïque qui, dès l'abord, avait attiré mon attention. Mais elle me tourna le dos et je compris qu'elle n'avait aucune envie de me parler. Il n'y avait à cela rien d'étonnant ; j'avais l'air d'un vagabond.

J'eus cependant une idée. Je m'adressai à elle doucement en français : « N'avez pas peur, lui dis-je, je ne suis pas un bandit. Voulez-vous bien me dire d'où vous venez ? »

Son étonnement dépassa vraiment toutes les limites. Elle me répondit en russe et nous bavardâmes pendant quelques minutes.

Elle me dit que ce groupe avait été amené d'un camp de femmes installé près de Moscou. Là-bas la situation n'avait pas été trop mauvaise. Elles avaient eu une espèce de confort ; elles avaient été séparées des autres prisonnières et elles avaient même reçu la permission d'emmener des vêtements de chez elles. A présent elles s'en allaient quelque part vers le nord, elles ne savaient pas où. On leur avait dit qu'elles ne séjourneraient qu'un temps très court dans notre camp ; elles devaient se remettre en route le soir même. Elle était la femme d'un diplomate soviétique qui avait été rappelé du poste qu'il occupait à l'étranger ; il avait été arrêté plus tard. Elle ne savait pas où il se trouvait.

Elle me dit tout cela avec douceur et très rapidement ; mais sa voix tremblante trahissait un chagrin immense et un désespoir total. Je sentis qu'elle pensait que sa vie était perdue pour toujours.

« Vous ne devez pas être si triste, tentai-je de l'encourager. Beaucoup de choses peuvent encore changer. Tout n'est pas fini, savez-vous. »

« Pour moi, c'est déjà fini », murmura-t-elle. Elle me sourit et me quitta. Je suivis des yeux sa fière silhouette, mais un instant après elle se perdit dans la foule.

Il apparaissait parfaitement clairement que jusqu'à une date très récente toutes ces femmes avaient appartenu à la couche supérieure de la société soviétique. Leurs maris et leurs pères avaient été des dignitaires importants, des bureaucrates de haut rang ; leurs femmes participaient à leur position privilégiée et à leur genre de vie dans les grandes villes, surtout à Moscou et à Leningrad où elles ne manquaient de rien ; elles vivaient très loin à l'écart des masses malheureuses de la population de leur pays natal. Même dans un camp spécial près de Moscou, elles avaient gardé une position privilégiée. Et c'est pour cela qu'elles considéraient avec tant de crainte, de désarroi et avec un tel frémissement d'horreur nos baraques,

notre bain et surtout nous-mêmes, une bande de dégénérés malpropres.

La majorité de ces femmes continuaient probablement à ignorer encore qu'elles-mêmes étaient arrivées au seuil de la vie normale des camps ; et qu'elles avaient ainsi déjà descendu la première marche qui les conduirait à l'enfer d'où il n'y a plus de chemin de retour. En les contemplant je ne pouvais m'empêcher de me demander combien de temps il faudrait pour que ces formes délicates fussent défigurées par la rude vie des camps et ainsi transformées en créatures misérables et déchues comme nos femmes des camps.

En plus de zones spéciales réservées aux femmes, quelques équipes atteignant souvent le nombre de quelques centaines de femmes vivaient dans des baraques séparées élevées dans les nombreux camps masculins.

Notre section féminine était un égout du vice. On disait que notre propre racaille, avec ses « ourki », ses voleurs, ses escrocs et ses mouchards, n'était qu'un jardin d'enfants à côté de cet enfer des femmes.

Une grande partie de ces prisonnières étaient des personnages appartenant au monde criminel professionnel ; elles provenaient des milieux criminels et avaient été exposées aux influences du vice dès leur première enfance. Parmi elles il y en avait d'autres, mais elles étaient à peine différentes ; elles provenaient de familles décentes, mais elles avaient fait quelque faux pas dans leur jeunesse et avaient ainsi passé leurs jours dans la lie du vice : parmi les voleurs, les bandits et les souteneurs. Chacune d'elles avait indubitablement traversé toutes sortes d'expériences dégradantes avant d'échouer dans les camps qui devaient couronner leur « éducation ».

Ces femmes criminelles — dans l'argot des camps, on les appelait les « chalman » — dirigeaient les prisonnières et régnaient sur elles, à peu près comme les « ourki » sur les sections masculines.

Un autre groupe de femmes comprenait les condamnées en raison de ce que l'on appelait les « bytovy staty » (paragraphes ayant trait à la vie quotidienne) ; c'étaient des personnes condamnées pour des larcins commis dans quelque bureau d'Etat, de petits détournements ou vols dans quelque dépôt, etc. Certaines d'entre elles étaient affectées à des travaux administratifs dans les bureaux du camp. Elles étaient plus propres et se conduisaient mieux que les condamnées de droit commun. Elles avaient du « succès » auprès des « pridourki » (criminels professionnels collaborant avec les autorités du camp) et même avec les gens du N.K.V.D. Grâce à ceux-ci leur vie était plus douce ; elles avaient un travail plus facile ; elles recevaient plus de nourriture et étaient privilégiées sous d'autres rapports.

Une femme de ce groupe, la jeune Nioura, vivait ouvertement en concubinage avec le vice-commandant du camp, Savtchenko. Elle était à toute heure dans la chambre de ce dernier, parce qu'elle avait été attachée officiellement au logement en qualité de femme de ménage. Elle jouissait de l'estime des habitants du camp et habituellement ils lui envoyaient des cadeaux de tous genres. Elle avait belle apparence. Ses joues étaient rouges de santé ; elle portait ses longues tresses blondes érigées en haut échafaudage sur sa tête ; Nioura était habituellement vêtue d'une soufayka neuve, propre et coiffée d'un petit béret rouge. Elle était très fière du « rang social » qu'elle occupait dans le camp.

Toutefois l'immense majorité des femmes était dans une misère indescriptible. Une fois en pas-

sant dans le bureau du docteur j'en vis une dont les yeux cernés et la figure de parchemin étaient particulièrement frappants. Quand elle partit, je demandai au docteur Piotr Pavlovitch si elle avait la tuberculose.

« Oui, c'est cela, dit-il. Et il ne lui reste plus longtemps à souffrir », ajouta-t-il. Suivant sa coutume, il repoussa ses lunettes haut sur son front et me regarda avec une rudesse moqueuse. « Ainsi vous vous intéressez aux filles, n'est-ce pas ? » demanda-t-il.

En souriant, je l'assurai que ce n'était pas du tout le cas. « Il vaut mieux pour vous qu'il en soit ainsi, dit-il en hochant la tête. Vous pouvez à peine vous imaginer dans quelle fosse nous vivons... La masse de maladies vénériennes, la quantité de maladies de femmes compliquées, la variété d'autres saletés répugnantes ! » Il semblait se parler à lui-même, et sa bouche tordue montrait son dégoût, sa peine et son anxiété.

Certainement, pour les femmes, les conditions de la vie des camps devaient paraître plus insupportables encore qu'à nous. Elles souffraient de la faim et du froid comme nous, et la plupart d'entre elles devaient travailler tout aussi durement que nous le faisons. Après tout la femme était considérée comme l'égale de l'homme. Elles étaient évidemment hors d'état d'accomplir les normes qui leur étaient fixées; elles devaient donc imaginer des moyens pour se défendre. Et l'unique façon d'y arriver était de devenir les auxiliaires des officiers, des contrôleurs et des « ourki » influents. Ainsi, l'écrasante majorité des prisonnières se livraient à la prostitution dans le camp : c'était une prostitution d'un genre particulier dans laquelle le prix de l'amour était un fragment de nourriture, un lamentable vêtement, une exemption de travail pour un jour, une certaine quantité ou un pourcentage de tâche enregistrée et pourtant non accomplie, etc. La vie des camps avait une influence réellement destructrice sur les femmes. Presque toutes elles devaient succomber tôt ou tard; une fois que cela leur arrivait elles passaient entre toutes les mains et continuaient à tomber de plus en plus bas.

Une fois, par hasard, je pus voir l'intérieur d'une baraque de femmes. Cette cabane différait peu de la nôtre et pourtant on apercevait une « nuance féminine » dans beaucoup de détails. Certaines couches étaient recouvertes de couvertures ou de châles fabriqués avec des chiffons multicolores; des fleurs de papier rouge ornaient les parois, etc. C'était la triste caricature d'un « foyer ».

Quelques femmes étaient assises là avec leur chevelure dénouée et elles se cherchaient l'une l'autre les poux dans la tête. Visiblement, elles y avaient du plaisir : c'était une espèce de distraction. Dans un autre coin de la baraque, une dispute battait son plein. Les femmes étaient connues pour leurs querelles et leurs rixes hystériques. Comme elles perdaient facilement leur sang-froid, elles transformaient instantanément la moindre dispute en une mêlée des plus effroyables. La cause principale de toutes les querelles était l'envie ou la jalousie. Elles se battaient sauvagement pour le moindre prétexte : une loque, un morceau de nourriture; et elles se heurtaient surtout violemment à propos des hommes qui pouvaient les aider à améliorer un peu leur sort au camp.

La majorité des prisonniers mâles étaient trop faibles et trop fatigués pour penser au sexe. Les paroles dont les gardiens de prisons nous avaient menacés autrefois se trouvaient vérifiées. « Vous mangerez là-bas dans les camps, nous avaient-ils dit

plus d'une fois, et vous y travaillerez; mais jamais vous ne désirerez de femmes. »

Pourtant les « pridourki » et les « ourki » qui mangeaient mieux et qui parvenaient très souvent à éviter le travail cherchaient l'amour parmi les femmes des camps. Chacun savait que, bien que des pratiques de ce genre fussent sévèrement interdites, ces individus s'introduisaient la nuit dans les baraques des femmes; des scènes révoltantes se produisaient en présence des autres habitantes des baraques.

La femme qui avait le plus de succès était la bellâtre Dounia, la fille pour laquelle le condamné de droit commun « L'Oiseau » avait volé ma couverture de laine. C'était une Ukrainienne de haute taille, à la chevelure rousse. Son attitude comportait du flirt et de la provocation. D'après certains rumeurs, même quelques officiers supérieurs du camp lui accordaient leur attention.

Pourtant parfois on pouvait rencontrer un amour d'un autre genre au camp. Le vieux voleur Matvéï avait une maîtresse qui s'appelait « Klava la Noire ». Elle était loin d'être de première jeunesse et n'était pas belle du tout. Mais elle était dévouée corps et âme à Matvéï, et celui-ci lui rendait son amour et sa tendresse. Cette affection réelle et fidèle de deux êtres âgés et déchus, dans les conditions cruelles de notre vie, était réellement extraordinaire.

Pourtant le dénouement de cette histoire originale fut désespérant. Leur amour porta fruit et quand l'enfant dut naître, Klava fut emmenée — comme c'était l'usage en pareil cas — à la maternité. Elle y mit au monde un beau garçon. L'enfant resta auprès de la mère pendant quelques semaines, durant lesquelles Klava soigna son bébé et s'attacha à lui avec la ténacité d'un animal. Ensuite l'enfant fut exporté vers une maison d'enfants pour y être élevé tandis que Klava dut retourner à son travail.

Habituellement les femmes du camp acceptaient cela comme une chose allant de soi. Mais Klava se rebella. On savait qu'elle avait refusé de se séparer de son enfant; lorsque finalement elle fut ramenée au camp, elle continua à pleurer et à crier si plaintivement qu'il fallut l'enfermer dans l'« isolateur ». On entendait son hurlement à travers toute la zone.

Il y avait encore un autre groupe de femmes au camp : les prisonnières politiques. De même que pour les prisonniers politiques, il y avait parmi elles quantité de personnes qui en réalité n'avaient rien à voir avec la politique. Ainsi dans ce groupe il y avait par exemple des femmes de « koulaks » qui avaient été condamnées pour une parole imprudente de critique ou pour « propagande religieuse » et autres délits du même genre. Mais il y avait aussi un groupe d'intellectuelles qui avaient été réellement déportées pour « déviations » politiques. Certaines finissaient aussi par déchoir et il n'y avait pas lieu de s'étonner qu'il en fût ainsi. Mais beaucoup résistaient à toute tentation. Même en ce qui concernait leur aspect extérieur, elles se faisaient remarquer par leur conduite meilleure et leur plus belle apparence. Nous savions que la vie de ces rares femmes était doublement pénible. Leur personnalité devait avoir vraiment une force morale bien profonde pour les empêcher de succomber et de se dégrader comme les autres prisonnières.

Plus tard, je connus deux femmes de ce groupe : Natacha Andréevna Voltchakova, une femme ingénieur. Et une prisonnière juive ayant terminé sa peine, la trotskyste Sarah. Ces deux femmes appar-

tèrent dans ma dure vie de prisonnier un peu de tendresse féminine, de bonté et de cordialité : conditions qui me manquaient depuis longtemps.

Une fois, au moment où je quittais le camp pour me rendre à mon travail, s'approcha de moi une Russe à la silhouette maigre qui vivait dans notre zone et que j'avais remarquée déjà à plusieurs reprises auparavant.

Elle se présenta en ces termes : « Je m'appelle Natacha ; je travaille à la raffinerie de pétrole tout près de votre bureau. Pour moi aussi il est difficile de marcher vite avec le groupe ; et l'on se sent triste en passant seule dans les bois. Faisons route ensemble. »

A partir de ce jour je pus parcourir mon chemin en compagnie et vraiment je me sentais plus joyeux et plus heureux.

Natacha avait une chevelure brune, un visage étroit, fin, et de grands yeux noirs. Ses traits étaient finement ciselés mais sa bouche était quelque peu tordue en une grimace d'amertume et de fatigue. Un sillon profond sur son front, passant entre ses sourcils, ajoutait un air pensif et obstiné à son aspect et la faisait paraître quelque peu plus âgée. Il était difficile de deviner son âge véritable, mais elle était certainement encore jeune, probablement au début de la trentaine.

Quelques jours plus tard elle me dit qu'elle et son mari avaient été victimes des épurations de 1937. Elle avait reçu des bribes de renseignements sur son mari, il y avait de cela deux ans, mais ces nouvelles étaient mauvaises. Quand elle me parlait de cela, Natacha détournait son regard et serrait encore plus fortement que d'habitude ses noirs sourcils.

Mais il n'y avait jamais tant d'angoisse et d'amertume dans ses paroles que lorsqu'elle parlait de son malheureux pays qu'elle aimait ardemment ; ou bien quand elle évoquait la révolution triomphante et pourtant perdue ; et aussi quand elle songeait au parti auquel elle et son mari avaient appartenu et auquel ils avaient donné les meilleures années de leur jeunesse. Même à ce moment elle se sentait attachée au parti. Son expérience des récentes années, disait-elle, n'avait pas détruit sa foi essentielle dans la valeur des idéals qu'elle avait chéris durant toute sa vie consciente.

Elle admettait qu'il était vrai que le parti errait dans des voies tortueuses, même désastreuses ; mais finalement, elle en était certaine, il rentrerait sur la large et brillante route du vrai.

Passionnément Natacha aurait voulu divulguer tous ses doutes secrets. Elle luttait et discutait avec elle-même, cherchant à expliquer pourquoi le sort de la révolution avait été si tragique. Elle évoquait les noms des chefs, les uns avec haine, d'autres avec affection et avec confiance. Il n'y avait que le nom de Staline qu'elle n'eût jamais prononcé.

Bien que je fusse grandement intéressé par ses discussions, j'essayais d'éviter ces sujets qui étaient à juste titre considérés comme très dangereux en Russie soviétique. En outre, Natacha habituellement devenait très excitée quand elle en parlait et il apparaissait que toute conversation de ce genre faisait du tort à sa santé. Aussi j'essayais de détourner son attention vers sa vie personnelle.

Natacha me parlait de ses parents, de ses frères et de ses sœurs, de son enfance dans une belle ville côtière de la mer Noire, de son enthousiasme pour la science durant ses années d'étudiante, de ses

amis et camarades savants, et de ses succès d'ingénieur obtenus plus tard pendant la période d'édification dans son pays. En parlant de cela elle semblait gaie, jeune, presque fillette. Ses joues prenaient une coloration rose, ses yeux noirs étincelaient d'une lueur chaude.

Les jours passaient et Natacha changeait de plus en plus. Nous avions l'habitude de bavarder sur la littérature, l'art, la musique... Elle admirait la beauté de la forêt verte et elle avait l'habitude de répéter encore et toujours : « Le printemps est arrivé ! Le printemps est là ! » Des larmes et des rires, une fleur que parfois elle cueillait le long de la route, plus de soin dans la manière de s'habiller, tous ces petits détails en faisaient de nouveau une femme pleine de charme.

« Savez-vous, me dit une fois doucement Natacha, j'avais pensé que les épreuves que j'ai vécues avaient tué tous mes sentiments humains ; que j'avais cessé d'être une femme vivante. Aujourd'hui je commence à réaliser qu'il n'en est pas ainsi, qu'il est possible de trouver une issue... » Elle s'interrompit pour un instant comme si elle attendait que je dise quelque chose. « Vous connaissez les poésies de Peuchkine, n'est-ce pas ? continua-t-elle tandis que je gardais le silence. Vous souvenez-vous de ce passage d'« Eugène Onéguine » ?

Les années ne se répètent pas, ni les rêves ;

Et mon âme non plus ne peut

Se renouveler. Je vous aime comme un frère,

Peut-être même un peu plus tendrement.

J'écoutais Natacha avec tristesse. Moi aussi, je sentais une grande nécessité de communier avec un être humain. Natacha était la première femme avec qui je liais amitié depuis de longs mois. Cela me rendait certainement heureux. Mais en ce temps-là il n'y avait pas de place dans ma vie pour les sentiments dont elle parlait.

Sarah Aaronovna, âgée de cinquante ans, paraissait beaucoup plus vieille, vraiment une vieille femme. Sa chevelure était tout à fait grise ; sa figure pensive était creusée de profonds sillons. Plus tard j'appris qu'elle avait connu de dures épreuves. Son mari appartenait à la vieille génération des bochéviks ; elle avait vécu avec lui ses années d'activité révolutionnaire et plus tard celles de la lutte de l'opposition. A la fin son mari fut liquidé comme trotskyste, tandis qu'elle était envoyée au camp. Au moment où je la rencontrai, elle avait été libérée déjà depuis quelques années.

Sarah était une femme d'une bonté exceptionnelle. Elle considérait comme étant de son devoir d'aider les prisonniers qu'elle rencontrait, et cela de toutes les manières qu'elle pouvait. En tant que personne libre, il lui était permis de faire des achats à la cantine du village de Chibiu ; de là elle nous apportait secrètement de temps à autre à fumer de la « makhorka » (tabac de qualité inférieure. — N. du T.), du pain, etc. Elle savait qu'elle aurait été sévèrement punie si les autorités avaient découvert cela. Elle me donna une fois un quart de kilo de saucisse que je devrais sur place d'un seul coup. Je savais que pour se procurer cette saucisse elle avait dû passer plusieurs heures de son congé hebdomadaire à faire la queue ; je savais qu'elle aussi mangeait rarement à sa faim. Mais je n'eus pas la force de renoncer à l'aide qu'elle m'offrait.

Jerzy GLIKSMAN.

La réforme de l'enseignement

« L'exercice aveuglé d'un métier mal compris abrutit ; mais croyez que beaucoup d'honnêtes gens ne souffrent pas moins d'un abrutissement dû à la culture. Notre apprentissage manuel, intellectuel et syndical au contraire se flatte de neutraliser une sottise par l'autre, et de parfaire, en les conciliant, le travail industriel et la réflexion abstraite. »

(Albert THIERRY.)

La réforme de l'enseignement n'intéresse pas que les spécialistes. Elle intéresse — du moins devrait-elle intéresser — tous les travailleurs, « le peuple » entier, et en premier lieu les militants syndicalistes. Il s'agit non seulement de l'instruction des enfants, ce qui devrait suffire déjà à passionner l'opinion dans un pays qui fut toujours très accessible à la question de l'école (mais pour quoi « l'opinion » se passionne-t-elle aujourd'hui ?) ; mais il s'agit aussi des formes de l'instruction professionnelle, de l'apprentissage, des nouvelles couches ouvrières. Comment les syndicats pourraient-ils s'en désintéresser ? Les syndicalistes, toujours très attentifs à suivre les modifications du capitalisme, l'ont été beaucoup moins à observer et à tenir compte des transformations qui se produisent dans le prolétariat lui-même ; c'est ce qui explique en partie leur recul devant les politiciens. Leur retard s'accroîtrait encore s'ils n'intervenaient pas dans la réforme en préparation.

Ce sont les structures économiques et politiques qui déterminent évidemment les formes de l'instruction et de l'éducation de la jeunesse ; mais celles-ci agissent à leur tour sur celles-là, dans un sens accélérateur, ou dans un sens freinateur ; elles peuvent être même un facteur de transformation sociale.

Il y a déjà longtemps qu'on parle d'une réforme nécessaire de l'enseignement en France. Les congrès syndicaux d'avant cette guerre en avaient discuté, et la C.G.T. d'alors avait adopté, pour en faire son propre projet, le plan « d'école unique » établi par la Fédération de l'Enseignement. Au lendemain de la « libération », quand on posa — sans en résoudre aucun — tous les problèmes sociaux à la fois (pour donner quelques instants de jouissance spirituelle à ceux qui, par erreur, avaient lié la libération sociale à la libération nationale), une commission officielle fut constituée dans le but d'étudier un projet complet de réforme de l'enseignement. On l'a appelée la commission Langevin-Wallon, du nom de ses deux éminents présidents. Elle se composa de vingt-sept membres, si l'on compte les cinq directeurs des différents ordres d'enseignement et les deux représentants du ministre. Les organisations syndicales de l'enseignement y étaient représentées par les camarades Sénéze, Lavergne et Janets. Remarquons, sans aucune acrimonie, que, parmi les autres, le nombre des staliniens et stalinisants était important ; c'était normal, compte tenu de « l'engagement » politique notoire des deux présidents de la commission, et de la situation gouvernementale du moment. Cela donnera une signification plus nette à la fois à l'orientation du projet et à celle de l'étude critique que nous allons en faire.

Le projet, dans sa forme définitive, a été publié par les soins du ministère de l'Éducation nationale, il y a un an déjà. Mais nous n'avons pas de retard, le projet restant encore aujourd'hui un projet, sa discussion parlementaire n'étant pas même amorcée. Quant à son application, elle nous laisse encore beaucoup de temps devant nous.

Je crois que ce qui importe, c'est d'abord de faire connaître aux militants ce que le projet contient. Nous avons adopté, pour découper notre étude, les titres mêmes des différents chapitres du rapport officiel.

J'ai apporté à ce travail les préoccupations d'un praticien, mais aussi celles d'un syndicaliste ouvrier. Et puis, si je me suis trompé en quelques points (et même en beaucoup de points), j'espère bien qu'on me le dira.

« L'enseignement français est depuis longtemps réputé dans le monde pour sa haute qualité et sa valeur culturelle. » Telle est la phrase liminaire de ce document historique. Je veux bien l'admettre, et ça doit être vrai. J'ai peur pourtant que cette opinion ne soit pas partagée au moins dans un sixième du monde ; la « Pravda » écrit : « Notre école est qualitativement tout à fait différente des établissements d'enseignement des pays capitalistes (?) ; elle leur est infiniment supérieure, elle est un exemple et un modèle pour les écoles des pays de la démocratie nouvelle. » (1) Que les rédacteurs du projet, et parmi les plus éminents, s'arrangent avec leur conscience ; tant mieux si elle ne leur reproche point ce crime de « formalisme » que la même « Pravda » dénonce chez trop de maîtres russes eux-mêmes !

Mais l'organisation de notre enseignement a besoin d'une réforme complète. « Tout d'abord, nous dit-on, cette organisation ne répond pas à un plan d'ensemble clairement conçu et exactement mis en œuvre. » (Dès les premiers mots, nous nous trouvons face à face avec le Saint des Saints : le Plan ; et nous n'aurons garde d'oublier que les commissaires rédacteurs s'engagent à nous le présenter « clairement conçu et exactement mis en œuvre »). « Elle résulte (cette organisation) d'un passé historique au cours duquel des institutions diverses furent créées sans être coordonnées. » Je suis pour la coordination, mais nos planistes aux conceptions claires devraient bien prendre garde de ne pas négliger les besoins locaux ou régionaux qui ont donné naissance « historiquement » à certaines de ces institutions.

Abordons les grands principes. « La structure de l'enseignement doit être adaptée à la structure sociale. » Notons bien ; on ne nous dit pas : la structure de l'enseignement est adaptée à la structure sociale, comme nous pourrions nous y attendre, et comme cela est effectivement ; on écrit qu'elle doit l'être, et c'est le but du projet qui ajoute aussitôt : « La bourgeoisie, héréditairement appelée à tenir les postes de direction et de responsabilité ne saurait plus désormais, seule, y suffire. » Comme le remarquait fort justement Hagnauer dans son article de la R. P. d'octobre 1947, la formation d'une « nouvelle élite dirigeante » reste la préoccupation essentielle des rédacteurs du plan, et le bout de l'oreille « technocratique » n'aura pas tardé à se montrer.

Le rapport a raison de dénoncer, comme on l'a déjà fait souvent, le « divorce » entre l'école et la vie, encore que des exemples concrets auraient plus de poids qu'une affirmation générale. Mais les institutions sociales elles-mêmes — la société organisée — sont en divorce complet avec la société réelle, avec les conditions économiques et sociales du monde d'aujourd'hui ; les institutions scolaires qui ne sont qu'un reflet des premières, accusent aussi ce divorce, mais pas d'ailleurs, et parfois moins. C'est pourquoi la réforme des unes ne va pas sans le bouleversement des autres. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'atteler à la réforme de l'enseignement, parce que c'est justement une façon d'attaquer sur un point la société organisée.

« Demeuré en marge de la vie, l'enseignement n'a pas tiré profit du progrès scientifique. L'empirisme et la tradition commandent ses méthodes alors qu'une pédagogie nouvelle, fondée sur les sciences de l'éducation, devrait inspirer et renouveler ses pratiques. » Qu'entend-on ici par « sciences de l'éducation » ? Probablement la psychologie expérimentale, surtout. Je ne crois pas trop m'engager en disant que cette « science » est encore en voie d'élaboration. Je suis cependant tout à fait partisan qu'on tienne le plus grand compte de ses expériences. Mais n'oublions pas que la pédagogie, l'art d'instruire les enfants est essentiellement une pratique, une technique. Un métier progresse en s'inspirant des théories mais

(1) Cf. André Pierre : « La fin de l'année scolaire en U.R.S.S. » (« Le Monde », 22 juin 1948.)

une théorie aurait peu de valeur qui ne s'appuierait pas sur la pratique, sur « la main de l'ouvrier ». Ce serait encore un beau « divorce » à déclarer ce celui d'une « science de l'éducation » avec la pratique de l'éducation ! Au fait, ce « formalisme » que combat la « Pravda » ne serait-il pas l'engouement pour la « pédagogie nouvelle », et le « réalisme » ne signifierait-il pas le retour aux bonnes vieilles méthodes de la pédagogie traditionnelle ?

L'introduction d'un tel projet se devait de terminer par un coup de clairon ; elle n'y manque point :

«...l'enseignement méconnaît dans l'élève le futur citoyen... cette formation civique de la jeunesse est l'un des devoirs fondamentaux d'un Etat démocratique et c'est à l'enseignement public qu'il appartient de remplir ce devoir ». (Diable ! me voici tout tremblant devant mes responsabilités !) Parlons net : ou bien l'Etat chargera les instituteurs et professeurs d'apprendre à la jeunesse un certain nombre de commandements, en même temps qu'il entretiendra tous les gendarmes nécessaires pour convaincre les futurs citoyens qu'il s'agit là de la matière d'enseignement à prendre le plus au sérieux — et voilà la meilleure école possible — ou bien, l'enfant devra trouver lui-même ce qu'est le « bon citoyen », et le mauvais — et c'est l'anarchie tout simplement ! Reconnaissons loyalement que les rédacteurs du projet recommandent « une explication objective et scientifique des faits économiques et sociaux » (mais toutes les explications se déclarent « objectives et scientifiques »), « une culture méthodique de l'esprit critique » (bravo ! à condition que l'esprit critique s'exerce même sur « la méthode de culture »), « l'apprentissage actif de l'énergie, de la liberté, de la responsabilité » (bien sûr, il faut essayer).

Principes généraux

C'est dans ce chapitre que nous aurons le plus d'occasions de saluer les idées généreuses des réformateurs, tant il est vrai que, pourvu que les principes demeurent généraux, on peut toujours s'entendre entre honnêtes gens.

On lit : « Tous les enfants, quelles que soient leurs origines familiales, sociales, ethniques ont un droit égal au développement maximum que leur personnalité comporte. Ils ne doivent trouver d'autre limitation que celle de leurs aptitudes. » C'est bien, et c'est beau. Mais on est loin de compte, déjà dans la métropole, mais combien plus encore dans le cadre de ce qu'on appelle, par antiphrase, « l'Union française » ! Remarquons que cette juste maxime n'en dit pas plus au fond que l'article premier de la Déclaration des droits de l'Homme : « Les hommes naissent libres et égaux en droits. » S'ils naissent égaux en droits, ils ont donc un droit égal à l'enseignement et à la culture. Et ils l'ont, en principe, depuis plus de cent cinquante ans !

Mais voilà pour nous plaire : « L'organisation actuelle de notre enseignement entretient dans notre société le préjugé antique d'une hiérarchie entre les tâches et les travailleurs. Le travail manuel, l'intelligence pratique sont encore trop souvent considérés comme de médiocre valeur. L'équité exige la reconnaissance de l'égalité de dignité de toutes les tâches sociales, de la haute valeur matérielle et morale des activités manuelles, de l'intelligence pratique, de la valeur technique. » Sous une forme plus abstraite et plus floue, cela rappelle Proudhon qui faisait de l'activité manuelle utile la base de l'enseignement ; cela rappelle aussi Albert Thierry et ses admirables « Réflexions sur l'éducation » que je viens de relire encore et que publia en 1912 « la Vie ouvrière » — pas celle de Monmousseau, bien sûr ; mais l'autre, la vraie, la sœur aînée et exemplaire de la R. P. d'aujourd'hui.

Oui, le travail manuel sous toutes ses formes doit imprégner tout l'enseignement dans ses phases primaires, secondaires et même supérieures. Oui, l'instituteur ne doit pas manquer une occasion d'exalter devant ses élèves le métier manuel qualifié, productif et utile. Socialement utile, car combien de petites tâches, surtout dans les bureaux et les administrations proliférantes, qui ne sont que des occupations sans joie, sans autre but que la quête ingrate d'un maigre salaire, des tâches parasites qui pullulent dans les grandes cités ! Je sais ce que je dis pour

avoir fait une première expérience assez pénible avec les jeunes gens de l'Ecole nationale d'assurés, expérience dont je ne veux rien conclure encore parce qu'elle peut s'améliorer, mais qui est déjà suffisante pour révéler l'ignorance de la plupart de ces jeunes gens — ce qui en dit long sur le rendement véritable de l'école primaire — et leur manque absolu d'intérêt pour des tâches qu'ils ont bien du mal à définir eux-mêmes. Le nombre de ces jeunes à peu près inutiles est impressionnant. Combien de citoyens s'agitent ainsi, et se hâtent, pour ne rien faire, pour ne rien faire de socialement utile !

Mais cette leçon de morale restera vaine, et elle serait même hypocrite comme la plupart des leçons de morale, si pour « l'honneur » d'être un ouvrier à l'intelligence pratique il fallait s'astreindre aux conditions le plus souvent inhumaines de l'usine d'aujourd'hui. Si le travail de l'ouvrier n'est beau et exaltant que dans les leçons de l'école, c'est que — là encore — l'école est coupée de la vie. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on élève des statues au forgeron et que l'on peint des fresques à la gloire des travailleurs !

Et puisque « la hiérarchie entre les tâches et les travailleurs » est « un préjugé antique », pourquoi la hiérarchie des salaires est-elle tant prônée aujourd'hui ? Puisque toutes les tâches sociales ont une égale valeur et une égale dignité, pourquoi faut-il que leurs rémunérations soient de plus en plus inégales ? J'aime mieux conclure sur ce point en citant Albert Thierry : « Je ferai confiance au génie laborieux d'un homme qui aura vu et agi sur le chantier même : avoir été à la peine autorise à venir à l'honneur. (Ou à le mépriser.) »

Revenons aux « principes généraux » pour montrer encore toutes les bonnes intentions dont ils sont remplis : « Le droit des jeunes à un développement complet implique la réalisation des conditions hygiéniques et éducatives les plus favorables. En particulier l'effectif des classes devra être tel que le maître puisse utilement s'occuper de chaque élève : il ne devra en aucun cas dépasser 25. » (Nous verrons venir... puisque aussi bien c'est écrit au futur.)

« La mise en valeur des aptitudes individuelles en vue d'une utilisation plus exacte des compétences pose le principe de l'orientation... A la sélection actuelle qui aboutit à détourner les plus doués de professions où ils pourraient rendre d'éminents services, doit se substituer un classement des travailleurs, fondé à la fois sur les aptitudes individuelles et les besoins sociaux. » Cette fois le morceau — l'orientation professionnelle — est assez gros pour que nous nous y arrêtions un moment.

L'orientation professionnelle

Il n'y a guère plus d'une vingtaine d'années que cette pratique nouvelle a commencé à faire parler d'elle (je suis surpris que les rédacteurs du projet ne l'aient pas gratifiée du nom de « science » dont ils font une grande consommation). Je crois que l'orientation professionnelle peut être une méthode utile, pour l'individu comme pour la société, pourvu que ses spécialistes gardent la modestie d'expérimentateurs qui n'en sont qu'à leurs premières armes, et que, n'enfourchant pas leur nouveau dada, ils ne se mettent à décider pour tous et pour chacun. L'instituteur est le premier orienteur (du moins devrait-il l'être), plus objectif que les parents qui confondent trop souvent leurs propres désirs passionnels avec les penchants de leur progéniture (et les conflits qui en résultent sont devenus classiques). Mais plus objectifs encore, et plus avertis, seront les avis de techniciens éclairés : médecins, psychologues, orienteurs spécialistes, s'appuyant sur des pratiques éprouvées et s'inspirant, avec prudence, de théories qui le sont moins.

Le camarade Pierre Naville, fort compétent en la matière, y a consacré un intéressant ouvrage : « Théorie de l'orientation professionnelle ». Il s'attaque aux concepts de « vocation » et de « aptitude ». Il n'a guère de mal à régler son compte au premier. Qu'est-ce, en effet, que la vocation de correcteur d'imprimerie ? Et que serait-ce que la « vocation » d'ouvrier spécialisé de l'industrie en grande série, pour ne point parler de la vocation de boueux (ou boueur) ? Mais, pour ce qui est de « l'aptitude », il

est beaucoup moins convaincant. Il faut dire que Naville est absolument emballé par un courant de la psychologie moderne dit psychologie de « comportement », ou de « réaction », ou encore « behaviourisme ». Les behaviouristes nient les aptitudes et les penchants innés, ils exaltent la toute-puissance de l'éducation et affirment que, toutes les conditions d'un milieu étant bien réglées, ils peuvent prévoir les réactions et le comportement de l'enfant qui s'y trouve plongé. Ma science est courte en ce domaine, mais écoutons Watson, le maître de cette école : « J'ai une confiance infaillible en ce que nous pouvons faire avec cette masse de protoplasma capable de réactions, que nous appelons l'enfant humain » — et encore : « Y a-t-il quelque chose de particulièrement révoltant à penser que les mains de l'homme peuvent prendre la masse protoplasmique vivante que nous appelons l'enfant et la former suivant les spécifications nécessitées par nos règles sociales actuelles ? Je n'arrive pas à voir les difficultés. » Eh bien ! moi, je les vois, et je n'y vois même que des difficultés. S'il est vrai que Watson écrit aussi : « Le behaviouriste croit, étant donnée la liste relativement simple des réactions embryologiques, qui sont à peu près uniformes chez les tout petits enfants, qu'il pourra faire évoluer un petit enfant quelconque (en supposant que le milieu, tant interne qu'externe, puisse être réglé) suivant une voie quelconque spécifiée, en faire un riche, un pauvre, un mendiant, un voleur », j'aime mieux croire que notre auteur pratique l'humour britannique. Et Aldous Huxley a beau jeu d'ironiser finement contre la psychologie du comportement, comme il le fait dans son recueil d'essais publié en français sous le titre : « Le plus sot animal... ». Je défie bien nos behaviouristes de nous fabriquer en série des mathématiciens, ou même plus simplement de bons ouvriers manuels. Tout le monde sait que de deux enfants qui pénétrèrent pour la première fois dans l'atelier de leur école, l'un révélera après quelques leçons une habileté manuelle indiscutable, tandis que l'autre se tapera encore sur les doigts et n'arrivera à fabriquer une pièce acceptable qu'après beaucoup de maladresse et de peine. L'éducation n'aura pas le même « terrain » chez l'un et chez l'autre de ces enfants.

Que le camarade Naville m'excuse si je m'aventure dans un domaine où sa science l'emporte incontestablement sur la mienne. Mais il est « behaviouriste », et comme il est aussi marxiste, il a consacré un autre ouvrage à montrer que l'un n'excluait pas l'autre (et même que le marxisme pouvait fort bien s'assimiler la psychanalyse — Pourquoi pas ? Je ne désespère pas qu'avant peu de temps quelqu'un s'attelle à la besogne de conciliation de l'existentialisme et du marxisme !). Donc la notion d'aptitude ne lui plaît pas, et il lui préfère de beaucoup celle de « d'adaptation ». Tout individu quelconque peut s'adapter tant bien que mal à une activité quelconque. Joignez à cela la doctrine des « besoins sociaux », et vous voyez tout de suite le parti qu'en peut tirer un Etat bien gouverné pour disposer « au mieux » de la main-d'œuvre.

« L'acquisition de la plupart des métiers apparaît plutôt comme la capacité de contrarier selon certaines règles des dispositions naturelles », écrit encore Naville, et cette idée mérite en effet réflexion. Il cite, entre autres, l'exemple du chanteur qui doit apprendre à « chanter avec les muscles abdominaux, avec le pharynx, avec les dents » (il chante quand même avant tout avec son larynx). Mais même si l'on nous apprenait tout cela, deviendrions-nous tous pour autant de bons chanteurs ? La question est seulement déplacée : il reste que les apprentis auront plus ou moins de « capacité à contrarier selon les mêmes règles leurs dispositions naturelles ». Les rédacteurs du projet de la commission ministérielle ont résolu toutes ces difficultés en disant qu'il fallait tenir compte « à la fois des aptitudes individuelles et des besoins sociaux ». Ce compromis est raisonnable ; il s'imposait en tout cas par la présence dans la commission de M. Piéron, directeur de l'Institut d'orientation professionnelle, qui tient, lui, pour « l'existence chez les hommes d'aptitudes différentes d'origine constitutionnelle, héréditaire ».

Mais laissons la théorie de l'orientation professionnelle pour en revenir à sa pratique. Du côté des « besoins sociaux », je vois très bien les centres

d'orientation professionnelle faisant connaître aux jeunes gens les professions les plus « ouvertes », les connaissances minimum qu'elles impliquent, les meilleures voies pour s'y préparer et les conditions de travail qui les attendent ; je les vois même organiser leur propagande : publier des monographies de métiers, faire des conférences dans les écoles et, mieux, diriger des visites d'ateliers ou de chantiers.

Du côté des « aptitudes individuelles », l'examen d'un médecin spécialiste, ainsi que des tests psychotechniques bien étudiés doivent permettre de donner au postulant des indications et surtout des contre-indications de nature à lui éviter de graves erreurs.

Mais il est bien entendu que l'orientation, c'est toute une période de la vie scolaire (disons de treize à dix-huit ans) où elle s'exerce déjà sporadiquement et où il n'est pas interdit d'introduire un peu de méthode et de système. En tout cas, qu'elle ne commence pas trop tôt, pas avant l'acquisition solide des connaissances de base. Nous y reviendrons.

Je m'en voudrais de clore ce chapitre sans signaler à l'attention des camarades un nouvel ouvrage de Pierre Naville : « La Formation professionnelle et l'Ecole ». Dans l'exposé des principes, il ne me paraît pas contraire à ce qui est défendu ici ; et dans sa partie pratique, il donne une idée concrète de l'enseignement technique d'aujourd'hui.

* *

Le projet termine l'examen des « principes » par la question de la spécialisation professionnelle et de la culture générale : formation du travailleur et formation de l'homme. On y lit cet aphorisme : « La culture générale représente ce qui rapproche et unit les hommes tandis que la profession représente souvent ce qui les sépare. » Cette sentence me paraît au plus haut point discutable ; elle oppose — au lieu de les unir — la culture générale et la profession, et elle a évidemment reçu l'approbation de tous ceux qui font de « la culture » une entité, une chose en soi, un talisman dont la conquête exige des rites spécifiques. M. Pierre Boyancé, professeur à la Sorbonne, et, je crois, secrétaire général du syndicat autonome de l'enseignement supérieur (« autonome » par rapport au syndicalisme), a consacré dans « le Monde » une série d'articles au projet de réforme de l'enseignement (1). Sa critique, faite d'un point de vue conservateur, se rapproche quelquefois de la nôtre, mais plus souvent elle s'en éloigne. Il écrit : « On ne peut que souscrire à ces lignes judicieuses ». (Ce sont celles que je viens de citer.) « Si elles ne sont pas très neuves, nous serons les derniers à nous en plaindre. Cela nous éloigne de ces vues qui prétendaient trouver dans n'importe quelle matière d'enseignement la source de la culture. » — Cela nous éloigne en tout cas des vues de Proudhon, de Sorel et d'Albert Thierry qui trouvaient, non dans n'importe quelle matière d'enseignement, mais dans le métier, dans l'activité productive la source d'une culture au moins aussi large et aussi profonde que celle du lycée bourgeois. Sorel écrit : « L'atelier moderne est un champ d'expériences qui sollicite continuellement le travailleur à la recherche scientifique », et Albert Thierry : « Notre civilisation tout entière est une physique... », mais il montre que le travail ajoute à la physique : « par l'industrie la physique devient une psychologie, le chaos un monde ; et le monde, une humanité ».

La grande industrie contemporaine ouvre à l'ouvrier une porte plus large encore sur la connaissance générale, même si cet ouvrier est astreint à une tâche parcellaire, pourvu que sa formation professionnelle n'ait pas pour but d'en faire un bon esclave de la machine, mais un « ouvrier complet », capable des « transferts » qu'exige le rythme rapide de l'évolution industrielle. C'est ce que montre, de façon excellente, Georges Friedmann dans un livre que chaque militant ouvrier devrait connaître : « Problèmes humains du machinisme industriel ».

R. GUILLORE.

(Nous publierons dans notre prochain numéro la suite de l'étude de R. Guillore.)

(1) « Le Monde » des 22, 23, 24, 25, 26, 28 et 29 avril 1948.

Le 80^e Congrès des Trade Unions

Fédération Syndicale Mondiale

Bien que deux questions importantes, blocage des salaires et contrôle ouvrier, fussent inscrites à l'ordre du jour du congrès, c'est le problème des rapports entre la Centrale syndicale et la Fédération Syndicale Mondiale qui prit la première place et le débat qu'il provoqua contribua à éclipser les autres.

Le secrétaire général, Vincent Tewson, avait, dès le début, indiqué brièvement pourquoi la F.S.M. n'était pas représentée. Il avait demandé que son délégué fût un syndiqué parlant anglais, mentionnant nommément un Norvégien et un Danois. « Non, répondit Sallant, c'est moi qui représenterai la F.S.M. ». Comme les Anglais ont assez vu ce personnage, ils ripostèrent en disant simplement : « Nous demandons le Danois Jensen. » Alors, le secrétariat écrit qu'il ne peut rien décider ; Sallant est absent ; sa mère est malade.

Qu'une chose aussi simple que la désignation d'un délégué suscite de pareils incidents, cela révèle un malaise grave au sein de l'organisation. Mais les Anglais en ont assez de ces dérobades et faux-fuyants dont la signification ne peut échapper même aux plus naïfs.

Aucune discussion n'avait été prévue, mais constatant l'impression désastreuse produite par ce bref récit, les staliniens sentirent la nécessité de réagir. Ils sont trop intéressés à l'existence de la F.S.M. pour ne pas s'efforcer d'empêcher une rupture. Ils sont les seuls à en profiter ; Américains, Anglais et Scandinaves sont à peu près les seuls à payer leurs cotisations, mais la direction et l'action de la F.S.M. restent, ouvertement ou hypocritement, exclusivement staliniennes.

Ils se présentèrent donc, en bons apôtres comme ils font dans les moments difficiles, avec une résolution anodine, inoffensive. Ils demandèrent que le Congrès réaffirme son attachement à la F.S.M., que ses délégués s'opposent à toute tentative de destruction de l'unité au sein de la Fédération, que le Congrès insiste sur le rôle de la Fédération pour la préservation de la paix mondiale et la défense des ouvriers contre le capitalisme monopoliste agressif. S'ils insistaient pour un vote, c'était uniquement parce que, selon des rumeurs, c'était le Trade Union Congress qui tentait de briser l'unité de la F.S.M.

A la surprise générale, ce fut le président de l'Union nationale des mineurs, M. Lawther, qui leur répondit, et le fit sans ménagement. L'insinuation des staliniens, dit-il, est d'autant plus odieuse que chacun sait que personne n'a fait plus d'efforts, et des efforts méritoires, pour préserver l'unité de la F.S.M. qu'Arthur Deakin, son président. Faisant allusion à l'« unité de classe » que les staliniens avaient invoquée, il rappela qu'après la guerre « les mineurs britanniques ont aidé de leur mieux les mineurs français en leur envoyant vingt-cinq mille livres, mais que ces derniers n'ont pas versé un sou de cotisations à l'Internationale des mineurs ; si c'est là une manifestation d'unité, je ne puis que reprendre les paroles du représentant des mineurs américains disant que ceux qui ne sont pas disposés à payer leur quote-part ne devraient pas être admis dans un mouvement international. »

Un délégué parlant avec sincérité, émut le Congrès par l'évocation du danger menaçant d'une troisième guerre mondiale. « La F.S.M., dit-il, malgré ses faiblesses et ses dissensions internes, reste

l'unique défense sérieuse contre ce danger. » Ce serait vrai, en effet, si la F.S.M. ne mentait pas à son titre.

Le point de vue international fut apporté par Robert Edwards, délégué des industries chimiques. « Deux grandes puissances, dressées l'une contre l'autre, se menacent au-dessus d'une Europe ruinée. La tâche de la F.S.M. est de défendre partout les ouvriers, non d'appuyer systématiquement la politique de l'une de ces puissances. » Il approuve l'attitude du Conseil général du T.U.C.

Deakin prit alors la parole. Il aurait voulu que ce débat fût évité ; mais puisque les staliniens l'ont voulu, il dira comment les choses se sont passées à la direction de la F.S.M. « Le désaccord y a été quasi permanent. Tout ce qu'on pouvait faire était d'empêcher la F.S.M. de s'effondrer ; cela absorbait toutes nos énergies. Déjà en 1946, à Moscou, Citrine était contraint de mettre en garde le Bureau exécutif : s'il persévérait dans la politique qu'il n'a cessé d'imposer, les Anglais devraient reconsidérer leur position. A Prague, en 1947, nouvelle intervention des délégués britanniques contre la mise de la F.S.M. au service d'une politique contraire aux principes sur lesquels elle a été fondée. A Rome, cette année, le conflit est devenu encore plus aigu. Il est alors apparu clairement que la F.S.M. est dominée par les communistes, qu'elle n'est rien d'autre qu'un instrument de la politique soviétique, qu'elle s'est montrée surtout préoccupée d'envoyer des délégations en Afrique et en Asie, partout où il y avait possibilité d'établir des contacts avec les communistes et de répandre les conceptions soviétiques. Elle a pris la place de la Fédération syndicale internationale qui, en tant qu'organisation, lui était infiniment supérieure. Nous avons essayé de mettre debout l'organisation que voulait notre Congrès ; j'en suis arrivé à penser que c'est absolument impossible. »

Il n'y avait plus qu'à voter ; la résolution stalinienne fut repoussée à une écrasante majorité.

Blocage des salaires et contrôle ouvrier

Les trade unions s'étaient trouvées, au début du siècle, dans une situation critique. Une décision de justice, innovant sur la jurisprudence établie et confirmée par la Chambre des lords, agissant comme Cour suprême, mettait les organisations syndicales à la merci des compagnies qui, à l'occasion d'un conflit, auraient désormais la possibilité de les ruiner. Il s'agissait, évidemment, d'une offensive patronale concertée. L'Angleterre était plongée dans une période de noire réaction ; le « nouvel unionisme » des années 90, créant des organisations combattives, largement couvertes, aux faibles cotisations pour permettre d'atteindre les ouvriers restés jusqu'alors en dehors de l'organisation syndicale, introduisit dans le mouvement une vie nouvelle et des ferments révolutionnaires : ce nouvel unionisme alarma profondément une bourgeoisie qui était, d'autre part, troublée par les rudes secousses et les humiliations que la malheureuse guerre sud-africaine infligeait à l'Empire. Les gouvernements apeurés ont recours à la manière forte ; on pensa garantir au moins la « paix sociale » en donnant aux juges pouvoir de décider si une grève était légitime ou non, si le « picketing » pouvait être autorisé, et de condamner les unions à payer des dommages aux compagnies pour des actes commis même par un seul de leurs membres.

Les trade unions auraient pu, avec leurs seules

forces, organiser la résistance. Elles préférèrent s'engager, dans leur majorité, sur une voie qui offrait l'avantage de paraître plus facile: elles répondirent à l'appel des socialistes qui, depuis quelque temps, proposaient la formation d'un Labour Party. Les ouvriers enverraient des leurs à la Chambre des Communes et, en bloquant avec les libéraux, on pourrait réussir à chasser les conservateurs installés au gouvernement depuis dix ans. Il en fut ainsi. Les élections de 1905 portèrent les libéraux au pouvoir; ils avaient triomphé grâce à l'appui des travaillistes; la récompense fut le vote d'une loi qui assurait pleinement l'exercice du droit de grève.

Le Labour Party fut, dès l'origine, et conformément à ses principes, un parti strictement parlementaire. L'action ouvrière se déroula dès lors sur deux plans: activité syndicale et activité parlementaire. Il n'en faudrait pas conclure que les trade unions ne furent plus qu'une annexe du parti. Pas du tout; il y eut encore, comme on le sait, de grandes grèves et même une grève générale, mais il va de soi que le parti exerçait son influence sur le développement du mouvement ouvrier. Tantôt l'accent se trouvait mis sur l'action directe des syndicats, tantôt sur le Parlement.

Les conséquences de cette double activité se révélèrent aujourd'hui dans leur plein effet: les premières élections d'après-guerre ont été un succès considérable pour le Labour Party; il a disposé d'une majorité telle qu'il n'a pas été obligé, cette fois, de se contenter d'un gouvernement de coalition; assuré de pouvoir durer pendant les cinq années de son mandat, il a pu poursuivre méthodiquement la réalisation de son programme dont le point principal était la nationalisation des industries-clés. Mais qu'allaient devenir les trade unions? Quel serait désormais leur tâche? Allaient-elles être condamnées au rôle subalterne d'exécutrices de décisions prises en dehors d'elles?

C'est ce rôle qu'elles ont accepté au début, tacitement, de plus ou moins bon gré. On ne voulait pas gêner le gouvernement; on lui faisait crédit. Un mineur de Durham, Charles Grey, un vrai mineur — pas un mineur honoraire — qui avait travaillé à la mine jusqu'à son élection, intervint ainsi, à la Chambre des Communes, dans la discussion sur la nationalisation des mines: «Je n'avais jamais pensé en termes de compensation mais de confiscation, et moins d'indemnité les propriétaires obtiendront, mieux ça me plaira.»

Mais l'organisation et le fonctionnement des industries nationalisées ne tardèrent pas à provoquer des conflits entre le gouvernement et les unions, et même entre celles-ci et leurs membres; il y eut des grèves, l'extraction du charbon donna de graves mécomptes. Il fallait bien chercher pourquoi. On ne pouvait pas se contenter ici de bluff fasciste ou stalinien, prétendre «gagner la bataille du charbon» comme l'autre gagnait la bataille du blé. Une opposition parmi les trade unions s'est développée progressivement et le débat devant le Congrès montra clairement qu'elle exprimait la volonté de la majorité des unions.

Les Boards de direction des industries nationalisées ont été ainsi constitués: des techniciens — qui appartenaient déjà à l'industrie; de hauts fonctionnaires, considérés comme représentant l'Etat et les intérêts de la collectivité; enfin, un nombre infime de leaders trade unionistes choisis non par les unions, mais par le gouvernement. On peut être surpris que les unions aient accepté d'être traitées de la sorte, mais on ne peut l'être que par une organisation du travail ait donné de pauvres résultats. Aussi le Congrès trouva-t-il devant lui un certain nombre de résolutions exigeant une réforme de la composition des Boards.

• Pour la commodité de la discussion, on laissa de côté la revendication d'une représentation trade-unioniste directe au sein des Boards et on se contenta de demander «une plus grande participation ouvrière qui ne pourrait être obtenue qu'en puisant dans les rangs des trade unions». Même ainsi atténuée, la résolution ne plaisait pas au Conseil général. Cependant, comme on savait que la plupart des unions importantes la défendraient, on ne pouvait demander au Congrès de l'écartier; on se contenta de chercher à en affaiblir encore le sens.

Intervenant au nom du Conseil, Sir George Chester déclara que le Conseil l'acceptait, mais que, bien entendu, il ne fallait voir dans ce texte aucune condamnation de l'intégrité ou de la capacité des membres des Boards ni la prétention d'exiger du gouvernement que les nominations soient faites sur une base politique.

Ces hommes du gouvernement sont bien susceptibles quand leur autorité est en jeu. Mais ce sont les ouvriers britanniques, et les unions elles-mêmes, qui paient pour leurs fautes. Cependant, le problème reste posé et les critiques se feront sans cesse plus fermes, les revendications plus pressantes, comme l'ont prouvé les débats du Congrès. L'Union des postiers avait soumis et défendu une proposition demandant de mettre le service des postes sous la direction d'un conseil d'administration dont la moitié des membres seraient des postiers. Elle se heurta à une autre union de postiers, celle des techniciens, qui acceptait la création d'un semblable conseil mais à condition qu'il fût seulement consultatif — ce que le Congrès approuva.

**

Pour justifier son opposition à toute hausse de salaires, sir Stafford Cripps ne trouva d'autre argument que l'insuffisance de la production; chaque ouvrier doit produire davantage pour permettre de rétablir sur des bases à peu près normales une économie ruinée par la guerre; alors, avec une production accrue la hausse des salaires deviendra possible. En jonglant avec les chiffres, il prétendit démontrer que, même en réduisant d'un quart les bénéfices des compagnies, ce qu'on pourrait attribuer aux salaires ne serait qu'un accroissement dérisoire.

Il ne convainquit pas le Congrès car une très forte minorité (2.184.000 contre 5.270.000) s'affirma sur une résolution stipulant que «le présent taux de salaires est insuffisant pour assurer un niveau de vie raisonnable et que, par suite, le Congrès ne peut soutenir une politique qui se propose de stabiliser les salaires à leur niveau actuel».

Le problème ne se pose pas, en effet, en termes aussi simples. Bien que l'Angleterre ne connaisse pas l'analogie des hontes qui caractérisent la IV^e République, que le rationnement soit à peu près le même pour tous, il n'en reste pas moins que l'austérité s'y manifeste sous des degrés différents comme des réunions mondaines, telles les courses d'Ascot, permettent de le constater. Pour demander un nouvel effort à des ouvriers épuisés par six années de guerre, il faut leur apporter autre chose qu'une organisation du travail trop semblable à l'ancienne.

**

Philip Snowden écrivit, en 1923, une anticipation: **If Labour rules.** C'est une, étonnante préfiguration du gouvernement Attlee. Voici quelques citations:

«Si le Labour obtient une majorité, ce sera parce que les électeurs auront cru avec raison que ce seront les éléments raisonnables et modérés du Parti qui contrôleront sa politique.»

«Un gouvernement travailliste désapprouverait ses critiques sur un point vital d'une extrême importance: il ne serait pas un gouvernement de classe.»

«Aucun gouvernement travailliste ne serait jamais uniquement le gouvernement de la classe des travailleurs manuels.»

«On craint, dans certains milieux, qu'un gouvernement travailliste serait simplement un instrument d'exécution des ordres des trade unions. La présente constitution du Parti montre que c'est là une crainte illusoire. Pas à craindre qu'un gouvernement travailliste serait dominé par les intérêts de trade unionistes dont l'horizon politique est borné.»

«Je m'attendrais à ce qu'un gouvernement travailliste erre plutôt dans la direction du conservatisme que dans celle de l'«extrémis-

me »; fidèle à ses principes, il hésiterait à aller trop vite.»

« La législation et l'administration seront orientées vers un remplacement graduel du système capitaliste par l'appropriation publique et le contrôle démocratique des industries et des services essentiels. »

« La simple crainte de la confiscation aurait des effets désastreux. »

Enfin :

« L'épreuve suprême de la nationalisation sera dans son aptitude à découvrir, à encourager, à employer la plus haute capacité technique et directoriale. »

On voit que s'il est possible d'adresser beaucoup de critiques aux dirigeants du Labour Party, on ne peut leur reprocher de manquer d'esprit de suite ni de dissimuler leur programme — ce ne sont pas des vertus courantes.

Mais si le gouvernement Attlee suit exactement le plan que Snowden traçait il y a 25 ans, on peut dire, après ses trois années d'existence, qu'il n'est certainement pas celui que les travailleurs britanniques ont voulu. S'ils lui restent fidèles, c'est sans enthousiasme et seules la présence et les manœuvres des staliniens empêchent la formation d'une gauche authentique capable d'exprimer leur aspirations, de dresser une opposition cohérente contre le bureaucratisme fabien responsable des faillites déjà visibles.

A. ROSMER.

Italie

Après la scission

Les représentants de 600.000 ouvriers catholiques réunis à Rome le 19 septembre, ont décidé de former une nouvelle organisation syndicale en opposition à la Centrale existante (C.G.I.L.), contrôlée par les staliniens. Une petite minorité d'entre eux auraient voulu que l'organisation fût exclusivement catholique. Mais leur proposition fut écartée par 580 voix contre 40. La nouvelle organisation sera « libre », largement ouverte à tous les ouvriers; ses inspirateurs pensent qu'elle pourra être constituée dès octobre.

La C.G.I.L. qui prétendait, il y a deux ans, grouper 7 millions d'ouvriers n'en aurait plus que la moitié — pour autant qu'on puisse chiffrer le fléchissement indéniable de ses effectifs.

Mais on ne verra rien de semblable à ce qui s'est produit en France pour la première fois pendant la guerre et persiste encore aujourd'hui: un rapprochement entre la C.G.T. et les syndicats chrétiens. Les dirigeants syndicaux socialistes de la tendance Saragat, et aussi les républicains, ont décidé de rester à la C.G.I.L. D'après un article d'*Umanità Nova*, les anarchistes auraient une position analogue; ils condamnent la scission, disent qu'on s'y attendait, qu'elle était prévue depuis longtemps; comme par le passé, les syndicats des démocrates chrétiens doivent être considérés comme les pires ennemis: ils sont aux ordres des prêtres et des patrons.

Togliatti est remis de ses blessures tandis que son parti ne l'est pas de sa défaite électorale. On a l'impression d'une certaine débâcle provoquée par l'échec; impression que vient confirmer ce discours de Togliatti où il est dit que deux dangers menacent le parti: l'opportunisme, à droite, et des idées d'insurrection à gauche.

Derrière le rideau

Il est toujours malaisé de savoir exactement ce qui se passe chez les satellites. Le fait que Staline ait invité leurs dirigeants à villégiaturer avec lui indique que tout n'y est pas pour le mieux. Eyi-

demment, il s'agit d'abord de la lutte contre Tito, plus coriace qu'on ne le pensait; mais les purges et exclusions révèlent des difficultés intérieures que Staline veut aider à résoudre en enseignant à ses laquais l'art de liquider les gêneurs.

Le quotidien « syndical » tchèque, *Prace*, signalait récemment l'existence d'un mouvement clandestin, imprimant et distribuant des tracts « illégaux ». Suivaient des extraits de deux de ces tracts. L'un, destiné aux ouvriers, disait: « Ouvriers des usines, des fabriques et des bureaux, vous devez former des groupes de résistance. Pratiquez le sabotage partout et en chaque occasion. Ne craignez pas les menaces du conseil syndical. » Le second s'adressait aux paysans: « Nous vous appelons, paysans. Ne donnez pas votre grain. Pas un épi pour Gottwald. N'ayez pas peur des communistes. »

S'agit-il d'une fabrication? C'est probable, car le rédacteur chargé de raconter l'histoire écrit: « Camarade ouvrier, quand tu grognes parce qu'il y a peu de viande, de graisse et d'autres aliments, quand tu te dis que tu en as assez de ce régime et décides de ne pas aller travailler, souviens-toi alors de ce tract aux paysans leur recommandant de ne pas livrer leur récolte au gouvernement... En même temps, les ennemis de la République s'efforcent d'entraver la production industrielle pour que les paysans ne puissent obtenir les machines dont ils ont grandement besoin. »

Par contre, des tracts certainement authentiques, imprimés en russe, étaient découverts dans le voisinage de deux gares dans la zone russe de Vienne.

**

D'après une correspondance de l'Associated Press (Varsovie, 20 septembre), trois leaders staliniens ont été assassinés dans le village de Starozreby, à l'ouest de Varsovie, par des « bandits fascistes », selon la presse stalinienne. L'un des trois, Stanislaw Vitovski, était le secrétaire du parti chargé de la purge des éléments « droitiers et nationalistes ».

**

Le nouveau ministère finlandais, composé uniquement de socialistes, a décidé, par mesure d'économies, de réduire les forces de police. Il a décidé de supprimer la garde affectée aux bureaux du parti communiste et celle du domicile privé du ministre de l'Intérieur. Les réductions les plus importantes portent sur la police mobile créée par le précédent ministre stalinien, de l'Intérieur; elle comptait 1.400 hommes.

« Citoyens soviétiques » Ceux qui renoncent

J. et S. Alsop donnent des précisions sur le nombre des déserteurs des forces russes d'occupation en Allemagne, passés dans la zone américaine: un peu plus de 13.000 pour les 12 derniers mois, sur lesquels 4.000 sont des officiers comprenant deux généraux, un général de brigade du quartier général du maréchal Sokolowsky. Environ 6.000 appartiennent à l'armée, tandis que les ouvriers et les fonctionnaires civils sont 3.000.

Ils font remarquer que ces chiffres sont certainement au-dessous de la vérité parce que nombre de déserteurs, préférant ignorer les autorités, se fondent dans la population allemande. Et ils ne concernent que la zone américaine. Le nombre de ceux qui passent en zone britannique et en Autriche n'est pas connu mais on peut présumer qu'il porte le total à 25.000.

Ceux qui restent

Deux officiers de l'armée russe d'occupation en Autriche arrivent en retard à la gare d'un village situé dans la zone soviétique. Le train est parti. Alors ils assomment le chef de gare.

A. R.

LIVRES REVUES JOURNAUX

William C. BULLITT : Le Destin du Monde (Self).

Curieux petit livre expliquant la politique extérieure antirusse de l'Amérique, celle où elle tend et vers où la poussent des hommes comme l'auteur. Bullitt fut pourtant en 1919 l'un des premiers hommes politiques américains à comprendre la Révolution russe et à vouloir l'aider. C'est pour cela peut-être qu'il en est venu au point où il en est.

Il pense aujourd'hui que Staline comme Hitler ne s'arrêtera jamais, qu'il faudra l'arrêter.

Par réaction toujours, l'esprit bourgeois l'a ressaisi. Il identifie le communisme avec Staline et le régime russe, comme s'ils avaient encore quelque chose de commun. De ce fait, son antirusisme se double d'un sentiment de défense bourgeoise.

Bullitt enregistre la faillite de la politique du président Roosevelt, de son « grand rêve » basé sur une idée pourtant juste : le besoin de paix de l'Union Soviétique. La politique de la séduction, portée aux concessions incessantes, même au manquement à la parole donnée comme pour la Pologne, s'est heurtée à la duplicité et à la férocité de Staline. Si bien que Truman a hérité d'une politique étrangère en faillite.

« Le président Roosevelt avait misé sur sa force de persuasion envers Staline et cru qu'il pourrait faire renoncer celui-ci à imposer au monde la dictature communiste pour établir à la place une fédération mondiale d'Etats indépendants. Roosevelt avait perdu. Staline n'avait pas dévié d'un pouce de sa doctrine et se hâtait d'annexer de vastes portions de l'Europe et de l'Asie, en vue de conquêtes futures.

» De plus, la création de l'Organisation des Nations Unies reposait sur le postulat que l'Union Soviétique, la Grande-Bretagne, la Chine, la France et les Etats-Unis n'essayeraient jamais d'imposer leur loi à des peuples indépendants et que l'on pouvait, par conséquent, leur donner un droit de veto absolu au sein de l'Assemblée. Or l'O.N.U., telle qu'elle était sortie des conventions de San-Francisco, était impuissante contre tout manquement de l'un des Cinq Grands : un bandit parmi les grandes puissances pouvait empêcher lui-même que l'on mit la police à ses trousses. Il était donc possible à l'U.R.S.S. dans l'O.N.U. ainsi conçue, non seulement de s'emparer définitivement de pays européens jadis indépendants sur lesquels elle avait déjà établi son contrôle, mais encore de mettre la main sur de nouvelles régions — et l'U.R.S.S. avait déjà l'œil sur l'Iran, la Turquie et la Mandchourie.

» Dès l'automne de 1945, il était aisé de voir — sauf pour ceux qui ne voulaient rien voir — que l'U.R.S.S. avait pris la place de l'Allemagne en tant que citadelle de l'impérialisme totalitaire, et que la politique étrangère des Etats-Unis s'était bercée d'illusions. Le peuple américain avait rêvé d'une paix universelle, il se débattait maintenant dans le cauchemar de la bombe atomique. »

D'où un retournement de la politique américaine. Les Etats-Unis reprennent des mains de l'Angleterre la règle que la puissance de l'Europe ne doit pas être concentrée entre les mains d'une seule nation conquérante, hier la France de Napoléon, l'Allemagne de Guillaume II ou d'Hitler, aujourd'hui la Russie de Staline.

Au nombre de ses intérêts vitaux, stipulés en trois doctrines élémentaires, l'Amérique comprend, à côté de la doctrine de Monroe et de la doctrine de la « porte ouverte » en Chine, la doctrine de l'Atlantique : « La possession des côtes atlantiques d'Europe et d'Afrique, des îles de l'Atlantique — mer du Nord, Manche et détroit de Gibraltar — par une puissance pouvant devenir hostile aux Etats-Unis constituerait un grave danger pour la paix et la sécurité des Etats-Unis. »

Bullitt voit exactement la situation d'ensemble et le drame qui en découle : « Si nous ne réussissons

pas à abolir la guerre, c'est toute l'humanité qui sera abolie. » Mais l'humanité n'en a guère conscience. Elle se laisse aveuglément pousser vers la guerre.

Deux erreurs d'optique peuvent être reprochées à Bullitt. Erreurs graves, car elles expliquent fausement la situation. Il voit la Russie de 1948 comme une dictature totalitaire dont le but serait d'établir par la force le communisme sur la terre, alors qu'elle ne vise à rien d'autre qu'à établir la domination slave, à assurer la revanche de la vieille Russie. Le communisme, elle ne l'a pas réalisé chez elle, elle se moque de le réaliser sur toute la terre. Elle l'utilise, elle l'exploite pour ses propres fins impérialistes. Elle en souille l'idée la faisant confondre avec un retour à l'esclavage.

Bullitt constate que depuis plus de trente ans le niveau moral de l'humanité baisse sans arrêt. Pour le relever, il compte sur la collaboration de l'Eglise et de l'Etat.

Une telle affirmation illustre par elle-même combien cette baisse est réelle. Toute une génération, il y a trente ans et plus, attribuait justement à l'Eglise, à l'Etat, au régime capitaliste cette baisse déjà frappante. Selon elle, depuis des siècles, l'Eglise n'avait plus rien de chrétien ; l'Etat se préoccupait principalement de la guerre et de sa préparation ; le régime capitaliste avait conféré à l'argent la vertu suprême. De là découlait cette baisse du niveau moral, du niveau intellectuel, du niveau humain. Pour elle, seul le socialisme pouvait faire remonter la pente à l'humanité. La guerre est venue, les deux guerres ont précipité cette descente. Après la première guerre, le socialisme, qui s'était dressé contre la guerre à Zimmerwald, avait tenté un vaste effort avec la Révolution russe. Cet effort est retombé. Il s'est même retourné contre lui-même. Après la deuxième, à la veille de la troisième, lui seul reste un espoir. Fragile, cet espoir ? Peut-être, mais on sait qu'il est vain de compter sur autre chose. — P. M.

HISTOIRE DE LA GUERRE (1939-1945) Tome II, par J. Galtier-Boissière et Ch. Alexandre. — (Editions « Le Crapouillot »)

Le deuxième tome de l'Histoire de la Guerre, de J. Galtier-Boissière et Ch. Alexandre, vient de sortir. Il est consacré à la courte période — qui fut décisive — de l'invasion de la Belgique à l'armistice de 1940. « Il est plus difficile de faire l'Histoire que de l'enseigner... » me disait mélancoliquement un professeur, alors que nous nous trainions, défaillants et ahuris, dans l'in vraisemblable chaos d'un des premiers camps de prisonniers. Il n'est peut-être pas facile de revivre cette histoire alors qu'on la retrouve, riche de documents qui l'éclairent dans ce numéro du *Crapouillot*. A cette époque, nos impressions, nos sentiments, nos réactions nous éloignaient moins — malgré une légitime passion — de la justice objective que les opinions imposées par le conformisme politique dominant depuis la Libération.

Il est bon que cette Histoire de la Guerre paraisse en plusieurs tomes. Nous pouvons ainsi méditer sur l'armistice, sans penser au régime Pétain, à la collaboration, à la Résistance, ...sans chercher à excuser Vichy ou à légitimer Londres et Alger.

Passons même rapidement sur « les légendes » dissipées par Galtier-Boissière et Alexandre : qu'il s'agisse de la « trahison » de Léopold III ou du général Corap, du rôle de la cinquième colonne, (sur l'origine de ce terme employé pour la première fois par le fameux général Mola, lors de l'assaut franquiste contre Madrid, les auteurs donnent à M. Reynaud une savoureuse leçon d'information historique) ; du rôle des communistes (on lira avec intérêt un article de Léon Nicole, porte-plume stalinien flétrissant l'acte d'indiscipline du général de Gaulle) ; des tractations des stalinien avec les autorités allemandes. (On trouvera la photographie du procès-verbal de l'interrogatoire de Mme Ginollin que les lecteurs de la R.P. connaissent), de l'affaire du « Massilia ».

N'insistons pas sur les pitoyables débats entre politiques et militaires (ceux-ci encore plus politiques que ceux-là) sur le moyen d'en sortir — en dégageant sa responsabilité personnelle, « en se couvrant » devant l'Histoire — querelles de rhéteurs byzantins pour désigner l'irréversible d'un terme qui engage

soit l'un, soit l'autre des pouvoirs engagés (gouvernement ou état-major).

Ce qui est essentiel, ce sont les conclusions des auteurs. Sans doute énumèrent-ils les causes de la défaite, de l'écroulement de 1940 : les erreurs de doctrine, la carence du haut commandement, la préparation militaire et morale des Allemands, le défaitisme français (les gendarmes, fuyant les premiers vers l'arrière ne purent cette fois pousser à la fuite vers l'avant), la supériorité de la tactique allemande (à noter que tel Napoléon, Hitler a triomphé par son intuition et son ignorance, en s'opposant à la scientifique prudence de ses généraux), la déficience anglaise.

Deux affirmations ne me paraissent pas contestables. C'est d'abord que si l'armistice n'avait pas été signé, si le gouvernement et les débris des armées s'étaient réfugiés en Afrique du Nord, le débarquement anglo-américain de novembre 1942 n'aurait pas été possible.

C'est ensuite que si les éléments énumérés ci-dessus avaient été favorables, si la guerre avait été plus intelligemment préparée du côté français, la balance des forces humaines et industrielles aurait cependant penché du côté allemand. Pas de victoire en 1940, mais dans le meilleur des cas, une résistance militaire qui aurait coûté fort cher et aurait abouti à l'extermination d'une grande partie du peuple combattant.

Un ancien de l'autre grande guerre me citait de cette apostrophe : « En 1918, nous avions plus de 1.500.000 morts et à peine 100.000 prisonniers. Et ce fut la victoire ! En 1940, le rapport est renversé : à peine 100.000 morts et plus de 1.500.000 prisonniers ».

Ceux qui figurent dans le deuxième terme et sont revenus vivants ont seuls le droit d'appréciation, en cette affaire. — R. H.

RECHERCHE COMMUNAUTAIRE. — Principes et Réalités des « Communautés de travail ». Nouvelles Cellules sociales. (Communauté, 43, rue Mouffetard, Paris-V. — 100 francs).

L'existence des communautés, appelées souvent Communautés Barbu du nom du fondateur de la première d'entre elles, n'est probablement pas une nouveauté pour la plupart des lecteurs de la R.P. Ils ont eu déjà l'occasion, sans doute, d'en discuter les principes et les réalisations. Il m'est arrivé d'écrire ici même qu'elles méritaient toute notre attention. Après la lecture de la petite brochure éditée par « l'Entente communautaire », je crois pouvoir dire qu'elles valent plus que cela : notre intérêt, notre sympathie et, éventuellement, notre participation et notre dévouement.

Nous pouvons d'autant plus leur accorder tout cela que rien n'est moins dogmatique que l'exposé de ces principes. Voilà des travailleurs libres qui recherchent sincèrement et tenacement une nouvelle forme d'émancipation sociale ; leur foi solide se double d'une rare modestie. Les réserves que nous pouvons faire — que nous devons faire — sur certains de leurs principes qui heurtent nos habitudes de pensée et qui dérogent à la tradition des révolutionnaires (car les révolutionnaires sont traditionalistes !), nous les faisons moins par souci d'opposition que dans le désir que soient emportés nos scrupules. Et puis, comme ils nous y convient eux-mêmes, il nous reste à faire mieux qu'eux !

La législation actuelle ne leur ayant rien offert, de mieux, les communautés ont adopté le statut des coopératives ouvrières de production (cela fait partie de ce qu'elles appellent « forcer la loi ») ; mais je crois qu'elles sont autre chose. Les communautaires donnent en effet au mot « travail » un sens inhabituel qui embrasse, non seulement la production d'objets, mais « la production d'hommes », qui unit les ouvriers dans l'entreprise et autour d'elle sur la base d'une éthique minimum commune dominée par la tolérance et la compréhension mutuelle.

Les problèmes, les initiatives, les expériences des premières communautés sont clairement expliqués dans cette brochure : rémunération du travail du double point de vue de la valeur professionnelle et

de la valeur humaine, suppression de l'épargne individuelle et son remplacement par une épargne collective, « contre-effort », association de la femme et des enfants à la vie multiple de la communauté, libération des heures de travail pour la culture personnelle, désignation des chefs, tribunal de communauté, règle de l'unanimité, essai d'un stade supérieur de coordination des communautés existantes : la cité communautaire (c'est à cette besogne qu'est attelé maintenant Marcel Barbu qui a quitté la communauté de Valence qui portait son nom et qui est devenue communauté « Boimondau » Boitiers de Montors du Dauphiné). Cette énumération, d'ailleurs très incomplète, ne donne qu'une faible idée des questions, parfois étonnantes et déroutantes, toujours passionnantes, soulevées par l'expérience ouvrière et humaine des communautés. Discuter, soulever des objections, critiquer : sans doute ; mais rester indifférents n'est pas possible.

Dans le préambule de leur brochure, les camarades communautaires revendiquent le titre de « révolutionnaires ». Il ne fait pas de doute qu'ils le méritent autant et plus que beaucoup d'autres.

Comme ils savent à quelle sauce on met souvent le mot « révolution », ils affirment leur solidarité de classe et leur liaison avec le mouvement ouvrier. Qu'est-ce que je disais qu'ils rompaient avec la tradition de ce mouvement ? Ils la rejoignent au contraire à sa source pure ; ils donnent un sens concret, vivant, émouvant au mot d'ordre des premiers combattants de l'Internationale ouvrière : « l'usine aux ouvriers ». — R. Guilloré.

Joseph Hours : PETITE HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (Editions ouvrières).

Une vue d'ensemble du mouvement ouvrier est toujours précieuse. Mais combien difficile ! Dans un tel survol, Joseph Hours, écrivain chrétien, n'a pas manqué d'apercevoir les manifestations de l'action ouvrière catholique. Il a moins bien saisi la montée du mouvement ouvrier réel. La reconnaissance du droit de grève n'a pas été un cadeau généreux de Napoléon III, mais la consécration d'une conquête longue et pénible. De même la loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats de 1884 n'a fait que légaliser une situation contre laquelle les gouvernements ne pouvaient décidément plus rien.

Joseph Hours s'est beaucoup plus mépris encore sur un passé récent. Ce catholique est plein de mansuétude pour le pacte germano-russe d'août 1939. Il va même jusqu'à dire qu'une singulière conjonction s'établit en 1938 — non pas-entre Hitler et Staline, et entre hitlériens et stalinien — mais entre syndicalistes, anarchistes, pacifistes se rattachant plus ou moins au proudhonisme et les partisans français de l'alliance fasciste Rome-Berlin. Où a-t-il vu jouer ça ? Le rôle de ces pacifistes était assez clair cependant. Lutter pour la paix en 38 et 39 répondait à cet axiome légitime : tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir, tant que la paix résiste il y a chance de conjurer la guerre.

Notre auteur serait-il un de ces chrétiens progressistes en admiration devant le Gengis Khan de notre époque ? On voudrait bien alors savoir ce que signifient pour lui le progrès et le christianisme. Le plus amusant serait que nous ayons affaire non à quelque naïf mais à un capucin stalinisé ou bien à un stalinien affublé d'une soutane. — P. M.

J. Koruza : PREMIERES CLARTES SUR LA TITO-SLAVIE (« Esprit », septembre 1948).

Dix pages intéressantes, par quelqu'un qui connaît le pays et la question. Koruza n'a pas la prétention d'apporter une interprétation définitive.

Selon lui, « tout est possible a priori, y compris un gigantesque bluff, destiné à masquer une opération de mise en place de divisions de l'armée rouge. »

Cette réserve importante faite, Koruza analyse les faits et conclut ainsi : « Tout le problème yougoslave est, finalement, celui de l'action marxiste entre des ordres lointains stratégiques et politiques et des réalités immédiates économiques et nationales. »

Conclusion difficile à accepter. Il y a beau temps que l'action marxiste ne commande plus les actes et les ambitions de Moscou. Le socialisme a été balayé par l'impérialisme slave. Il ne reste plus que l'exploitation stratégique du socialisme dans le monde entier au bénéfice du totalitarisme russe. — P. M.

La renaissance du syndicalisme

Rassemblement des Autonomes

Lacaze, dans son article : « Défense de l'autonomie », paru dans la R.P. de mars dernier, avait ouvert de larges perspectives au mouvement syndical autonome. Le regroupement des forces autonomes s'est opéré beaucoup plus lentement qu'il ne le prévoyait à l'époque. Toutefois, nul ne niera l'importance de ce mouvement dont l'ampleur s'est tout d'abord manifestée au cours des mois de mars, d'avril et de mai, dans les milieux de fonctionnaires et, plus particulièrement ensuite sous l'égide du Syndicat autonome des travailleurs métallurgistes de la région parisienne et de son secrétaire général, notre camarade Racine. À partir du mois de juin, les contacts se sont multipliés entre organisations autonomes, ces contacts ont été féconds puisqu'ils ont abouti à la constitution d'un Comité de Coordination des Syndicats autonomes. — J. ISSERT.

En l'état actuel de la question, notre propos n'est pas d'évaluer l'importance numérique du syndicalisme autonome, mais de montrer le visage d'un tel Syndicalisme dans une organisation que nous connaissons bien, de dire ensuite, les efforts des militants de différentes organisations autonomes en faveur du regroupement des syndicats indépendants d'une part, de la réunification du monde syndical, d'autre part.

Nous fûmes un certain nombre de militants dans le Syndicat national du Contrôle et des Enquêtes économiques, à lutter, voici déjà bien des mois contre les déviations politiques du syndicalisme. Nous avions montré combien ces déformations étaient devenues inévitables dès lors qu'un lourd appareil de fonctionnaires syndicaux avait pu être mis en place dans la C.G.T., car il avait suffi à un parti de placer ses hommes dans cet appareil pour commander désormais tous les gestes de la grande Centrale syndicale. Ce parti était arrivé à ses fins entre les accords du Perreux (1943) et la libération de notre territoire.

Les circonstances ont incontestablement servi les entreprises du P.C.F. dont les militants, entrés avec quelque retard dans la Résistance, s'y vouèrent ensuite corps et âme. Il était donc facile à ce parti de remplir avec ses militants, les cadres clandestins de la C.G.T. réunifiée. Il s'agissait ensuite pour lui de maintenir, à la Libération les avantages acquis. Il y réussit très remarquablement :

1° — en dénigrant systématiquement des syndicalistes sincères qui, en tant que tels, avaient toujours montré des convictions et des attitudes pacifistes ; ainsi au nom de la Résistance et d'une soi-disant épuration syndicale, le P.C.F. se débarrassa-t-il des gêneurs (Mathé, Fronty, Hagnauer et combien d'autres).

2° — en apportant au sein des assemblées générales syndicales (surtout à la fin de 1944 et en 1945), le point de vue du P.C.F. sur les problèmes politiques, économiques et sociaux, tant et si bien, que les non-communistes, les uns par dégoût, les autres par peur, s'abstinrent de venir aux réunions.

Il ne convient pas d'insister ici sur les multiples raisons qui poussent un parti de gauche (surtout lorsqu'il est totalitaire) à empêcher le développement d'un syndicalisme indépendant. Ces raisons sont amplement expliquées par l'existence des Chartes syndicales d'Amiens (1906) et de Marseille (1908) ainsi que par l'histoire du syndicalisme durant la période 1890-1914, mais il est bon de dire combien les entreprises d'un parti contre le syndicalisme sont servies par un appareil administratif syndical bien adapté.

Nous avons montré cela à nos camarades pendant des mois et nous l'avons exposé à la tribune de notre congrès (26, 27 et 28 avril 1948).

Nous avons également montré ce danger de fonctionnarisme syndical chez les réformistes de F.O., nous l'avons dénoncé, parmi d'autres griefs, sachant bien « qu'une fraction importante de la classe ouvrière témoignait d'une grande réticence à l'égard de l'orientation et de la structure de la C.G.T.-F.O. Nous l'avons fait avec certitude à nos assises, ces dernières s'étant déroulées postérieurement au congrès constitutif F.O.

À la double menace, de la tutelle d'un parti et d'un appareil syndical fonctionnarisé, les deux dangers s'épaulant d'ailleurs remarquablement, nous avons montré, toujours inlassablement, depuis des mois et particulièrement au moment de la scission F.O., le vrai visage du syndicalisme qui doit être autonome par rapport aux partis, aux sectes philosophiques ou confessionnelles et aux gouvernements.

Ce long et patient travail d'information et d'éducation de la base a porté ses fruits, puisque l'autonomie l'a emporté, à notre congrès, par 1.150 mandats contre : 420 aux partisans du maintien de l'affiliation à la C.G.T. et 94 aux adeptes de F.O.

La scission ainsi évitée dans notre organisation de base, le congrès prit, à l'unanimité, la motion d'orientation suivante :

« Le congrès du Syndicat national du Contrôle et des Enquêtes économiques, dans sa séance de clôture du 28 avril 1948, inquiet des attaques anti-ouvrières, soucieux d'autre part, de lutter selon les principes essentiels du Syndicalisme,

« MANDATE ses responsables de la C.A.P. et du Bureau syndical pour mettre tout en œuvre en vue de la réunification fédérale selon les conditions de la démocratie syndicale et, pour prendre à cet effet, tous les contacts nécessaires avec les Confédérations existantes et les organisations autonomes de salariés,

« PENSE que ces contacts doivent être établis sur la base des mots d'ordre d'action immédiate, savoir :

- Revalorisation du minimum vital,
- Revalorisation de la fonction publique,
- Garanties du standing de la vie des travailleurs,
- Contrôle syndical sur la production et la répartition,
- Lutte contre les intermédiaires par le développement du mouvement coopératif. »

Sur les bases de cette motion d'orientation, les responsables de notre nouvelle organisation autonome se mirent aussitôt en campagne. Une lettre fut adressée, en l'objet, aux quatre centrales syndicales existantes, seule la C.N.T. répondit à notre invitation et engagea des pourparlers avec nous. Mais, si nous n'avons pas eu, comme prévu d'ailleurs, l'oreille des états-majors permanents, un immense travail de détection et de regroupement s'offrit à nous en ce qui concerne les organisations autonomes, travail qui devait, dans l'ensemble, nous procurer bon nombre de satisfactions.

Des contacts furent pris, sur le plan régional, avec Aigueperse, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (sans grand succès d'ailleurs), plus fructueux par contre, avec les Syndicats autonomes de la Production industrielle, des Officiers des Eaux et Forêts et des Inspecteurs du Travail. Puis, dès le début du mois de juin, unissant nos efforts à ceux très méritoires de Racine, secrétaire général du syndicat autonome des Mé-

taux, et d'une vingtaine d'autres organisations (fonctionnaires et ouvriers), nous continuâmes, sur le plan national cette fois, à détecter et à regrouper les syndicats isolés dans de nombreux départements. Dans la deuxième quinzaine de juin, le principe d'un Comité de Coordination fut admis. Sa réalisation ne tarda guère puisqu'il fut officiellement constitué le 25 juin 1948. Racine en assume provisoirement le secrétariat général, depuis cette date).

Un programme revendicatif fut établi et diffusé, un manifeste (1) fut rédigé afin de signaler au monde des salariés et, plus particulièrement aux organisations autonomes non encore rattachées, l'existence du Comité, de le situer du point de vue syndical et économique, par rapport aux autres Centrales syndicales.

Le Regroupement des syndicats épars dans toute la France, s'effectue normalement, les organisations autonomes qui préférèrent l'isolement à la subordination et au réformisme, se rendent parfaitement compte qu'elles ne peuvent obtenir l'efficacité qui leur manque dans l'action syndicale que dans un regroupement général de leurs effectifs. Le rythme satisfaisant avec lequel se poursuit ce regroupement apporte désormais la preuve indubitable que si la politique divise, seul le syndicalisme unit.

**

C'est avec une extrême attention que nous avons lu le « Manifeste aux Travailleurs » lancé, à la fin du mois de mai, par quelques Unions Départementales F.O. ou C.N.T. de l'Ouest de la France.

Ainsi se dessinait un projet de rassemblement de tous les syndicalistes purs, en dehors des appareils administratifs, en dehors des « maires de palais syndicaux ».

Le thème de l'autonomie réapparaissait, sous une autre forme, comme le lien entre toutes les minorités syndicalistes révolutionnaires confédérées ou non.

Des contacts furent pris entre les éléments qui devaient constituer le Comité de Coordination et les signataires de la déclaration d'Angers. Une entrevue eut lieu au 129, Bd Saint-Germain, courant juin; après un large échange de vues aucun accord ne fut conclu, bien qu'aucun obstacle majeur ne semblât séparer les deux mouvements.

Le Comité de Coordination considère, pour sa part, que le rassemblement des véritables syndicalistes est une tâche noble en soi, qui doit être menée avec le concours de tous les éléments sains du syndicalisme, sans que l'un ou l'autre mouvement ait à revendiquer la paternité du regroupement en arguant de titres de noblesse syndicaux.

L'intérêt supérieur du syndicalisme commande de promouvoir le rassemblement le plus large possible, dans une maison confédérale habitable pour tous, et nous ne pensons pas, pour notre part, que les militants qui sont à l'origine de ce regroupement puissent se permettre de jeter des exclusives pour des questions de détail.

Le monde syndical est à l'heure actuelle suffisamment divisé; éviter, à tout prix, l'éparpillement des meilleurs militants syndicalistes doit être un souci constant pour les camarades qui participent aux efforts de deux mouvements tendant vers un but commun: la renaissance du syndicalisme.

Les signataires de la déclaration d'Angers et les responsables du Comité de Coordination des syndicats autonomes, qui se sont, tous les deux, nettement prononcés pour un syndicalisme indépendant et gestionnaire, doivent se joindre, adopter une attitude commune. Ce faisant, ils ne manqueront pas d'éviter tout ce qui pourrait diviser afin de ne mettre en avant que des idées maîtresses, susceptibles de rassembler, de populariser ensuite leur position. Ainsi sera acquis, dans le seul domaine du syndicalisme révolutionnaire et, par delà les limites étroites des différentes centrales, le regroupement général de tous les véritables syndicalistes.

C'est une tâche immense pour laquelle il n'est pas trop de militants enthousiastes qui ne veuillent considérer que l'avenir du syndicalisme et qui ne

consentent à tout mettre en œuvre pour contribuer par leur dynamisme et leur ardeur à la reconstitution de l'unité syndicale sur des bases véritablement démocratiques et selon les principes essentiels du syndicalisme.

**

Une Conférence nationale organisée par le Comité de Coordination des syndicats autonomes, et ouverte à toutes les minorités confédérales, doit avoir lieu à Paris dans la première quinzaine de novembre 1948. Que les chances qu'elle offrira en faveur du syndicalisme ne soient pas gâchées. Que chacun fasse abstraction, dans de tels moments, d'une personnalité jalouse. En d'autres termes, la pire des choses serait de voir, à cette conférence nationale, des chefs de chapelles syndicalo-littéraires se dresser les uns contre les autres, pour je ne sais quelle paternité. Le syndicalisme est action, il est pragmatisme et non littérature ou tréteaux de théâtre.

Faire masse pour sauver le syndicalisme, sa vie, ses constantes et nécessaires constructions dans le moment où il perd sa substance, voilà le but et rien d'autre.

J. ISSERT et G. LACARCE.

La grève des mineurs

La grève des mineurs continue cependant que nous bouclons notre numéro. Nous espérons avoir la possibilité de décrire ce mouvement dans la prochaine R.P. Contentons-nous pour cette fois, de noter quelques précisions intéressantes, communiquées le 10 octobre par un de nos amis, militant du syndical F.O. des mineurs du Pas-de-Calais.

La grève de deux heures du vendredi 24 septembre a réussi totalement, mais la C.G.T.-F.O. qui en était l'instigatrice n'a pas su garder la direction du mouvement et s'est laissée, une fois de plus, déborder par la C.G.T. stalinienne.

Les militants de base cégétistes des fosses de Courrières ont bien convoqué une réunion intersyndicale, le 27 septembre, mais dans de telles conditions qu'il était impossible d'avertir les adhérents F.O. On y a présenté avec les revendications connues, la nécessité d'un « gouvernement démocratique » (! ?). A la proposition d'une grève illimitée des mineurs seuls, j'ai protesté et l'on m'a répondu que les autres corporations suivraient le mouvement.

Mais les bulletins de vote étaient déjà distribués. Dans ma fosse — la plus importante du bassin — le vote a donné 1.100 voix pour la grève, 200 contre et plus de 1.000 abstentions.

Au congrès F.O. du 3 octobre, le secrétaire général souligna les variations communistes, à propos des décrets Lacoste.

Ceux-ci prévoient une diminution de 10 % des effectifs. Or, à une réunion du Conseil d'Administration des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, **Parent**, trésorier du syndicat C.G.T. a demandé une réduction de 30 % du personnel administratif. **Delfosse** affirmait que l'on pouvait aller jusqu'à 50 %.

Au sujet de la lutte contre « l'absentéisme », on rappela un discours de **Lecœur** demandant que l'on sévise contre les « paresseux », les « désorganisés », les « jaunes qui se refusent à faire leur devoir de Français, en ne participant pas à l'effort de production »...

Les communistes protestent, parce qu'on enlève aux caisses de secours, le service des accidents du travail. Et pour cause. Depuis que notre caisse a cette charge, le nombre d'employés est passé de 15 à 120... et l'on devine à quelle tendance appartiennent ceux qui ont été embauchés à cette occasion.

J'ai pris la parole à ce congrès pour dire que F.O. avait encore « manqué le coche » — qu'il fallait maintenant subir la grève. Le congrès m'a suivi et quoi que l'on ait dit à la radio, a affirmé tout en marquant son désaccord sur les conditions du mouvement et sur certaines revendications de la C.G.T., que les adhérents F.O. devaient faire grève. Ici la situation est normale. Pas d'incidents jusqu'à présent. Le nécessaire pour les fours à coke doit être fait, sans intervention des troupes.

(1) Voir n° de septembre de la « R.P. »

Le Carnet du "Civilisé"

DIRIGISME ET ACTION SYNDICALE

Du C.C.N. de Force Ouvrière, se dégage une première impression.

Il semble que, malgré les votes et le manque de déclarations nettes, la majorité des militants reste dirigiste.

Beaucoup ont la nostalgie d'une expérience qui, à leur avis, n'a pas été menée par la carence des hommes.

Même ceux qui admettent la liberté des salaires éprouvent des difficultés à sortir du cadre dans lequel ils se meuvent ; les séquelles du dirigisme sont importantes et lors de la discussion sur la suppression de la législation de guerre, apparut une différence essentielle dans la conception du syndicalisme.

Une tendance importante attend encore de l'Etat qu'il défende le salarié dans la plupart des difficultés inhérentes à sa condition ; cette tendance n'aperçoit pas à son sens que la fixation des salaires confère un rôle économique à l'Etat, alors que la fixation d'un salaire minimum ne lui conférerait qu'un rôle social, le seul où il puisse encore facilement contrôler et imposer sa volonté aux patrons dans le sens de la protection de l'ouvrier.

Le rôle économique que joue l'Etat est préjudiciable aux intérêts ouvriers : dans le cas de conjoncture favorable il empêche le salarié d'en profiter ; en période de hausse de prix il interdit au travailleur de se défendre.

Dans un désir louable de protection des « moins bien placés pour lutter » on laisse aux mains des hommes politiques une arme qui les encourage dans leur paresse et dans leur vice d'impuissance congénitale.

La vérité c'est que l'idée est maintenant ancrée qu'il convient d'obtenir et de réclamer de l'Etat ce qu'on est incapable d'obtenir par la lutte.

Bien sûr qu'il y a des risques de chômage, bien sûr qu'il y aura des licenciements, bien sûr que les luttes seront difficiles ; mais attendre une amélioration du sort des ouvriers, d'une démarche d'un secrétaire fédéral (bien des syndiqués arrivent maintenant à confondre la direction syndicale et les pouvoirs publics) ou d'un arrêté ministériel (même M. Daniel Mayer *regnante*) me paraît être un contresens syndical.

Avec chaque fois, une période de lutte plus ou moins confuse pour décider ces messieurs du gouvernement.

« Les 7 francs horaires sont-ils encourageants ? »

Mais pourquoi se lamenter, puisque le C.C.N. a décidé le retour à la liberté des salaires ?

Je fais des vœux pour que mes craintes ne soient pas fondées ; mais je ne suis pas encore persuadé qu'on s'accrochera pour aboutir, comme il le faudrait ; il y a encore beaucoup trop de réticences..., même dans nos rangs.

PLUS D'ILLUSIONS SUR LA F.S.M.

Une position particulièrement marquée aurait pu être prise par le C.C.N. contre la F.S.M.

Il n'en a pas été ainsi car deux fautes ont été commises : la première par nos camarades s'intitulant « minoritaires » quand ils ont traité cette question avec le problème économique ; nous étions quelques-uns à penser qu'un débat — très court certes — mais un débat spécial, devait s'engager sur la situation internationale.

La deuxième par des militants comme Mourguès et moi qui n'ont pas eu le réflexe au moment du vote, non pas de se prononcer sur la disjonction (ce qui a

entraîné une grande confusion) mais bel et bien d'exiger un *vote particulier*.

Qu'importe, personne ne se fait plus d'illusion.

Et le comique aurait été que le Bureau Exécutif de la F.S.M., acceptât l'adhésion de « Force Ouvrière » alors qu'elle n'est plus souhaitée, même par ceux qui l'ont défendue.

UN PIEGE EVITE

Heureusement que les internationaux ne sont pas des plaisantins. Sept mois après la formation de la Centrale F.O., la « nouvelle » et fort ancienne tactique réapparaît.

Je relève avec satisfaction que nos camarades, dans l'ensemble, ont parfaitement tenu le coup.

Le manque provisoire de cadres, les menaces et enveloppements pouvaient, à juste titre soulever de sérieuses inquiétudes.

Surtout quand on y ajoute le crétinisme gouvernemental.

Eh bien ! presque partout les syndicats F.O. ont maintenu leur position ; ils n'ont pas cédé sur leurs principes : la C.G.T. n'a pas pu les entraîner selon ses désirs.

Oui, je sais bien, il y a quelques exceptions... et ce qu'en dit la grande presse.

Celle-ci a montré qu'elle ne comprenait pas grand-chose. Certains sont arrivés à voir l'unité d'action comme une catastrophe ; oui, si les dirigeants de syndicats ne sont pas courageux et se laissent entortiller ; non, s'ils affirment leurs principes et rappellent sans cesse et avec force les *raisons impérieuses* de la cassure.

Qu'on réfléchisse à la situation actuelle si l'unité organique existait encore.

Dans les moments difficiles que nous vivons, la force de résistance des cadres F.O., numériquement faibles, est de bon augure ; qu'on rapproche un peu cette attitude... de celle de nombreuses organisations C.F.T.C.

Quant aux syndicats de fonctionnaires, leur structure nationale n'est guère favorable au doucereux Benoit ; aussi son échec est-il total.

Cet échec sera double.

Fonctionnaires et postiers sont sur le point de conclure une unité organique : *ce sera l'événement syndical du mois.*

Roger LAPEYRE.

DANS LA LOIRE

Des militants syndicalistes de la Loire, amis de la « Révolution prolétarienne », ont pris l'initiative de constituer des cercles d'études syndicalistes.

Au centre, un cercle d'études départemental, qui chaque mois organise une réunion de militants où sont exposés et discutés les grands problèmes qui se posent au mouvement ouvrier ; dans les petits centres, des cercles d'études locaux où sont organisés des cours d'économie politique, d'histoire du mouvement ouvrier, de géographie économique, de législation sociale, de français...

La première réunion aura lieu à Saint-Etienne, le dimanche 24 octobre, à 9 h. 30 précises, R. Hagnauer y traitera le sujet suivant : Le syndicalisme a-t-il fait faillite ?

Les abonnés de la R.P. y sont cordialement invités, ainsi que tous les syndicalistes restés attachés aux principes du syndicalisme révolutionnaire : lutte de classes, indépendance, internationalisme.

Pour tous renseignements écrire à Franc, école communale de Lorette (Loire).

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 3 SEPTEMBRE. — A Prague, mort d'Edouard Benès.

DIMANCHE 5 SEPTEMBRE. — Constitution du cabinet Schuman.

Ouverture à Margate du 80^e Congrès annuel des Trade Unions.

A Varsovie, le secrétaire général du parti communiste est relevé de ses fonctions et remplacé par M. Bierut, président de la République.

LUNDI 6 SEPTEMBRE. — Le gouvernement français accorde aux salariés une prime de 2.500 francs.

MARDI 7 SEPTEMBRE. — Démission du cabinet Schuman, mis en minorité à l'Assemblée nationale par 295 voix contre 289.

JEUDI 9 SEPTEMBRE. — Manifestation à Berlin, au cours de laquelle les soldats russes tirent sur la foule.

VENDREDI 10. — M. Queuille est investi par l'Assemblée nationale par 351 voix contre 196.

LUNDI 13 SEPTEMBRE. — Reprise à Tananarive du procès malgache.

Les troupes indiennes pénètrent dans l'Etat de Hyderabad.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE. — Le prix du pain est porté à 35 fr. le kg. Echauffourée boulevard Haussmann (40 blessés).

VENDREDI 17 SEPTEMBRE. — Assassinat à Jérusalem du comte Bernadotte et du colonel Serot.

SAMEDI 18 SEPTEMBRE. — Bagarres à Grenoble entre gaullistes et adversaires (1 tué, 14 blessés).

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE. — Vote du projet fiscal à l'Assemblée nationale par 291 voix contre 251.

En Suède, élections générales : maintien socialiste, recul communiste, avance libérale.

MARDI 21 SEPTEMBRE. — Ouverture à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies.

VENDREDI 24 SEPTEMBRE. — Grève d'avertissement de 24 heures du Métropolitain de Paris.

Grève d'avertissement de 16 h. à 18 h. sur l'initiative des trois centrales syndicales.

Le gouvernement français décide une série de mesures qui doivent aboutir à une augmentation nette des salaires de 15 p. 100, à compter du 1er septembre.

SAMEDI 25 SEPTEMBRE. — Au nom de l'U.R.S.S., Vychinski propose à l'Assemblée de l'O.N.U. : la réduction des armements d'un tiers, l'interdiction des armes atomiques, la création d'un organisme de contrôle.

Malgré l'avis du Conseil de la République, l'Assemblée nationale par 299 voix contre 274 vote l'ajournement en mars des élections cantonales.

LUNDI 27 SEPTEMBRE. — Les négociations de Moscou étant rompues, les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France portent le conflit de Berlin devant le Conseil de Sécurité.

MARDI 28 SEPTEMBRE. — A l'O.N.U., discours du ministre belge Spaak.

Augmentation importante des prix des transports. Hausse des prix du lait, du charbon, de l'électricité.

Le referendum organisé par la fédération C.G.T. chez les mineurs révèle une majorité favorable à la grève.

JEUDI 30 SEPTEMBRE. — Montgomery est nommé commandant suprême des forces militaires occidentales.

Grève d'avertissement de la matinée dans le gaz et l'électricité.

Le discours de Spaak

Voici d'après le Monde
(30 septembre) le discours
prononcé par Spaak, le

ministre socialiste belge, en réponse à Vychinski, devant l'assemblée générale des Nations unies, le mardi 28 septembre :

« Je ne discuterai pas du communisme. Certains pays peuvent en avoir besoin, mais ce n'est pas le cas de l'Occident, qui après une guerre contre un Etat totalitaire n'est pas disposé à accepter une autre forme de régime dictatorial. Nous voulons un Etat qui serve l'être humain, et non pas un être humain qui serve l'Etat. Il sera difficile de réaliser ce genre d'Etat, mais cela vaut la peine d'y arriver, et nous voulons le protéger et le défendre. »

Après avoir affirmé que les pays occidentaux « ne se soumettraient pas à une doctrine autoritaire ou totalitaire quelconque », il a déclaré que le pacte de Bruxelles était conforme à la charte. « Les pays qui y participent ne veulent pas prendre part à une guerre d'agression. Je ne peux croire personnellement que cette alliance soit destinée à une agression contre qui que ce soit ; c'est une union en vue d'assurer notre défense. »

Puis tourné vers les bancs de la délégation soviétique M. Spaak a dit d'une voix forte :

« Notre politique est fondée sur la peur. Non pas la peur du lâche, mais la peur de quelqu'un qui regarde vers l'avenir, et qui contemple l'horreur et la tragédie qui nous menacent, qui peuvent nous menacer dans l'avenir. C'est la peur que nous avons de vous, messieurs, parce que vous êtes la seule puissance qui soit sortie de cette guerre avec des conquêtes territoriales et que vous parlez d'impérialisme. Votre politique est aujourd'hui plus ambitieuse que celle des tsars. Nous avons peur de vous quand vous prêchez cette doctrine surannée de souveraineté nationale absolue. Par votre conduite vous avez empêché l'organisation de fonctionner. L'Union soviétique oblige l'Ouest à chercher sa propre sécurité. Elle a organisé une cinquième colonne en comparaison de laquelle la cinquième colonne de Hitler ressemble plutôt à une organisation de boy-scouts. Où que l'on tourne ses regards dans le monde on trouve cette cinquième colonne cherchant à affaiblir et à renverser le commun effort de reconstruction. »

M. Spaak a affirmé que « c'est grâce à la guerre que l'U.R.S.S. s'est emparée des pays baltes, d'une partie de la Finlande et de la Pologne, qu'elle est toute-puissante à Varsovie comme à Prague, à Bucarest et à Sofia. L'U.R.S.S. occupe Vienne et Berlin et n'a pas l'intention d'en sortir. Elle réclame ses droits dans la Ruhr et bientôt les Soviétiques seront aux bords du Rhin. »

« Vous me demandez dans ces conditions pourquoi nous sommes inquiets ? » a demandé M. Spaak. « Aussi longtemps qu'un pays quelconque essaiera d'affirmer sa propre volonté au-dessus de la volonté des nations l'Organisation des Nations unies ne pourra pas fonctionner. » Puis, s'adressant directement à l'U.R.S.S., il a ajouté :

« Il ne vous a pas suffi de rompre la loi internationale, vous avez refusé de collaborer avec l'Organisation des Nations unies chaque fois qu'elle faisait des recommandations contre votre sentiment. Vous avez beau jeu de stigmatiser les travaux de la commission des Balkans et de la commission de Corée, alors que dès le début vous avez refusé d'y participer. Par votre façon de faire vous avez rendu cette organisation inefficace, et c'est à cause de cela que nous qui avions placé notre confiance dans une organisation efficace, vous nous avez forcés à placer notre sécurité dans le cadre d'accords régionaux auxquels nous répugnons. »

« Il n'y a pas un endroit au monde, a ajouté M. Spaak, où vous ne soyez là pour tout envenimer. C'est votre manière de collaborer. Il y a dans chaque pays un groupe d'hommes qui ne ratent pas une occasion d'affaiblir l'Etat dans lequel ils vivent, de l'affaiblir politiquement, économiquement et socialement. »

Après avoir vivement critiqué l'attitude des pays de l'Europe orientale à l'égard du plan Marshall, M. Spaak s'est défendu d'avoir voulu donner à son discours un sens pessimiste :

« Je ne considère pas, a-t-il dit, que tout est perdu, je pense que nous sommes trop près de nos

ruines et de nos morts pour que quand nous parlons de collaboration ce ne soit pas avec sincérité.

» Il est nécessaire que la troisième session réalise « un coup spectaculaire, un compromis. »

Puis, s'adressant au bloc soviétique, il lui demanda de collaborer à l'exécution de la charte non seulement dans sa lettre mais dans son esprit, et de ne plus écarter de la famille des Nations unies les pays qui ont le droit d'y entrer.

Vavilov mort dans un camp sibérien

On parle abondamment de la querelle scientifique Lyssenko-Vavilov. Un point devrait bien être éclairci. Marcel Prenant avait affirmé que Vavilov n'avait pas été assassiné et qu'il était mort de mort naturelle en 1943. Il s'est attiré, dans *Combat* (19 septembre) la vive réponse suivante de Joseph Czapski :

Je viens de lire dans « *Combat* » du 14 septembre l'article de M. Marcel Prenant sur la controverse « Mendel ou Lyssenko ». M. Prenant cite, entre autres, Nicolas Vavilov, le grand savant, professeur de génétique et chef de Lyssenko avant son arrestation. Vavilov fut l'homme contre lequel Lyssenko, son plus proche collaborateur, déclencha la campagne scientifique.

M. Prenant écrit : « Il n'est pas vrai, par exemple, que Vavilov ait été assassiné : il est mort de mort naturelle en 1943. »

La chose n'est pas si simple. Oui, Vavilov est mort de mort naturelle, mais dans quelles conditions ?...

Vavilov a été arrêté en 1940, emprisonné et condamné à mort sous prétexte d'espionnage au compte de l'Angleterre.

Mon ami et collaborateur A. Z., aujourd'hui en Angleterre, arrêté à Lwow en 1940, condamné à mort pour lutte clandestine et gracié par suite d'une amnistie stipulée par l'accord Staline-Sikorski, passa cinq semaines, au printemps 1941, avec Vavilov dans la même « cellule de la mort » à Moscou, dans la prison de Boutyrki. Vavilov, alors condamné à mort, ne cessait d'espérer que sa condamnation serait transmuée en exil perpétuel. Il comptait pouvoir, même en exil, servir la science et son pays.

En 1947 parut en Amérique un livre écrit par deux socialistes russes : Dallin et Nikolaïewski : **Nothing but their Chains** (Forced labor in Russia). Vavilov, d'après ce livre, est mort dans la Kolyma (le pays le plus froid de la Sibérie, le plus dur des lieux de détention de l'U.R.S.S., situé à l'est du Kamtchatka, et habité exclusivement par des prisonniers).

Vavilov, exilé, fut chargé de l'acclimatation de l'avoine et des choux dans ce pays arctique. Il y mourut à Magadan (Kolyma), n'ayant pu supporter le climat de la contrée.

Si le combat scientifique sur les problèmes de la génétique Mendel-Vavilov-Lyssenko était, comme l'affirme M. Prenant, libre, large et public, il me semble quand même juste de rappeler que Vavilov, un des acteurs principaux du débat, est mort en exil en pays arctique.

Je ne vois pas quand même en Europe occidentale ni en Amérique un grand savant de probité indubitable, jeté en prison, condamné à mort et exilé pour une controverse scientifique.

« Un second Munich dû, cette fois-ci, à l'Est »

En deux articles du *Figaro* (12 et 13 août), M. Ivan Herben, qui fut rédacteur en chef du *Svobodno Slovo*, l'organe du parti socialiste national tchèque, a exposé « comment Staline empêcha la Tchécoslovaquie de participer au plan Marshall ». Rien ne montre plus lumineusement par le double exemple de la Tchécoslovaquie et de la Pologne comment Staline et ses domestiques comprennent l'indépendance nationale.

Dans le premier article, M. Ivan Herben fait le récit de la séance du conseil des ministres tchécoslovaque qui accepta le plan Marshall.

L'attitude de la Tchécoslovaquie à l'égard du plan Marshall — adhésion ou refus — fut débattue d'une manière dramatique par le gouvernement tchécoslovaque, à la réunion du Conseil des ministres du mardi

1er juillet. Le président du Conseil, Klement Gottwald, qui dirigeait la réunion, mit naturellement l'accent sur le fait que l'U.R.S.S. avait pris à l'égard du plan une attitude négative, attitude qui ressortait de la déclaration faite par Molotov à la Conférence des quatre ministres des Affaires étrangères, tenue à Paris.

En bon communiste, le président du Conseil s'efforça de créer évidemment chez les ministres un état d'esprit défavorable au plan Marshall, mais il fut contrecarré par Masaryk. Celui-ci fit part à ses collègues de deux faits décisifs que Gottwald ne connaissait pas, ou qu'il avait sciemment cachés au gouvernement. Appuyé par les ministres démocrates, Masaryk déclara que :

1^o Il y avait précisément à Prague une délégation du gouvernement polonais conduite par M. Cyrankiewicz, président du Conseil. Masaryk lui avait demandé ce que la Pologne allait décider au sujet du plan Marshall, et Cyrankiewicz lui avait répondu que la Pologne était disposée à envoyer à Paris son adhésion au Plan, « que cela plaise ou non à la Russie ». Cyrankiewicz aurait même ajouté avec humour :

« Nous ferons mieux avaler la pilule à Molotov en nous abstenant d'envoyer à la Conférence sur le plan Marshall, soit une délégation spécialement venue de Varsovie, soit notre ministre des Affaires étrangères. L'ambassadeur de Pologne à Paris nous représentera. »

2^o Jan Masaryk exposa ensuite que M. Bodrov, chargé d'affaires soviétiques à Prague, lui avait spontanément rendu visite, que, dans un long exposé, il avait abordé trois fois la question du plan Marshall, et répété, à trois reprises également, que l'U.R.S.S. n'avait pas d'objection à l'acceptation par la Tchécoslovaquie de l'aide américaine.

Jan Masaryk proposa alors au gouvernement que la Tchécoslovaquie procédât de la même manière que la Pologne.

Après quelques objections sans importance formulées par les communistes, tout le gouvernement prit part à un vote. A l'unanimité, donc avec les voix communistes, il fut décidé que la Tchécoslovaquie donnerait son adhésion au plan Marshall.

Dans le deuxième article, M. Ivan Herben, après avoir raconté un petit exploit de Gottwald, montre de quelle manière la délégation du gouvernement tchécoslovaque, reçue par Staline, se vit intimer l'ordre de repousser le plan Marshall.

Cette nuit-là, dans l'orgueilleux Kremlin, s'assirent autour du tapis vert Staline et Molotov et, en face d'eux, Gottwald, Masaryk, Drtina et deux hauts fonctionnaires diplomatiques tchécoslovaques. Sans préambule et dédaignant le cérémonial diplomatique, Staline entra dans le vif du sujet :

« Au début des négociations sur le plan Marshall, l'U.R.S.S. pensait que les petits Etats slaves pourraient accepter l'aide américaine et qu'une telle décision favoriserait même l'économie de l'U.R.S.S. Mais nous voyons maintenant qu'il s'agit pas, de la part de l'Amérique, d'un appui économique, mais de l'isolement politique de notre pays. C'est pourquoi celui qui est notre allié doit tout refuser du plan Marshall. »

Staline fumait nerveusement sa pipe. Il se leva et se mit à marcher rapidement de long en large. Il sembla ignorer une remarque de Gottwald et continua d'une voix forte, comme un maître d'école qui ferait un cours à des élèves indociles :

« Si la Tchécoslovaquie maintenait sa décision, celle-ci serait interprétée, à l'Ouest, comme un abandon du bloc slave. Oui, lisez seulement les commentaires absurdes de la presse américaine ! Aucun compromis n'est possible : la Tchécoslovaquie marchera avec nous ou contre nous. »

Jan Masaryk profita d'un instant de silence pour essayer d'expliquer à Staline que la Tchécoslovaquie était une alliée loyale et que jamais elle n'entreprendrait quoi que ce fût contre l'U.R.S.S. :

« En tant qu'Etat indépendant, nous estimons qu'il serait dans l'intérêt de tous de trouver une solution qui ne portât pas atteinte à notre souveraineté. »

« La souveraineté ? interrogea Staline en accompagnant ces mots d'un geste ironique. Je vous ai déjà dit que vous ne pouviez répondre que par oui ou par non. En dehors de ces deux termes, il n'y a rien. Si vous acceptez le plan Marshall, je considé-

rerai votre réponse comme une violation du traité tchéco-soviétique. Dans ce cas, l'U.R.S.S. ne se croira plus engagée par lui... Il est inutile de vous préciser ce que cela signifierait pour votre pays », ajouta-t-il d'un ton menaçant.

Masaryk essaya de fléchir l'intransigeance de Staline :

« Généralissime, dit-il, peut-être y aurait-il un moyen pour la Tchécoslovaquie de sortir de cette situation avec honneur. Mon pays pourrait, par exemple, ne pas retirer son adhésion au plan Marshall, mais son ambassadeur à Paris déclarerait, à la fin du premier jour des négociations — lorsque les conditions du plan seront définitivement connues — que la Tchécoslovaquie ne peut les accepter. Elle quittera alors tout simplement la conférence. »

« J'ai déjà dit, répondit Staline, que vous devez retirer votre participation, et sur-le-champ. L'U.R.S.S. considérerait même une représentation de pure forme de la Tchécoslovaquie à Paris comme un procédé inamical. Vous le devez, répéta encore Staline du ton de quelqu'un qui n'est pas habitué à rencontrer de résistance. Un geste contraire signifierait la rupture du front slave. »

Sur ces mots, Staline mit résolument fin à la discussion et nous fit comprendre que l'audience était terminée.

Le jeudi 10 juillet, le Parlement tchécoslovaque tint séance. Le télégramme de Moscou signé par Gottwald, Masaryk et Drtina fit l'effet d'une bombe. Ce document demandait qu'un Conseil des ministres se réunît immédiatement et annulât l'adhésion de la Tchécoslovaquie au plan Marshall, Klement Gottwald exigea un post-scriptum au télégramme : selon le désir de Moscou, la décision du Conseil devait être prise « à l'unanimité ».

L'U.R.S.S. dictait aux ministres tchécoslovaques la manière dont ils devaient voter.

Le docteur Petr Zenkl, vice-président du Gouvernement, convoqua immédiatement le Conseil des ministres et, comme Staline l'avait ordonné, la décision fut prise à l'unanimité.

« C'est un second Munich, dû, cette fois-ci, à l'Est », chuchotaient les députés dans les couloirs. « La fin de l'indépendance tchécoslovaque ! », murmuraient d'autres. Et les mêmes mots volaient de bouche en bouche, ce soir-là, à Prague, lorsque la radio eut diffusé les résultats des consultations de Moscou et de la réunion extraordinaire du cabinet.

« Nous avons un autre protectorat et, cette fois, il s'agit d'un protectorat russe », se disaient les Tchécoslovaques, d'un air consterné. L'atmosphère des rues de Prague rappelait celle du 15 mars 1939, quand Hitler y fit son entrée.

La Tchécoslovaquie indépendante avait vécu.

Ces messieurs de la Hausse

Dans *Combat* du 3 août, Claude Bourdet campe un personnage de « certain Comité d'une industrie fort lourde », qui symbolise assez bien la mentalité présente du patronat français :

En France, il existe une tendance naturelle, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, à se contenter d'une production restreinte vendue le plus cher possible. Il n'est donc malheureusement pas besoin d'« entente » pour contingerer les produits, empêcher la baisse et détraquer les mécanismes économiques que l'on décrit dans les manuels.

Toutefois, le jeu des ententes vient parfois aggraver ce processus. M. Paul Reynaud aura vraisemblablement entendu parler de certain Comité d'une industrie fort lourde, réuni aussitôt après que l'on eut « libéré » les prix de ses produits. On lui aura répété, sans doute, les paroles menaçantes que prononça à cette occasion un des dirigeants dudit Comité, après s'être réjoui de la disparition de l'odieuse contrainte de l'Etat et avoir annoncé les hausses de plus de 100 % en général, que l'industrie enfin « libérée » décidait d'appliquer, ce personnage remarqua, dit-on, que, « si certains industriels enfreignaient la discipline en vendant au-dessous des prix fixés par le Comité, celui-ci aurait les moyens de les contraindre à les respecter ».

ENTRE-NOUS

L'effort de septembre et la question des possibles

Remercions d'abord les camarades auxquels nous avons fait appel au sujet de notre achat de papier.

Sans préjuger du résultat définitif, que nous donnerons, nous devons dire combien nous avons été touchés par la rapidité avec laquelle ils nous ont répondu. L'appel fut envoyé le 27 septembre au soir ; or, le 30 nous avions déjà reçu : 9.450 fr., et les premiers jours d'octobre ont vu s'accroître ces preuves de dévouement.

Nous exprimons donc notre satisfaction sans réserve sur ce point.

Nous sommes moins satisfaits de l'effort de propagande de tous nos camarades (à de rares exceptions près) pour l'extension de nos abonnements.

Notre appel pour des listes de possibles a été entendu, certes, et nous avons reçu de nombreuses, de très nombreuses listes. Mais nous devons dire, à notre grand regret, que le pourcentage des abonnements consécutifs à l'envoi d'exemplaires d'essai est extrêmement faible.

Cela tient, à notre avis, à ce que nos amis croient avoir fait suffisamment en nous donnant des adresses, sans avoir pressenti les intéressés avant l'envoi de nos numéros, et sans intervenir après. Certains, même, nous demandent instamment de ne pas les citer aux camarades pressentis. Nous ne le faisons d'ailleurs jamais sans une autorisation formelle des donateurs de listes, mais cela ne facilite évidemment pas notre travail de prospection.

Lorsque nos camarades appuient eux-mêmes ce travail auprès des intéressés, qui les connaissent et agissent souvent de confiance, les résultats sont intéressants. C'est ainsi que sur les 45 abonnements nouveaux de septembre, si nous déduisons les 14 de l'agglomération Paris-Seine-Seine-et-Oise, il en reste 34 pour le reste de la France, colonies et étranger. Or, pour les deux seuls départements de l'Oise et de la Loire-Inférieure, où de bons camarades ont appliqué cette méthode, il y a eu 15 abonnements nouveaux (7 pour l'Oise, 8 pour la Loire-Inférieure).

Qu'on nous comprenne bien : Nous sollicitons, encore et toujours, des listes de possibles. Nous envoyons à ceux-ci deux numéros (généralement consécutifs) de notre revue. Et nous attendons. Mais il faut compter avec la paresse, la négligence des gens les mieux intentionnés et les mieux disposés à notre égard, après lecture. Nous aimerions qu'à ce moment interviennent nos amis, ceux qui ont donné les noms et qui voudraient voir croître le nombre de nos abonnés.

Collection de la R. P.

Nous remercions les camarades qui nous ont fait parvenir d'anciens numéros de la R.P., auxquels ils tenaient, mais dont ils se sont dessaisis à notre profit.

Nous renouvelons néanmoins notre appel, car nos collections sont loin d'être complètes.

Il nous manque notamment, de la série d'avant guerre : les numéros 1 à 110 et de très nombreux numéros de 110 à 230.

Pour la série actuelle, reparaisant depuis avril 1947, nous sollicitons des numéros 1 (avril 1947) et 9 (décembre 1947).

Merci d'avance.

Imprimerie S.N.I.E.
32, rue de Ménilmontant

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

De cette somme il y a lieu de déduire la facture non encore présentée de l'impression et montage du dernier numéro (18, de septembre) et débobinage du papier acheté, soit environ 55.000.

Nombre d'abonnés au 30 septembre 1948 : 1.430.

NOTRE SITUATION DE SEPTEMBRE

RECETTES :

Abonnements :	
Ordinaires	25.610
De soutien	5.000 = 30.610
Souscription	2.410
Participation à l'achat de papier	9.450
Vente au numéro	5.325
Publicité	8.486
Divers	200
Total des recettes	56.481
En caisse au 1er septembre	148.064
Total	204.545

DEPENSES

Avance sur achat de papier (Dre- mière partie)	78.000
Frais divers :	
Timbres et timbrage	4.643
Frais de bureau	1.746
Autres	180
Achat de livres	6.249 = 90.798

SOLDE

En espèces	14.867
Aux chèques postaux	98.880 = 113.747

SOUSCRIPTIONS DE SEPTEMBRE

Paupy (Puy de D.) 170, Issert J. (Paris) 30, Brion Hélène (Seine) 50, Antoine A. (Alger) 300, Josse (S.-et-O.) 100, Stérm (Paris) 100, Salls Em. (Seine) 200, Leroy (Paris) 30, Sense (Aisne) 30, Bettendorffer (Seine) 200, Guéret R. (Puy de D.) 100, Laferrière (Paris) 50, Thomas G. (Indre) 20, M. M. (Seine) 500, Morel L. (Seine) 130, Bruno 50, Chevance E. (C.-du-N.) 50, Cuchet R. (Isère) 100, Mourcaux (Algérie) 200. Total : 2.410 fr.

SOUSCRIPTIONS POUR PARTICIPATION A L'ACHAT DE PAPIER

V. D. (Paris) 500, Martin M. (Paris) 5.000, Maupieux G. (Seine) 1.000, Guilloré (Paris) 1.000, Bergeron (Belfort) 200, Cornec (Paris) 500, Buisson M. (Seine) 50 et l'abonnement d'un an offert à un ami, Vidalenc (Paris) 200, Davoust (Seine) 500, Van Zurk (Alpes-Mar.) 500. Total : 9.450 fr.

SOUSCRIPTIONS DE JUILLET (omisées)

Avec nos excuses à nos camarades ci-dessous : Pihen J. (Paris) 200, Jouhet (Vaucluse) 200, Moreau A. (Yonne) 30, Martin F. (Drôme) 200, Cortel A. (Côte d'Or) 200, Pompét A. (Maroc) 200, Valfis (Haute-Garonne) 200. Total (inchangé) : 2.520 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Grandjouan (Paris) 1.000, Caffi (Haute-Garonne) 1.000, Franssen (Paris) 1.000, Moinet M. (Indochine) 1.000, Petit Em. (Paris) 1.000. Total : 5.000 fr.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV*

Tél. SEGUR 89-81. Métro : Pasteur C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Politique

Sanchez Salazar et Julien Gorkin : <i>Ainsi fut assassiné Trotsky</i>	300 »
A. Rossi : <i>Physiologie du parti communiste français</i>	480 »
Sol Ferrer : <i>Le véritable Francisco Ferrer</i>	260 »
Maurice Duverger : <i>Manuel de droit constitutionnel et de science politique</i>	540 »
Carlo Sforza : <i>L'Italie contemporaine</i>	540 »
Ernst Jünger : <i>La paix</i>	180 »

Littérature

Julien Blanc : <i>Le temps des hommes</i> (tome III de « Joyeux, fais ton fourbi ») ..	300 »
André Breton : <i>Martinique, charmeuse de serpents</i>	250 »

Histoire

Elie Halévy : <i>Histoire du socialisme européen</i>	440 »
--	-------

Extrait de notre catalogue

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i>	300 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i>	100 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i>	40 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

CRAPOUILLOT

publie

HISTOIRE DE LA GUERRE 39-45

par Jean GALTIER-BOISSIERE et Charles ALEXANDRE

en 4 tomes in-4° illustrés

- I. — Les causes secrètes de la guerre — Munich — Le pacte germano-soviétique — La drôle de guerre — La « Blitz Krieg » en Pologne et en Norvège (Paru).
- II. — La campagne de Belgique et de France du 10 mai 1940 à l'armistice — La cinquième colonne — Bilan du désastre (Paru).
- III. — Le complot Pétain — De Gaulle s'installe à Londres — Le régime de Vichy — La « promenade militaire en Russie » (À paraître).
- IV. — La collaboration — La résistance — La répression — Les opérations 42-45 — La guerre « ne paie » jamais (À paraître).

Chaque tome illustré : 250 fr.

SOUSCRIPTION A L'OUVRAGE COMPLET EN 4 TOMES ILLUSTRÉS

France : 1.000 fr. — Colonies : 1.050 fr. — Etranger : 1.160 fr.

CRAPOUILLOT, 3, place de la Sorbonne, Paris-V° (Chèque postal : 417-26)

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

publie la plus importante étude de

Robert LOUZON

depuis la parution de « L'Economie capitaliste » :

L'ERE DE L'IMPÉRIALISME

Vaste fresque de l'évolution du monde moderne tendant à l'UNITÉ. Analyse des problèmes essentiels posés par le conflit qui oppose l'IMPÉRIALISME américain et le COLONIALISME russe. Devenir de l'HOMME...

1 vol. in-16 jésus de 100 pages, 70 fr., franco 80 fr.

J.-LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHET
PARIS (5^{ème}) C. CH. PARIS 633-76